



Les migrants

Lettre 123 aux cercles de silence

Janvier 2026

Une bonne année ? Vraiment ?

Loin des frontières, loin du cœur. Il y a de moins en moins de migrants en Europe (- 25% en 2025), mais les acteurs politiques de nombreux pays, font comme s'il y en avait toujours plus. Les lois et décisions se multiplient contre les migrants. Certains pays européens sont prêts à payer 20 000 euros par étranger pour qu'il ne vienne pas chez eux. Peut-être que si l'on donnait cette somme à un demandeur d'asile, il retournerait chez lui !

Sur le chemin de l'exile, que cherche l'exilé ? Un espace où, loin de la guerre, il puisse vivre avec sa famille sans risque de se faire tuer ou mourir de faim. Que trouve-t-il durant son périple ? La faim, la soif, le manque d'hygiène de base, l'absence de toit pour dormir, le manque de vêtements pour lutter contre le froid, mais aussi la prison, la torture, l'anxiété d'être arrêté. Où se trouve l'accueil qu'il espérait en tant qu'humain ? Où se trouve une possibilité de vivre avec sa famille ? Comment s'intégrer ? Il est demandé de parler mieux la langue que nombre de citoyens du pays ; (alors qu'il n'est pas permis de travailler) de gagner plus d'argent que nombre de citoyens du pays ; etc.

Il est difficile, pour ces centaines de milliers ou millions d'émigrés – selon les pays-, de leur souhaiter une bonne année. D'autant qu'en 2026 les conditions seront encore plus difficile pour entrer dans l'UE avec la mise en fonction du pacte européen sur la migration et l'asile.

Bonne lecture, Michel Girard

Table des matières

QUELQUES RAPPELS CONCERNANT LES MIGRANTS EN 2025	3
Quelques distances	3
Europe	3
Routes migratoires	4
Afrique	5
CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE.....	5
Plaisir.....	5
Mérignac.....	6
FRANCE.....	6
Auray.....	14
Bernay.....	15
Dunkerque.....	15
Guyane.....	16
Lyon.....	16

Mayotte.....	17
Montpellier.....	17
Nord.....	18
Rennes.....	19
Saint-Lys.....	20
Saint-Etienne.....	21
Saint-Nazaire.....	22
Strasbourg.....	23
Versailles.....	24
MANCHE.....	25
MEDITERRANEE.....	28
ATLANTIQUE.....	28
Route des Canaries.....	28
UNION EUROPÉENNE.....	29
Au dernier trimestre 2025, l'UE a délivré 115 440 obligations de quitter le territoire européen.....	29
Campagnes médiatiques et politiques attaquant ceux qui œuvrent pour la défense des droits des personnes étrangères.....	31
Allemagne.....	33
Autriche.....	36
Belgique.....	37
Danemark.....	38
Espagne.....	40
Grèce.....	42
Irlande.....	43
Malte.....	45
Portugal.....	46
Suède.....	48
EUROPE.....	49
Balkans.....	49
Royaume-Uni.....	50
AFRIQUE.....	55
Algérie.....	55
Kenya.....	58
Libye.....	59
Mauritanie.....	63
Maroc.....	64
Sénégal.....	64

Somalie	65
Tchad	66
ASIE.....	67
Turquie - Iran.....	67
AMERIQUE.....	68
USA.....	68
INTERNATIONAL.....	73
La journée mondiale de solidarité avec les victimes des frontières et les disparus sur les routes migratoires	73

QUELQUES RAPPELS CONCERNANT LES MIGRANTS EN 2025

QUELQUES DISTANCES

Calais – Douvres	44 km
Maroc- Ceuta	3 à 8 km
Lampedusa, côtes d'Afrique du Nord :	300 km
Algérie – Baléares	300 km
Tobrouk (Libye) – Gavdos (crête) :	300 km
nord de l'Afrique vers l'Italie sud :	1 190 km..
Tobrouk (Libye) – Gavdos (crête) :	300 km
Gambie Canaries :	1 600 km

EUROPE

Le nombre de demandes d'asile dans les pays de l'Union européenne a continué à diminuer en 2025

La guerre au Soudan et l'instabilité au Sahel alimentent de nouveaux mouvements migratoires vers l'Europe.

Externalisation européenne de l'arrivée des migrants . L'Union européenne lance le système d'entrée/sortie EES : système informatique automatisé qui enregistre le nom de la personne, les données de son document de voyage, ses données empreintes digitales et photo, ainsi que la date et le lieu d'entrée et de sortie chaque fois qu'elle franchit les frontières extérieures des 29 pays européens qui utilisent le système

Modification des lois, décrets et circulaires en Europe, durcissant les lois envers les immigrés, afin de satisfaire les extrêmes droites des divers pays : Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Portugal, Royaume uni, Suède. En France : la circulaire Retailleau marque un tournant restrictif dans la régularisation des sans-papiers, et élimine la circulaire Valls.

Les frontières externes

Elles se construisent avec des murs : 2 048 km en 2022

Et des accords avec, Libye, Maroc, Mali, Mauritanie, Tunisie. La Macédoine du nord, effectue des détentions arbitraires et illégales pour se faire bien voir de l'UE.

Allemagne

Elle refoule tous les demandeurs d'asile sans papiers sont refoulés "sauf les groupes vulnérables, comme les enfants et les femmes enceintes". Suspension du regroupement familial

Espagne

Aux Baléares sont arrivés 7 200 migrants en 2025. Soit une augmentation de 27% par rapport à 2024. 1 037 personnes parties d'Algérie vers les Baléares sont mortes en 2024, seulement 517, en 2023.

Grèce

Le séjour irrégulier dans le pays est considéré comme une infraction pénale, et une loi prévoit "des retours forcés" pour des demandeurs d'asile déboutés

À **Lesbos**, les quelque 110 000 migrants débarqués entre janvier et août 2015 ont marqué profondément les esprits. L'île veut maintenant effacer la migration de son paysage.

Italie

À Monfalcone et Trieste, près de la frontière slovène, deux centres d'accueil accueillent des jeunes arrivant par la route des Balkans.

En Calabre, les conditions de travail des travailleurs migrants saisonniers s'améliorent, mais l'extrême précarité, le mal logement et l'exploitation de ces populations persistent.

A Lampedusa, les débarquements de canots et l'accueil des migrants sont mieux organisés mais les acteurs associatifs déplorent un manque d'humanité.

Royaume-Uni

en 2025, arrivées de plus de 41 472 migrants par "small boats" ; en 2022, 45 774 arrivées, en 2023, 36 816.

Une fronde anti-migrants s'est étendue à l'ensemble du pays.

Suède

Le nombre de demandeurs d'asile enregistrés était de 6 735 en 2025, contre 9 645 en 2024

ROUTES MIGRATOIRES

Sur toutes les routes en mer : En 2025, 1 745 migrants sont morts ou portés disparus

Méditerranée orientale

Le nombre des personnes qui l'empruntent a considérablement progressé en 2025, avec plus de 18 000 personnes mi-décembre 2025, contre environ 5 100 pour toute l'année 2024,

Méditerranée occidentale

Baisse des arrivées aux Canaries : 17 500 personnes en 2025, 47 000 en 2024. Ceuta : 3 396 migrants sont entrés dans le territoire de manière irrégulière en 2025. 2 386 en 2024 mais 139 morts en tentant d'arriver à la nage.

Méditerranée centrale

En Crête, plus de 16 770 personnes sont arrivées depuis le début 2025

Atlantique

Nouvelle route partant depuis la Guinée et la Gambie, pour éviter le Sénégal et la Mauritanie.

AFRIQUE

Algérie

Plus de 24 071 migrants interceptés en 2025. Les personnes arrêtées sont déportées au Sahara, aux abords du Niger,

Tunisie,

Dégradation des conditions de vie des migrants d'où des records de "retour volontaire" : 8 853 personnes ; 6 885 en 2024, 2 258 en 2023. Les personnes arrêtées en mer sont déportées aux abords, désertiques, de la Libye et de l'Algérie.

Libye

Au cours de l'année 2025, au moins 26 635 migrants ont été interceptés en mer par les garde-côtes libyens et ramenés à terre dans le pays ; au moins 23 126 hommes, 2 336 femmes et 965 enfants. En 2024, 21 762 personnes avaient été interceptées en mer et ramenées en Libye. En 2023, elles étaient 17 190.

La détention en Libye : viols, violences, tortures, rançonnage Vente de migrants

Syrie

Le nombre de syriens revenu en Syrie a diminué, passant de 16 000 en octobre 2024 à 3 500 en septembre 2025. En décembre 2025, environ 1,2 million de Syriens réfugié sont retournés dans leur pays, depuis les pays voisins de la Syrie.

Mauritanie

La chasse à l'homme est organisée : arrestations arbitraires jusque dans la rue ou sur les lieux de travail. Vague d'expulsions : vers le Sénégal.

30 000 migrants ont été interceptés et 88 réseaux de passeurs démantelés

Soudan

Le pays subit la "plus grande crise humanitaire au monde" avec 4 millions de personnes déplacées dans les pays voisins et 9 millions déplacées à l'intérieur du pays. 2 100 demandes de protection ont émané de ressortissants soudanais, en Europe.

Côte d'Ivoire

Des jeunes Ivoiriens sont rentrés après l'échec de leur installation en France, certains ont pu monter un projet en Côte d'Ivoire. Des exilés, traumatisés par leur parcours migratoire, peinent à se réinsérer dans la société. Mais des jeunes préparent secrètement leur départ vers l'Europe.

Si vous désirez d'autres informations dans le monde et plus de détails, lisez les 1500 pages des 24 numéros de la lettre « Les Migrants ».

CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE

PLAISIR

Le CRA de Plaisir est un petit centre de rétention qui ne comporte que 26 places, que des hommes, situé dans le commissariat de Plaisir, CRA indiqué nulle part dans la ville et que personne ne connaît ; la police nationale d'un côté et la PAF de l'autre

Il est actuellement plein. Il comporte 50% d'algériens qui restent souvent 90 jours, le maximum pour l'instant, faute de laissez-passer consulaire pour être expulsés vers l'Algérie ; 50% sont des sortants de prison. Les conditions de vie sont très dégradées, pire qu'une prison où il y a des règles précises ; beaucoup s'ennuient ... les demandes des retenus aux visiteurs concernent : du linge de rechange, du tabac ou faire enlever la caméra de leur téléphone (20€)...

Il est géré par France Terre D'Asile (FTDA). On constate des abus : audiences en Visio : pour le Juge des libertés mais le Tribunal Administratif refuse les audiences en Visio , et les retenus vont au tribunal à Versailles.

MERIGNAC

le chantier du futur centre de rétention administrative vandalisé

Le chantier du futur centre de rétention administrative de Mérignac, destiné à retenir des personnes étrangères en attente d'expulsion du territoire français, a été vandalisé, indique lundi 19 janvier 2026 le parquet de Bordeaux. Lundi matin, plusieurs dégradations ont été découvertes sur le chantier : la quasi-totalité des panneaux vitrés, pare-balles, ont été fissurés, ainsi que le carrelage du bâtiment. Plusieurs gaines électriques ont également été sectionnées. Le préjudice est estimé à plusieurs centaines de milliers d'euros. Une enquête a été confiée par le parquet à la direction interdépartementale de la police nationale. Elle devra notamment *"s'attacher à identifier le ou les auteurs des faits"*, indique le parquet, selon qui aucune revendication n'a été exprimée à ce stade. Aucune piste n'est privilégiée.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/merignac-le-chantier-du-futur-centre-de-retention-administrative-vandalise-une-enquete-ouverte-5519103>

FRANCE

Test civique et certificat de langue : deux examens obligatoires

"Quand a été signé le traité de Maastricht fondateur de l'Union européenne?", "Quelle chaîne montagneuse sépare la France de l'Espagne ?", "Quelles sont les dates de la Première guerre mondiale ?", ou encore "Comment un employeur fixe-t-il un salaire ?" Voilà un échantillon de questions auxquelles ont dû répondre des étrangers, le 10 janvier 2026, lors de du nouvel examen civique obligatoire pour s'installer durablement en France.

Depuis le 1er janvier 2026, en effet, les étrangers demandant pour la première fois un titre de séjour pluriannuel (deux à quatre ans), une carte de résident (dix ans) ou la naturalisation doivent valider un test civique, dont le niveau a été adapté à chacune de ces procédures. Ils doivent aussi prouver qu'ils maîtrisent le français en présentant un certificat de langue.

1/Concernant le test civique mêlant histoire, géographie, système institutionnel et politique, les étrangers devront répondre :

- à 40 questions à choix multiple (QCM) de culture générale et de *"mises en situation"*.
- L'étranger obtiendra un point par bonne réponse. Pour réussir l'examen il faudra avoir un taux de bonnes réponses de 80 % (soit un score minimum à atteindre de 32/40)
- Le test dure quarante-cinq minutes, il se déroule sur support numérique dans des

centres d'examen agréés par le ministère de l'Intérieur.

Cet examen n'est pas inédit. Avant le 1er janvier 2026, les étrangers, candidats à la naturalisation, passaient déjà un "*entretien d'assimilation*" en préfecture où ils devaient répondre à des questions similaires, lors d'un échange de quelques minutes.

2/Concernant l'examen de langue, l'étranger doit apporter un diplôme/certificat prouvant qu'il maîtrise la langue française. Ce test a toujours existé mais depuis le 1er janvier, son niveau a été relevé. Désormais, il faudra avoir validé :

- un niveau A2 (niveau débutant) pour la carte de séjour pluriannuelle (carte de 2 à 4 ans)
- un niveau B1 (niveau intermédiaire) pour celle de résident (carte de 10 ans)
- un niveau B2 (avancé) pour les candidats à la naturalisation

Il existe plusieurs méthodes pour certifier le niveau de français et obtenir un diplôme : passer le Test d'évaluation du français, le Diplôme d'études en langue française ou le test de connaissance du français.

A savoir aussi :

-Ces examens ne concernent que les premières demandes de titres de séjour déposées à partir du 1er janvier 2026. Ils ne concernent pas les renouvellements.

-Le test civique est payant, son prix est de 70 euros. "*Le prix est librement fixé par les centres d'examen*", précise le ministère de l'Intérieur.

-Le certificat de langue est aussi payant, son prix oscille autour d'une centaine d'euros.

-Le test civique pourra être passé autant de fois que nécessaire.

-Le ministère de l'Intérieur aide à la préparation de l'examen civique, avec des annales ici : <https://formation-civique.interieur.gouv.fr/>

Attention : des sites internet proposent contre rémunération une préparation à l'examen civique. Ces sites n'ont pas été conçus en lien avec le ministère de l'Intérieur, il se peut donc qu'ils soient frauduleux.

Plus de 8 300 étrangers interpellés dans les Pyrénées-Orientales, à la frontière espagnole, en 2025

Un communiqué de la préfecture des Pyrénées-Orientales, à la frontière entre la France et l'Espagne, publié le 15 janvier 2026, déclare que 8 335 étrangers en situation irrégulière ont été interpellés en 2025 dans le département, en passant par la zone qui borde la Méditerranée. C'est 5 % de plus qu'en 2024.

Le préfet, en déplacement dans les locaux de la police aux frontières (PAF) au Perthus sur l'autoroute A9, a évoqué "*une pression migratoire qui s'accroît et une efficacité renforcée de nos services*". Durant cette visite, le préfet a mis l'accent sur une "*coopération quotidienne et exemplaire*" avec l'Espagne qui a conduit à 436 missions mixtes dans tous les trains transfrontaliers du département.

Sur les 8 335 étrangers interpellés, 5 189 ont donc été réadmis vers l'Espagne, en vertu d'un accord bilatéral entre les deux pays. Et 690 ont été "*non-admis*" sur le sol français - ils sont généralement placés en zone d'attente et placés sous l'autorité de la PAF, de la gendarmerie, ou de la police nationale. La majorité des personnes arrêtées venaient d'Algérie, du Maroc, d'Afrique subsaharienne ou d'Amérique du Sud.

La plupart des interpellations ont eu lieu à Cerbère, le premier village frontalier, côté français, au sud de Perpignan. La préfecture insiste aussi sur l'arrestation de trafiquants : dix filières ont été démantelées en 2025 et 172 passeurs sont "*en procédure judiciaire*".

Dans les autres chiffres avancés par la préfecture, 2 207 mesures d'éloignement ont été prononcées en 2025 dans le département, 17% de plus qu'en 2024, dont 431 exécutées (+ 31%) - soit un taux d'éloignement *"de 19,5 % supérieur à la moyenne nationale"*. Le préfet a mis l'accent sur l'intégration. *"Les Pyrénées-Orientales comptent près de 20 000 étrangers en situation régulière [...] Fermeté et attractivité ne s'opposent pas"*. Sur les 4 500 titres de séjour délivrés en 2025, la grande majorité concernait des renouvellements. Et aucune admission exceptionnelle au séjour (AES) - de la circulaire Retailleau - n'a été délivrée dans le département.

Le communiqué précise enfin que les Pyrénées-Orientales assument cette *"responsabilité frontalière majeure pour l'ensemble du territoire national"*. Il est vrai que les passages irréguliers augmentent depuis des années dans cette zone française qui borde la Méditerranée. En 2021, 13 000 personnes avaient été interpellées à Cerbère. Un chiffre record. *"Cerbère devient un point chaud des passages de clandestins"*, avait insisté à l'époque, l'ancien.

La plupart des arrivées irrégulières sont généralement recensées vers Irun et Hendaye. Selon le préfet des Pyrénées-Atlantiques, le département a été, au début de l'année 2025, *"la première porte d'entrée en France pour l'immigration irrégulière"*. Au cours des six premiers mois de 2025, 17 passeurs avaient été interpellés dans le département, alors que près d'une cinquantaine avaient fait l'objet d'interpellations, sur l'ensemble de l'année 2024. Ces chiffres illustrent, selon la préfecture, *"la persistance et l'intensité des réseaux de trafic"* dans la région.

Dix militants britanniques d'extrême droite interdits de séjour en France

Après plusieurs signalements par *"différents acteurs"*, dix militants britanniques d'extrême droite sont interdits de séjour en France, a annoncé le ministère de l'Intérieur mercredi 14 janvier 2026. Ces *"activistes appartenant au mouvement 'Raise the colours'"* se sont livrés ces derniers mois à *"des actions de recherche et de destruction de 'small boats'"* sur le littoral nord, explique le ministère. Ces actions sont *"de nature à occasionner de graves troubles à l'ordre public"*. *"Notre état de droit n'est pas négociable, les actions à caractère violent ou provoquant à la haine n'ont pas leur place sur notre territoire"*, a écrit le ministre. Il remercie par ailleurs la préfecture du Nord et les services de son ministère *"pour leur mobilisation dans ce dossier"*.

L'association Utopia 56, qui a envoyé à plusieurs reprises des signalements aux autorités ces derniers mois sur la présence de groupuscules d'extrême droite dans le nord de la France, s'est félicitée de cette mesure. *"C'est une décision extrêmement positive qu'on attendait depuis longtemps"*, déclare un membre associatif. *"C'est grâce à la société civile qui a alerté plusieurs fois sur des événements violents"* menés par le mouvement "Raise the colours" ("Hissez les drapeaux"), insiste l'association.

Ces interdictions de territoire sont *"absolument scandaleuses"*, a réagi mercredi "Raise the colours". Le mouvement accuse le ministre de prendre cette décision *"tout en ne faisant absolument rien pour expulser les migrants présents dans la région de Calais"*.

La justice française avait ouvert une enquête préliminaire pour *"violences aggravées"* commises sur des migrants dans la nuit du 9 au 10 septembre 2025 près de Dunkerque, à la suite du signalement d'Utopia 56. Cette nuit-là, quatre hommes arborant des drapeaux anglais et du Royaume-Uni ont agressé verbalement et physiquement un groupe de migrants à Grand-Fort-Philippe, en leur disant qu'ils n'étaient pas les bienvenus en Angleterre et en volant certaines de leurs affaires.

Une vidéo de 40 secondes avait été publiée fin septembre par le parti europhobe et xénophobe Ukip montrant des hommes brandissant des drapeaux britanniques et anglais intimidant des exilés sur le littoral nord de la France. *"Notre équipe Stop The Boats a perturbé et déplacé des migrants illégaux qui tentaient de traverser la frontière vers la Grande-Bretagne depuis le nord de la France. Si les autorités ne protègent pas nos frontières, nous le ferons"*, racontait alors le groupe d'extrême droite. Sur les images, des exilés sont recroquevillés sur le sol, certains sous des couvertures de survie, d'autres sous des duvets ou d'autres encore portant des gilets de sauvetage. Des hommes vêtus de noir arrachent les couvertures en pointant une lampe torche sur eux et leur intimant l'ordre de quitter les lieux. Des scènes similaires se sont répétées les semaines suivantes en France.

Sur des images publiées sur le compte Instagram de "Raise the colours", des militants patrouillent sur les plages pour *"empêcher les traversées"*, sont à la recherche de *"bateaux à détruire"*, ou encore interpellent des migrants, parfois en se faisant passer pour des journalistes. En toile de fond de ces vidéos : un narratif xénophobe selon lequel ils défendraient leur pays face au *"risque sécuritaire"* que ces migrants représenteraient. Selon eux, ils font ce que les *"autorités françaises et britanniques ne font pas"*.

Le collectif "Raise the colours" a aussi confronté des membres d'associations de soutien aux migrants, notamment ceux de Médecins sans frontières (MSF). *"Ils nous ont accusés de faire le jeu des passeurs, d'être ceux qui encourageaient des personnes à venir violer, agresser des femmes au Royaume-Uni. Des choses extrêmement dégradantes et diffamantes. C'était très choquant"*, expliquait début décembre la cheffe de la mission France de MSF. Ces dernières semaines, "Raise the colours" a, à plusieurs reprises, prévenu d'une opération *"massive"* en France en 2026, rappellent les associations.

En 2026, 2 milliards d'euros pour lutter contre l'immigration illégale

Le budget dédié à l'immigration en 2026 devrait augmenter de 80 millions d'euros pour atteindre 2,16 milliards d'euros, a indiqué le 8 décembre 2025 au Sénat le ministre de l'intérieur.

Premièrement, cette hausse de moyens servira à financer deux nouveaux centres de rétention (CRA) pour les étrangers en situation irrégulière.

Le ministère de l'Intérieur prévoit non seulement de finaliser la construction du CRA de Dunkerque, dans le nord de la France, mais aussi de construire un nouveau à Bordeaux en 2026. *"Nous prévoyons [aussi] la création de 52 places [supplémentaires] dans le CRA de Rennes et celle de 28 places dans celui de Metz" "pour atteindre [au total] 2 299 places en 2026"*. L'ancien ministre de l'intérieur, en 2023, avait annoncé la création du nouveau CRA de Dunkerque - et l'augmentation des places en rétention qui devait passer de 1 869 lits (à l'époque) à 3 000 lits en 2027. Le ministre actuel compte mener à bien le projet. *"[Cette hausse des financements] permettra d'accompagner la mise en œuvre de la loi du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, ainsi que la réalisation du plan visant à créer 3 000 places dans les CRA"*.

Pour le Sénat - majoritairement à droite -, ces annonces sont les bienvenues à l'heure où l'institution juge le nombre d'expulsions encore trop faible en France et où la politique d'éloignements forcés est *"toujours en recherche d'efficacité"*, selon son rapport de novembre 2025. *"Seuls 12 856 retours forcés ont été exécutés en 2024, soit plus de 30 % de moins qu'en 2019. Si le taux d'exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF) a progressé à partir de 2024, atteignant 11,4 % cette année-là et 10,6 % pour l'heure en 2025, ce niveau est toujours extrêmement faible"*, notent les sénateurs.

Dans son dernier rapport de 2024, la Cimade rappelle que la majorité des retenus sont maghrébins et ils constituent le trio de tête des nationalités : un peu plus de 5 000 Algériens, 1 900 Tunisiens et 1 700 Marocains sont passés par des CRA en 2024. Des chiffres loin devant les autres nationalités : 700 Roumains, 450 Albanais, 350 Guinéens, 300 Afghans ou encore 300 Ivoiriens.

Devant le Sénat, Laurent Nuñez a déclaré avoir "*bon espoir*" de voir le plan de création "*de 3 000 places en CRA aboutir*". Mais avec un objectif désormais repoussé à 2029. "*En 2027, nous créerons le CRA de Dijon, qui comptera 140 places et nous permettra d'atteindre 2 439 places. En 2028, les CRA de Nantes, de Béziers, d'Oissel et du Mesnil-Amelot permettront d'atteindre 2 923 places. L'ouverture du CRA d'Aix-Luynes, avec ses 140 places, nous permettra d'atteindre 3 063 places en 2029*"

Deuxièmement, cette hausse budgétaire de 80 millions d'euros devrait aussi permettre "*d'accompagner la mise en œuvre du pacte européen sur la migration et l'asile*" qui prévoit de durcir la lutte contre l'immigration illégale en augmentant les expulsions, a détaillé le ministre de l'Intérieur. "*Des crédits sont prévus pour 2026, afin de couvrir des dépenses d'investissement supplémentaires [...] notamment liées à l'adaptation des systèmes d'information, à l'acquisition de nouveaux équipements, à la formation des agents concernés par les nouvelles procédures*". L'objectif de la France - et de l'Union européenne (UE) - avec ce nouveau traité est de remédier aux failles de la politique d'asile européenne actuelle, en renforçant les contrôles aux frontières - pour décourager les entrées irrégulières et inciter à une immigration légale.

Les ministres de l'Intérieur des États membres de l'UE ont donné, au mois de décembre, leur feu vert à un nouveau durcissement de la politique migratoire. Ils ont validé la création de centre de retour en dehors des frontières de l'UE pour y envoyer les migrants dont la demande d'asile a été rejetée. Ces mesures doivent encore passer devant le Parlement en mars 2026.

"*La dernière grande priorité*" de ce budget "*est la poursuite du déploiement des grands programmes numériques, en particulier de l'administration numérique pour les étrangers en France (ANEF), qui doit être sécurisée pour faciliter le travail des agents et améliorer l'accueil des usagers*", a expliqué Le ministre.

"*L'Anef [...] bénéficie de 82 millions d'euros, huit de plus par rapport à 2025. Nous moderniserons le service public des usagers. Nous corrigeons la vulnérabilité des titres et améliorons les contrôles, en ciblant les filières d'immigration clandestine. Ce budget traduit pleinement la politique migratoire du gouvernement, dans la continuité de mes prédécesseurs, conjuguant humanité et fermeté*", s'est défendu le ministre.

Ce programme est largement critiqué par les associations d'aide aux étrangers. L'ANEF doit permettre de dématérialiser les démarches administratives liées à l'immigration en France. Passer par cette plateforme est une étape nécessaire pour une majorité de démarches administratives. Mais entre les bugs informatiques, les blocages administratifs et l'absence de réponse humaine, l'utilisation de l'ANEF vire souvent au cauchemar pour les personnes étrangères en France qui cherchent à renouveler leurs titres de séjour pour rester en règle sur le sol français.

Dix associations françaises avaient saisi fin mars 2025 le Conseil d'État pour dénoncer les bugs "*massifs et récurrents*" de l'ANEF. "*Les dysfonctionnements kafkaïens de la plateforme numérique des demandes de titres de séjour, signalés à maintes reprises aux pouvoirs publics, entravent l'accès des personnes étrangères au marché du travail, aggravent leur précarisation et pénalisent lourdement les associations et les entreprises*

qui les accompagnent ou les emploient", dénonçaient les associations.

À gauche, les mesures énoncées par le ministre de l'intérieur n'ont pas convaincu. Le sénateur communiste de Paris, a estimé que ce budget "*prolonge[ait] des orientations anciennes, inefficaces et coûteuses en plus d'être brutales : dégrader les conditions d'accueil et privilégier la répression [...] Vous traitez la politique migratoire comme un tableau Excel.*"

D'autres élus ont d'ailleurs regretté la stagnation des crédits alloués à la formation linguistique pour étrangers alors que depuis le 1er janvier 2026, il est obligatoire d'avoir un niveau linguistique A2 pour obtenir ou renouveler son titre de séjours pluriannuel. "*40 % d'étrangers en plus sont concernés par ces formations [linguistiques]. Est-ce une volonté délibérée de freiner leur intégration, en les cantonnant à des formations en ligne low cost ?*", a demandé la sénatrice de la Seine Saint Denis.

Interrogé sur une proposition de loi adoptée au Sénat en mai 2025, visant à retirer aux associations présentes dans les CRA leur mission de conseil juridique auprès des étrangers retenus, il a indiqué qu'il "*pousse(ait) cette proposition*" si elle est inscrite en débat à l'Assemblée nationale. S'il est adopté, le texte prévoit que les associations seront remplacées par les agents de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), un organisme placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Aujourd'hui, cinq associations comme La Cimade, France terre d'asile ou encore Solidarité Mayotte interviennent dans les 25 centres de rétention administrative français. Chaque année, elles portent conseil à près de 40 000 étrangers en situation irrégulière.

"Il y a effectivement des structures associatives qui ne font plus de l'assistance juridique mais qui déposent des recours très systématiquement" a déploré le ministre, précisant qu'il ne s'exprimait pas au nom du gouvernement, mais à titre personnel. "*Je la pousserai, à un moment il faut savoir dire stop [...] il y a d'autres structures qui sont tout à fait capables d'assurer une assistance juridique qui soit réelle, performante et qui ne se traduise pas par des recours systématiques qui viennent en obérer nos capacités d'action*", a-t-il estimé. Les associations concernées avaient dénoncé, au moment du vote au Sénat, "*un coup fatal à l'exercice des droits des personnes privées de liberté et à la transparence démocratique*".

Un an après la circulaire Retailleau, la régularisation toujours plus difficile pour les sans-papiers

Un congolais, 38 ans espère que cette fois ci, sa demande de titre de séjour déposée le 7 octobre 2025 sera la bonne. Arrivé en France en 2016, il avait fait une première demande qui n'a pas abouti car son dossier "*a été perdu*", explique-t-il amèrement, lui qui a déboursé quelque 700 euros de frais d'avocat pour chaque demande.

Vivant en France depuis de nombreuses années, il dispose d'un CDI en tant que plongeur à Paris et parle un français impeccable. Il pense donc bien remplir tous les critères. "*J'ai scrupuleusement conservé toutes mes fiches de paie, mes justificatifs... L'administration peut te refuser ton dossier pour une petite pièce manquante donc je garde absolument tout*". Son dossier est maintenant déposé. "*Mon avocat m'a dit que ça allait surement prendre plus d'un an, je patiente*". Mais malgré tous ces atouts, il affiche un sourire de façade, conscient que l'obtention du titre de séjour peut être une gageure, "*surtout aujourd'hui*".

Depuis le 23 janvier 2025, via une circulaire portant son nom, l'ex-ministre de

l'Intérieur a opéré un durcissement de la politique de régularisation en France. Dorénavant, pour prétendre à l'admission exceptionnel de séjour (AES), un étranger en situation irrégulière en France devra faire état de sept ans de présence sur le territoire, d'une certification de maîtrise du français et ne jamais avoir reçu une OQTF (obligation de quitter le territoire français). *"Cette nouvelle circulaire rappelle que la régularisation (...) doit rester exceptionnelle"*, indique le document.

D'autre part, la loi immigration de 2024 a instauré la régularisation des travailleurs employés dans des métiers dits *"en tension"*. Le texte facilite les procédures pour les salariés d'environ 80 secteurs en manque de main-d'œuvre et doit permettre aux étrangers de prétendre à un titre de séjour s'ils justifient de 12 mois de bulletins de salaire au cours de 24 derniers mois et trois ans de résidence en France. Il se sent frustré. *"Je n'en peux plus. La vie est dure quand on est sans-papiers". "Être sans-papiers, c'est un poids qui occupe toujours un coin de ton cerveau. Ça t'empêche de dormir. C'est des années de tracas et d'angoisse"*.

C'est ce point qui l'inquiète. *"Malheureusement, le métier de plongeur ne fait pas partie de la liste"*, avise-t-il. Son expérience précédente, un CDI dans une entreprise de nettoyage, ne l'aidera pas non plus. Seul le métier d'aides ménagères à domicile est considéré comme en tension dans le secteur du nettoyage en Ile-de-France. *"J'ai quand même des mois et des mois de travail en France et une présence sur le territoire depuis de longues années. Je pense que je mérite ce titre de séjour mais on n'est jamais sûr"*, estime-t-il.

Un doute confirmé par les dernières données officielles. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre de régularisation de sans-papiers a baissé de 42% au cours des neuf premiers mois de l'année 2025. La baisse atteint 54% en ce qui concerne les régularisations par le travail. Seuls 666 titres de séjour ont été octroyés au motif des *"métiers en tension"* au cours des neuf premiers mois de l'année. *"Ce qu'on peut dire, c'est que les directives de Bruno Retailleau à ses préfets ont rencontré, dans la plupart des cas, des oreilles très attentives"*, analyse un membre du pôle confédéral "Travailleurs migrants" de la CGT, qui estime que cette baisse *"est une conséquence directe de la circulaire Retailleau"*.

"Ces derniers temps, nous ne constatons que des régressions", commente à son tour un délégué de la Coordination des sans-papiers de Paris (CSP75). Il dénonce la politique initiée par Bruno Retailleau comme *"catastrophique pour les sans-papiers"*. Il cite notamment la phrase de la circulaire de janvier qui intime aux préfets d'assortir *"systématiquement"* d'une OQTF les refus de titres de séjour.

"C'est ce que, nous, on appelle les 'OQTF à vie'". La loi immigration de 2024 a porté la durée de validité d'une OQTF à trois ans, au lieu d'un an auparavant. *"Mais dans les faits maintenant, si vous avez eu une OQTF 10 ans auparavant, aujourd'hui, ça peut être un motif de rejet de la demande si vous ne prouvez pas que vous l'avez exécutée, et ce même si l'OQTF a expiré"*, s'insurge le syndicaliste.

C'est ce qui effraie une congolaise. Depuis son arrivée en France il y a quatre ans, elle a déjà fait une demande qui s'est clôturée par un refus et la délivrance d'une OQTF. Et maintenant, elle craint de ne plus jamais pouvoir régulariser sa situation. En CDI dans une entreprise de nettoyage, la femme de 41 ans attend le mois de mars pour déposer sa demande. *"J'aurais à ce moment-là 24 fiches de paie consécutives"*, se rassure-t-elle. Mais la trace de cette OQTF plane comme une épée de Damoclès au-dessus de sa tête. *"J'ai peur de rester une sans-papiers pour toujours"*, concède-t-elle. Avec émotion, elle regrette d'être forcée à cette existence discrète. *"Je me sens humiliée, pas considérée. Les sans-papiers, on n'est personne. On n'a pas le droit de voyager, d'avoir un logement, des droits... C'est*

comme si on n'avait pas de vie. Ça me fait de la peine d'être dans cette situation. Ça me rend malheureuse".

Le durcissement à l'œuvre sème également le trouble chez les étrangers qui ont obtenu leur carte de séjour. "Le renouvellement est aussi un véritable problème". "*J'ai rencontré beaucoup de gens qui pouvaient être là depuis 20 ans, qui étaient totalement intégrés et avaient des boulots fixes mais qui se sont vus refusés le renouvellement*". «*Et là, c'est la dégringolade absolue*», évoquant pêle-mêle les déboires qui s'enchaînent comme la perte du salaire, des allocations, voire même du logement.

Tout cela s'ajoute aux problèmes déjà inévitables aux préfectures, à savoir le manque de moyens, la numérisation des procédures et le temps de traitement des dossiers qui s'allonge. Mercredi 14 janvier 2026, la CGT a reçu une date de rendez-vous en préfecture pour une travailleuse dont elle gère la demande de renouvellement d'un titre de séjour qui expirait en octobre. "*C'est en mars 2026 alors qu'on a déposé le dossier en août 2025, donc cette dame va passer des mois sans-papiers et risque de tout perdre*", s'insurge le syndicaliste. Ainsi, dans les préfectures de France, les dossiers s'empilent. En Seine-Saint-Denis, département de France qui accueille le plus d'étrangers, "*ils sont en train de finir de traiter les dossiers déposés fin 2022*".

"Comment peut-on s'intégrer dans ces conditions ?" dit un jeune cuisinier ivoirien visé par une OQTF

Arrivé mineur en France pour fuir des violences intra-familiales, ce jeune ivoirien s'est installé à Dunkerque, dans le nord de la France, en 2019. L'apprenti cuisinier s'est déjà vu notifier deux Obligations de quitter le territoire français (OQTF), malgré l'obtention de son CAP et une intégration réussie.

"Il est toujours souriant. Sauf quand il a un problème. Comme tout le monde, ça se lit sur son visage", souffle le patron du restaurant où il travaille. En octobre 2025, c'est plus qu'un problème que ce jeune homme a rencontré. L'Ivoirien de 23 ans a été visé par une Obligation de quitter le territoire français (OQTF) au moment de renouveler son titre de séjour. La justice a finalement requis le réexamen de sa demande après l'intervention de son avocat, payé grâce à un élan de solidarité local.

Le jeune Africain n'a pourtant rien à se reprocher depuis son arrivée à Dunkerque en 2019, alors qu'il était mineur : il a décroché son certificat d'aptitude professionnelle (CAP) en cuisine dès 2022, multiplié les stages dans des restaurants qui manquaient de main-d'œuvre et rejoint comme apprenti l'équipe d'un établissement prestigieux, dans le cadre de son bac pro. "*Au travail, c'est quelqu'un de très gentil et de rigoureux, toujours à l'heure*", confie son patron. Une prouesse, quand on sait ce qu'il a connu avant de poser le pied en France : un chemin d'exil long de plus de 7 000 kilomètres à travers la Libye, la mer Méditerranée et les montagnes italiennes. "*Je me suis rendu compte de ce que j'avais traversé seulement quand je suis arrivé*".

Né en Côte d'Ivoire, il n'a pas connu sa mère. "*Mon père l'a chassée de la maison pour y accueillir une autre femme, qui m'a fait beaucoup de mal. Notamment des brûlures, dont je porte les traces sur mon corps*". Ces violences le poussent à quitter son foyer dès l'adolescence pour tenter de "*rejoindre d'autres membres de sa famille à Paris*". Il expérimente alors le désert, où "*certaines tombent par manque d'eau*". L'insécurité en Libye, périlleuse porte d'entrée vers l'Union européenne, qui ne fait aucun cadeau à ceux qui, comme lui, ont "*pris la route*". L'entraide aussi, entre camarades d'infortune : "*Sur ce chemin, tout le monde est en galère. Alors on est solidaire tant qu'on peut*".

Après avoir traversé la mer Méditerranée, il remonte l'Italie, franchit *"la montagne et les forêts"* pour rallier la France par Briançon. L'Ivoirien est arrêté par la police en 2018 et pris en charge par des associations. Il a 16 ans. *"J'avais peur de tout le monde"*, se rappelle-t-il, traumatisé par son exil. *"Je pensais voir ma tante en arrivant sur le quai de la gare de Lyon, à Paris, mais personne ne m'attendait"*. C'est finalement à Dunkerque qu'il suit ses premiers cours de français, trouve un hébergement et s'engage dans la cuisine.

Surmonter toutes ces épreuves ne représente pas une *"réussite"* pour lui, qui a dû quitter son pays natal dans l'espoir d'accéder à un avenir meilleur. *"Mon seul désir, c'est d'avoir une situation stable pour m'installer et fonder une famille"*. Un parcours du combattant, même en France. Dès sa majorité, il a fait l'objet d'une première OQTF alors qu'il était scolarisé. *"Normalement, cela n'arrive pas aux jeunes suivis par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et engagés dans un projet professionnel"*, rappelle une enseignante de son lycée dunkerquois. La mesure d'éloignement est finalement levée, le jeune homme ayant continué ses études et obtenu son CAP.

L'Ivoirien poursuit sa scolarité en s'engageant dans un bac pro, décroche un contrat d'apprentissage et obtient un titre de séjour de travailleur temporaire en 2024. Mais son renouvellement est refusé en 2025 par la préfecture, qui assortit sa décision d'une nouvelle OQTF. *"Il a eu peur. Quinze jours sont passés avant qu'il nous en parle"*, dit son patron. *"Ça l'a bouleversé. Alors on l'a aidé"*. Une cagnotte en ligne est lancée par l'une de ses enseignantes, la solidarité fait le reste : collègues, associations et anonymes lui permettent d'être défendu par un avocat, qui obtient en novembre un référé suspension sur l'arrêté du préfet.

"Le préfet avait conditionné le renouvellement de son titre de séjour à l'obtention de son bac pro, qu'il a raté de peu l'an dernier. Or, cette demande est illégale", constate son avocat. *"Notre défense s'est principalement portée sur cette erreur de droit. Du reste, le fait d'échouer à un examen n'est pas suffisant pour refuser un titre de séjour"*.

Dans l'attente d'un réexamen de sa demande, il peut continuer à travailler et à préparer son bac pro, qu'il retente cette année. Tout sauf l'esprit libre. *"Ces bâtons dans les roues me fatiguent. Comment peut-on s'intégrer dans ces conditions ?"*, s'interroge-t-il. L'une de ses enseignantes abonde : *"Ces jeunes, parfois non-francophones, suivent les mêmes cours que les autres élèves en France. On leur demande d'être aussi performants qu'eux, alors que tout est plus difficile."*

Sans titre de séjour, pourrait *"tout perdre"* alors qu'il habite, travaille et s'est *"fait de très bons amis"* en France. *"J'ai plus d'attache ici que dans mon pays d'origine"*, et son patron compte sur lui : *"Il est là pour travailler. Sa présence, c'est de la richesse, de la diversité"*. Patron qui n'attend qu'une chose : la fin de ce blocage absurde, pour le voir sourire à nouveau.

AURAY

Un réfugié se forme à la restauration dans le Morbihan

« *Mon histoire est vraiment triste.* » dit un congolais trentenaire, l'un des neuf réfugiés qui, depuis le 17 novembre 2025, suit la formation d'employé polyvalent de restauration mis en place par Néo56, avec l'Afpa à Brec'h (Morbihan). C'est une nouvelle vie pour celui qui « ne s'imaginait pas travailler un jour en cuisine ». Né à Kinshasa au Congo, son père et sa mère se sont séparés alors qu'il était encore petit. Son père l'a abandonné. Puis, sa mère alors qu'il n'avait que dix ans et un bégaiement très marqué. « Elle m'a laissé dans une famille qui m'a maltraité. Après le décès d'une tante, on m'a

accusé de sorcellerie. J'ai passé des moments vraiment tristes. Ils m'ont violenté », confie-t-il avant de raconter qu'enfant, ils lui jetaient de l'eau froide quand il dormait. « Ils m'ont chassé à quatorze ans et j'ai pu fuir le pays pour l'Angola grâce à un homme. » La famille de sa mère vit là-bas, mais le rejette à cause de son trouble de l'élocution. « Une personne qui bégaye est traitée de sorcier. J'ai subi des menaces de mort. » C'est ce qui l'a décidé à partir pour la France : « Pour être protégé. » Une fois son titre professionnel en poche, il espère bien travailler dans un restaurant. Il reconnaît que la formation est « dure », mais se dit conscient que « parler français facilite la tâche ».

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/mon-histoire-est-vraiment-triste-refugie-julio-vonda-se-forme-a-la-restauration-dans-le-morbihan-466c6498-ed43-11f0-a051-5e965463f148>

BERNAY

Un réfugié Afghan crée le premier club de cricket de l'Eure

Il est arrivé en France il y a quatre ans pour fuir les Talibans, un réfugié Afghan a créé un club de cricket Bernay, le premier de l'Eure.

Ils sont une vingtaine de membres à se retrouver tous les dimanches, depuis un an, au gymnase de l'allée des soupirs de Bernay. Pour l'instant, ils sont Afghans ou Indiens mais la porte est grande ouverte et le club compte bien étoffer ses rangs avec tout volontaire qui souhaiterait s'essayer à ce sport encore peu développé en France.

C'est un afghan qui a décidé de lancer le Bernay Cricket Club. Il est arrivé en France il y a quatre ans après avoir fui les Talibans qui avaient pris le pouvoir dans son pays. L'Afghanistan est une terre de cricket et c'est un peu de chez lui qu'il a voulu rapporter ici. Et puis *"le sport permet de limiter le stress, il nous permet de décompresser. C'est incroyable, surtout pour les étrangers qui ont perdu une partie de leurs racines"*, explique-t-il. Avec ses camarades de jeu, le sport est un bon moyen de réaffirmer son identité et d'avoir une vie normale. *"J'attends avec impatience le dimanche car je sais que je viens jouer au cricket et je retrouve les amis"*, confie un membre du club.

Un projet surprenant pour certains mais soutenu par la Ville. *"La politique de la Ville est de créer toute association qui le désire. Notre démarche est simple : c'est le sport pour tous"*, précise l'adjoint à la mairie de Bernay en charge des sports.

Précision, stratégie, vitesse, il en faut des qualités pour jouer au cricket. Si les règles sont floues pour vous, les membres vous invitent d'ailleurs à aller à leur rencontre, et à essayer à votre tour. Plus il y aura de joueurs, plus le club aura de chance de grandir et de rêver. *"J'aimerais qu'un jour certains de nos membres rejoignent l'équipe de France. Mais avant cela, mon rêve est d'ouvrir une section féminine ici au club"* confie l'afghan. Les entraînements du Bernay Cricket Club ont lieu tous les dimanches en intérieur, dans le gymnase mais dès le retour des beaux jours les joueurs fouleront à nouveau la pelouse pour marquer des *"runs"* et tisser des liens.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/video-un-refugie-afghan-cree-le-premier-club-de-cricket-de-l-eure-3154863>

DUNKERQUE

Un Soudanais, arrêté selon la nouvelle doctrine d'interception des "taxi boat", est relaxé par la justice

Un jeune soudanais de 18 ans, avait été arrêté le week-end dernier, à bord d'un « taxi boat » - bateaux de type zodiac qui vont chercher des migrants sur des plages - dans le canal de l'Aa, à Gravelines. Il était alors à la barre de cette embarcation en partance

pour la Grande-Bretagne.

A l'audience, la Procureure avait requis six mois de prison et la défense avait plaidé la relaxe. Cette affaire aurait pu être celle de n'importe quel petit passeur ou migrant ayant accepté de jouer les passeurs pour payer sa traversée. Mais elle a pris une tournure plus politique. Ainsi la Procureure a annoncé dès le début de ces réquisitions : *"Ce dossier marque un tournant dans les interventions des forces de l'ordre. Avec l'évolution des modalités de départ vers la Grande-Bretagne, avec les taxis boat, nous sommes obligés de nous adapter. C'est pour cela qu'il est là".* "Il", c'est donc ce jeune homme soudanais qui a fui la guerre dans son pays et qui a été filmé et arrêté à la barre d'une embarcation dans le canal de l'Aa, samedi dernier. Lui, *"dont on veut faire un exemple"*, dénonce son avocate, à l'audience, alors qu'ils étaient six dans le bateau. *"Un exemple pour faire plaisir aux Anglais, car derrière, il y a une pression politique."*

En témoignage la photo, dans la presse britannique, de cette arrestation présentée comme la première interception, selon la nouvelle doctrine des forces de l'ordre. Sauf que l'audience n'a pas permis de démontrer que ce zodiac devait récupérer d'autres migrants avant de traverser. Le jeune Soudanais a expliqué que s'il avait tourné en rond pendant 1 h 20 dans le canal, c'est parce qu'il ne savait pas où aller et comment faire pour rejoindre la Grande-Bretagne.

Il y avait tout dans cette affaire pour écrire un scénario à destination des Anglais. Mais le rôle d'acteur principal et le costume était bien trop grand pour son client, assure, l'avocate du jeune Soudanais : *"Je pense simplement et sincèrement que c'est juste un jeune homme qui voulait aller en Angleterre. Ni plus ni moins. Il ne faut pas lui prêter d'autres intentions. Comme toujours lorsqu'on a ce genre de dossier, qu'on a une procédure qui est très volumineuse et qu'on se retrouve avec une seule personne à la barre, on se questionne. En tout cas, il y a des enjeux derrière qui nous dépassent."*

Le tribunal ne s'est pas laissé embarquer dans les considérations assez politiques de ce dossier. Il n'a pas vu dans ce jeune homme un passeur, mais un migrant... comme des milliers d'autres.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/dunkerque-un-soudanais-arrete-selon-la-nouvelle-doctrine-d-interception-des-taxi-boat-est-relaxe-par-la-justice-6397606>

GUYANE

Survivre en attendant l'asile, le quotidien difficile des Haïtiens en Guyane

De tontons macoutes en chimères et en bandes armées, Haïti vit depuis des décennies avec la violence. Depuis 2010, ce sont les gangs qui se sont généralisés et beaucoup d'Haïtiens choisissent l'exil. La République dominicaine (voisine), les États-Unis, le Mexique, le Canada voient arriver ces exilés. La France aussi. Et notamment en Guyane, porte d'entrée vers l'Europe. Dans cette collectivité française d'Outre-mer, le nombre de demandes d'asile d'Haïtiens a triplé en trois ans. On ne les considère plus comme des migrants économiques. Et ils comptent pour 90 % des dossiers. Dans l'attente de leurs papiers, les mois passent, les années aussi, pour des réfugiés sans statut, sans aide, sans possibilité de travail.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20260112-survivre-en-attendant-l-asile-le-quotidien-difficile-des-ha%C3%AFtiens-en-guyane>

LYON

Familles hébergées dans une ancienne école: "un système D qui s'institutionnalise"

Depuis le 9 janvier 2026, près de 120 personnes sans logement – dont une

majorité d'enfants – ont investi les lieux. L'autorisation de la ville est valable jusqu'à la fin de la trêve hivernale. Un répit au cœur de l'hiver.

Assis sur le bord d'un matelas posé au sol, Abdel ne quitte pas son bonnet. Derrière lui, une pile de couvertures est pliée contre le mur. Malgré le chauffage, la température reste basse dans les salles de classes transformées en chambre d'hébergement. C'est dans une école désaffectée du 7^e arrondissement de Lyon, que l'homme de 58 ans a posé ses valises. *« En arrivant il y a dix jours, nous étions neuf dans cette chambre [d'environ 20 m²]. Aujourd'hui, d'autres salles ont été ouvertes, alors nous ne sommes plus que six, avec ma femme et nos quatre enfants de 5, 10, 14 et 15 ans. »*

<https://www.ash.tm.fr/insertion/familles-hebergees-dans-une-ancienne-ecole-a-lyon-un-systeme-d-qui-sinstitutionnalise-971671.php>

MAYOTTE

Des conditions de vie indignes dans le camp de personnes exilées Tzoundou 1

Plus de 800 personnes sont contraintes de vivre dans le camp Tzoundou 1, après la démolition du camp Tzoundou 2 par la préfecture en octobre. Sur les 1 200 personnes qui y résidaient, seulement 402 avaient été mises à l'abri. Les conditions de vie dans le camp sont particulièrement difficiles : inondations régulières durant la saison des pluies, dispositifs d'hygiène insuffisants, promiscuité importante... La majorité de ses occupants sont des ressortissants de pays africains des Grands Lacs, du Soudan, du Yémen et de l'Afghanistan, en attente de l'examen de leur demande d'asile. Au manque généralisé de logement sur l'île, exacerbé par les destructions du cyclone Chido en 2024, s'ajoute une certaine hostilité envers les personnes exilées, d'une partie de la société et des institutions. Depuis 2015, Mayotte est devenue la destination d'une route migratoire passant par l'archipel voisin des Comores.

Les régularisations de personnes étrangères ont diminué de 42 % au cours des neuf premiers mois de l'année 2025, soit 11 012 titres de séjour délivrés contre 19 001 sur la même période de 2024 - résultat du durcissement de la politique de régularisation menée par l'ex-ministre de l'Intérieur. Cette diminution concerne toutes les catégories de régularisation, notamment celles liées au travail ou à la vie privée et familiale. Dans une circulaire publiée en janvier 2025, l'ex-ministre avait durci les critères de l'admission exceptionnelle au séjour (AES), la conditionnant à sept ans de présence sur le territoire, à la certification d'une maîtrise du français, à l'absence de risque de trouble à l'ordre public et à ne pas avoir fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Le nombre de dépôts de demandes de régularisation a également diminué en raison du risque de recevoir une OQTF en cas de refus – un « *message de dissuasion* » qui engendre de l'angoisse et une précarité croissante pour les personnes concernées, d'après Fanélie Carrey-Conte, Secrétaire générale de La Cimade.

MONTPELLIER

Une jeune Afghane, accueillie à Montpellier pour poursuivre ses études

Une jeune étudiante afghane a eu le courage de fuir son pays cette année pour poursuivre ses études, poussée par sa famille. Elle est accueillie avec six autres étudiantes afghanes à Montpellier, à l'université Paul-Valéry grâce à l'association Enfants d'Afghanistan et d'ailleurs et au dispositif « j'accueille » en Occitanie. Elle vit dans une famille d'accueil, chez Caroline, le temps de s'acclimater et de trouver un logement

étudiant. Une rencontre que les deux femmes n'oublieront jamais.

<https://www.francebleu.fr/emissions/l-info-d-ici-ici-herault/narges-une-jeune-afghane-est-accueillie-a-montpellier-pour-poursuivre-ses-etudes-1522548>

NORD

Interdiction d'une opération de l'extrême droite britannique visant les migrants

Dans un communiqué conjoint, le préfet du Nord, et celui du Pas-de-Calais, font état de la présence récurrente sur le littoral « de militants issus de la mouvance ultra-droite britannique, notamment du mouvement “Raise The Colours”, impliqués dans des actions d'intimidation à l'encontre des personnes migrantes et des associations humanitaires ». Ces agissements, « *largement diffusés sur les réseaux sociaux* », s'inscrivent « *dans une idéologie xénophobe et anti-immigration* » et « *créent un risque manifeste de troubles à l'ordre public* ».

Afin de « *prévenir toute confrontation ou atteinte à la sécurité des personnes* », les préfetures ont décidé d'interdire tout rassemblement « *de membres revendiqués du mouvement “Raise The Colours”* » dans les arrondissements de Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer, Montreuil-sur-Mer et Lille de vendredi soir 23 à lundi matin 26 janvier 2026. Les forces de l'ordre seront « *pleinement mobilisées* » pour faire appliquer cet arrêté « *dans le but de protéger les personnes migrantes* » et « *garantir la sécurité de tous sur le littoral* ». Les « *membres de ces mouvements contrôlés par les forces de l'ordre seront reconduits à la frontière* ».

Un activiste, membre de la mouvance « Raise The Colours » a appelé sur ses réseaux sociaux à une mobilisation le 24 janvier, baptisée « Overlord » en référence notamment à la bataille de Normandie dans laquelle des soldats alliés ont traversé la Manche en 1944 pour combattre les troupes nazies en France.

L'opération de samedi vise « *à se substituer aux autorités de polices françaises afin d'empêcher* » des départs de migrants vers le Royaume-Uni. Dix militants britanniques d'extrême droite, accusés d'« *actions à caractère violent* » à l'encontre de migrants sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais, avaient déjà fait l'objet d'une interdiction de territoire français le 13 janvier 2026.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/nord-interdiction-dune-operation-de-lextreme-droite-britannique-visant-les-migrants-aa584184-f883-11f0-bcbd-01f0839eab22>

Tempête Goretti dans le nord de la France : "Nous avons très peu de moyens" pour mettre les migrants à l'abri, s'inquiètent les ONG

La coordinatrice nationale de l'association Utopia 56, s'inquiète de la tempête Goretti qui a frappé les côtes du nord et de l'ouest de la France dans la nuit de jeudi 8 à vendredi 9 janvier 2026. Des rafales de vent pouvant atteindre 130 km/h ont touché le Calaisis et le département du Nord. « *Comme d'habitude, nous redoutons des drames. Même si les préfetures prennent des mesures, il reste toujours des gens dehors exposés aux intempéries* ». Selon les militants associatifs, 2 000 migrants (environ 1 200 à Calais et 800 à Grande-Synthe) survivent actuellement sur tout le littoral nord. « *Les mesures prises par les préfetures existent mais elles n'offrent jamais 2 000 places de mises à l'abri* », rappelle un autre militant d'Utopia 56 à Grande-Synthe.

Selon le communiqué de la préfeture du Pas-de-Calais du 7 janvier 2026, des actions sont en cours : le plan Grand froid déclenché le 24 décembre 2025 dans le

département a permis "d'accueillir en moyenne 370 personnes chaque soir sur Calais",. Un hangar d'accueil - pour les hommes seuls -, a aussi été ouvert, dans la zone industrielle de la ville, mais il ne compte que 300 places.

Mêmes mesures prises par le département du Nord. *"Depuis le 5 janvier 2026, deux centres d'accueil supplémentaires ont été ouverts à Lille et Denain et 90 places supplémentaires, portant la capacité totale à 475 places".* Des places d'accueil en nombre "insuffisant pour les migrants qui sont recensés entre Calais et Dunkerque, donc !".

"De nombreuses personnes sont refusées par le 115 - saturé -, il y a aussi de nombreux refus en CAES [centres d'accueil et d'examen de situation], saturés... Nous ne savons pas non plus comment protéger les mineurs isolés".

Les associations rappellent que les conséquences liées aux rafales de vent peuvent causer de nombreux dégâts, elles "provoquent souvent des chutes d'arbres", déstabilisent les tentes de fortune utilisées par les migrants dans les zones boisées.

Utopia 56 comme l'Auberge des migrants se disent "très peu" armés face aux intempéries. *"La sécurité des personnes n'est pas une responsabilité associative mais étatique. C'est à l'État de protéger les personnes vivant sur son territoire". "Nous avons très peu de moyens". "Notre objectif est interpeller les autorités pour qu'elles fassent quelque chose. On ne peut pas assurer ce rôle-là".* La militante s'inquiète non seulement de la tempête mais aussi des températures négatives. *"Le froid est problématique depuis plusieurs jours. On n'a quasiment plus de bois à distribuer dans les campements",* rappelle-t-elle en précisant que les migrants à la rue n'ont que les feux de bois pour se réchauffer. *"Les places d'urgence ne concernent que des mises à l'abri de nuit, les structures d'urgence ferment le matin, les migrants doivent à nouveau affronter le froid. Il leur faut du bois pour se réchauffer toute la journée".*

RENNES

« Une nouvelle limite a été franchie » : après une énième expulsion, ces migrants à la rue

Quarante-cinq exilés sont en quête d'un abri dans Rennes, depuis leur expulsion du centre social Simone-Iff. Épaulés par des associations, ils vont d'occupation en occupation, et d'expulsion en expulsion. Vendredi 16 janvier 2026, au matin, une nouvelle limite a été franchie, selon Utopia 56. Sept familles avec treize enfants, de 3 à 14 ans, dix mineurs non accompagnés et une vingtaine d'adultes, avaient trouvé refuge pour la nuit dans le Centre social Carrefour 18 au sud de Rennes. Mais la Caisse d'allocations familiales (CAF), propriétaire du lieu, « a demandé son expulsion », indique Utopia 56.

La police est intervenue, mais contrairement aux dernières expulsions, celle-ci s'est produite dans la peur et l'angoisse, assurent les associations. En effet, un contrôle d'identité a été effectué, certains ont été convoqués à l'hôtel de police pour justifier de leur identité, et sept jeunes se disant mineurs étrangers isolés ont été embarqués avant d'être relâchés, avec une convocation.

Ces exilés se retrouvent à la rue, sans solution : L'hébergement d'urgence doit être inconditionnel et disponible pour toutes les personnes qui en font la demande, rappellent les bénévoles. Contactée, la préfecture n'a pas répondu à nos sollicitations.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/une-nouvelle-limite-a-ete-franchie-apres-une-enieme-expulsion-ces-migrants-a-la-rue-88cedf28-f2ca-11f0-9160-764ed90b3d12>

Une cinquantaine de personnes exilées s'installent dans un bâtiment vide

Vendredi 9 janvier 2026, à 14 h 30, une cinquantaine des personnes exilées ont investi un bâtiment ouvert et inoccupé, annonce l'Interorganisation de soutien aux personnes exilées de Rennes. Ce sont sept familles avec treize enfants de 3 à 14 ans, dix mineurs non accompagnés et une vingtaine d'adultes.

Le bâtiment, situé rue de la Motte-Brûlon, au nord de la ville, abritait anciennement les bureaux de la société Urcéo, spécialisée dans la génétique bovine. Le groupe immobilier Lamotte, propriétaire, l'avait ensuite loué au collectif d'artiste B 612.

Cette occupation intervient alors que le plan Grand froid vient d'être levé. Les personnes exilées qui étaient logées dans deux églises, après avoir été expulsés du centre Simone-Iff, ont dû partir. Les autorités ne proposent aucune solution. Nous les avons donc installées, avec le soutien de beaucoup de personnes, dans ce bâtiment, détaille l'Interorganisation. Il n'y a pas d'électricité, c'est très précaire. Le propriétaire a mandaté un huissier qui s'est rendu sur place. On attend de voir quelle procédure choisira le propriétaire. Expulsés, ils ont occupé pendant quelques heures le gymnase municipal Pascal-Lafaye, à Italie, avant d'être délogés par la police, à la demande de la mairie. certains campent dans le parc des Gayeulles.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/une-cinquantaine-de-personnes-exilees-sinstallent-dans-un-batiment-vide-au-nord-de-rennes-68caa892-ed82-11f0-a051-5e965463f148>

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/expulsion-apres-expulsion-une-quarantaine-de-migrants-en-quete-dun-abri-a-rennes-895fcfc4-f234-11f0-977d-9ddad21d78c7>

SAINT-LYS (au sud-ouest de Toulouse)

La situation s'est pacifiée envers le centre pour les migrants volontaires au retour

A l'automne 2023, ce centre pour les migrants volontaires au retour dans leur pays d'origine a provoqué des manifestations d'opposition à Saint-Lys, au sud-ouest de Toulouse. La situation s'est pacifiée depuis.

Dans cette ancienne maison de retraite, il n'y a pas eu beaucoup de travaux, juste un peu de peinture, et des cloisons percées. Au total, **60 chambres équipées** d'une petite kitchenette, d'une salle de bain privative. Il ne s'agit pas d'un centre de rétention, mais d'un hébergement provisoire pour des candidats au retour dans leur pays d'origine, le temps de régler les dernières formalités avant de monter dans l'avion.

Dans une de ces chambres, un syrien et sa famille a fui la Syrie de Bachar el-Assad en passant par l'Algérie, il a atterri en France, ouvrier agricole près de Perpignan. Aujourd'hui, il est prêt pour le voyage retour : *"On était bien, mais on aime notre pays. C'est pour ça qu'on part en Syrie. Mais je suis un peu triste parce qu'on va quitter la France. Ça fait six ans qu'on est là"*. Un choix réfléchi parce que la Syrie a changé, parce qu'il a tout tenté pour obtenir des papiers en France, sans succès.

C'est aussi le parcours d'un Géorgien qui a demandé l'asile, refusée. Alors retourner là-bas, c'est à contrecœur : *"La Géorgie, ça ressemble à une dictature. Je ne m'y se sentais pas bien donc c'est pour ça que je suis venu en France. Je n'ai pas du tout envie de retourner, mais je n'ai plus de solution ici. J'ai dormi pendant un an et demi dans une voiture. Je n'ai plus le choix. Mais je tiens à dire qu'en France, les gens sont très gentils."*

L'accueil n'a pourtant pas été si facile avant l'ouverture du centre. Certains habitants du secteur ont manifesté, mais finalement, les résidents se sont fondus dans le paysage. Un couple de Saint-Lys, résume : *"Plein de gens se disaient qu'il y aurait des problèmes, ou le manque de sécurité. Mais ça se passe bien, Il n'y a rien". "Oui, on a eu*

peur au début". "On les voit parfois. Mais bon, j'ai pas l'impression qu'ils font du mal."

La directrice territoriale chez Adoma, l'organisme qui gère le centre de Saint Lys : *"On a mis en place des comités de pilotage tous les deux ou trois mois avec le conseil municipal. Ça a permis un lien de confiance. Aujourd'hui, on n'a plus besoin de ce comité de pilotage et ça se passe bien."*

En 2025, le centre a hébergé 330 personnes, pour 24 jours en moyenne.

<https://www.francebleu.fr/emissions/l-info-d-ici-ici-occitanie/pres-de-trois-ans-apres-son-ouverture-une-situation-pacifiee-autour-du-centre-pour-migrants-de-saint-lys-8391364>

SAINT-ETIENNE

Il avait sauvé la vie d'une femme, cet Algérien est menacé d'expulsion

Yassine, un Algérien habitant Saint-Étienne, a vu son titre de séjour de nouveau refusé cette semaine. Pourtant, en 2019, on le présentait comme un héros : il avait sauvé la vie d'une femme qui tentait de se suicider quartier Bellevue. Aujourd'hui, ce père de quatre enfants est menacé d'expulsion. Depuis qu'il a reçu le courrier lui indiquant le rejet de sa dernière demande de titre de séjour, mardi 13 janvier 2026, il a du mal à dormir : *"On est sous le choc, mes amis mon entourage. Ça tourne dans ma tête, qu'est-ce que j'ai fait pour recevoir cette décision"*. D'autant que depuis son arrivée en France depuis l'Algérie, en 2018, il a l'impression d'avoir coché toutes les cases : la STAS lui a fait une promesse d'embauche, capotée faute de papier, mais il avait malgré tout réussi à trouver un travail : *"J'ai reçu mon OQTF (Obligation de quitter le territoire français) au bout de 9 mois en plein CDI"*, regrette-t-il.

La Croix-Rouge, où il est bénévole, a tenté d'écrire à Emmanuel Macron, tout comme la députée LFI de la Loire, mais cela n'a rien changé. Pourtant le 23 mai 2019, dans le quartier Bellevue à Saint-Étienne, il avait sauvé la vie d'une femme qui tentait de se suicider en se jetant du 7^{ème} étage. Il l'avait maintenue à bout de bras pour ne pas qu'elle tombe et garde encore des séquelles, des douleurs dans son bras gauche. Un acte de bravoure qui n'a finalement pas pesé dans son dossier puisqu'il a reçu trois OQTF en 2022, 2024 et février 2025.

Agé de 43 ans, marié, père de 4 enfants de 6 mois à 10 ans (les trois derniers sont nés en France), il est le seul à être menacé d'expulsion. *"Je n'ai fait aucune chose mal ici en France, j'ai donné toute mon énergie depuis que je suis en France. Même ma grande fille m'a dit, mais tu as sauvé une vie, tu es bénévole à la Croix-Rouge, pourquoi la France elle dit qu'il faut quitter la France ?"*. Sans travail, ils vivent de leurs économies et de l'aide d'amis qui dit : *"C'est une personne gentille, toujours souriant. Il ne demande pas des aides, mais juste un document qui l'autorise à travailler"*. Ce qui lui permettrait de louer la maison qu'il avait promise à ses enfants.

"Je suis content d'avoir sauvé la dame, elle est vivante aujourd'hui avec ses enfants", explique-t-il, *"Le sauvetage pour moi c'est un geste humanitaire, ce n'est pas pour les papiers, mais normalement la France elle doit protéger les enfants et maintenant moi et mes enfants on est en risque"*. D'autant que dans l'histoire récente, on compte d'autres exemples de personnes dont l'acte héroïque a changé la vie : le "Spider-Man", qui avait sauvé un enfant suspendu à un balcon parisien en 2018, a été reçu par le président Emmanuel Macron et naturalisé français. Un autre sans-papiers tunisien de Nice, avait sauvé de la noyade quatre personnes dans une voiture, il a obtenu un titre de séjour en 2015. Le sauveur de l'Hyper Cacher, a été naturalisé quelques semaines après avoir sauvé des otages du terroriste Amedy Coulibaly. Enfin à Aubervilliers, Un migrant, qui avait sauvé en 2014 des voisins d'un incendie, bénéficie depuis de titres de séjour de 3 mois

renouvelables.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/il-avait-sauve-la-vie-d-une-femme-a-saint-etienne-cet-algerien-est-menace-d-expulsion-2697231>

SAINT-NAZAIRE

Plusieurs familles sans logement dorment dans une école occupée sans autorisation à Saint-Nazaire

Des personnes de nationalités étrangères, avec des enfants scolarisés à Saint-Nazaire, n'ont plus d'hébergement d'urgence fourni par l'État depuis vendredi 9 janvier 2026. Le collectif Urgence sociale et des enseignants ont improvisé un accueil temporaire non autorisé, ce week-end, dans des locaux de l'école publique Albert-Camus.

Samedi matin, à l'heure du petit-déjeuner dans les locaux du périscolaire à l'école Albert-Camus. Des familles avec enfants ont dormi dans une salle voisine des locaux du périscolaire. Les enfants s'amuse déjà, à 9 h, samedi matin 10 janvier 2026. Trois familles étrangères, contraintes de quitter des logements d'urgence vendredi matin, y ont passé la nuit, malgré des sollicitations auprès du 115. Cette partie des locaux de l'établissement est occupée sans autorisation. Des enseignants et des militants d'associations du Collectif Urgence sociale se relaient à leurs côtés, y compris la nuit. Un planning a été élaboré. Les salles de classe ne sont pas réquisitionnées.

Dès vendredi soir, une chaîne de solidarité s'est mise en place pour approvisionner en nourriture : Pain, fruits, lait, céréales, pain de mie, chips... le stock est copieux. Des micro-ondes aussi.

Un couple du Kazakhstan, de l'ethnie ouïghoure, parti du pays pour des problèmes politiques a dormi dans sa voiture. Samedi matin, il arrive pour le petit-déjeuner, avec un fils de 12 ans, une fille de 8 ans, et la mamie. « *Mes enfants, scolarisés au collège Jean-Moulin et à l'école Gambetta, et ma belle-mère sont eux hébergés dans une famille de bénévoles* », raconte la maman. « *Vous allez tous pouvoir dormir dans l'école, samedi soir et dimanche soir* », rassure une militante d'Urgence sociale. Ce n'est que précaire et temporaire.

Une solution de relogement par les autorités est espérée avant lundi matin, avant la reprise des cours. La mairie de Saint-Nazaire est en contact avec la sous-préfecture, compétente en matière d'hébergement d'urgence. À ce stade, la Ville de Saint-Nazaire - propriétaire des locaux scolaires - n'a pas sollicité l'intervention de la police, confirme le maire. Un agent municipal a apporté, vendredi soir, des radiateurs d'appoint.

Contacté, le sous-préfet de Saint-Nazaire précise qu'une expertise a été engagée pour identifier ces personnes. Il rappelle qu'il s'agit d'une occupation irrégulière d'un bâtiment communal.

Trois familles déboutées du droit d'asile passent une seconde nuit consécutive dans les locaux du périscolaire, à l'école Albert-Camus, à Saint-Nazaire. Ces familles, mises à l'abri pendant le plan grand froid, ont dû quitter leur hôtel, vendredi. Elles se retrouvaient à la rue avec des enfants, rappelle une militante du collectif nazairien Urgence sociale. Des enfants scolarisés dans différentes écoles et collèges de la ville, dont Albert-Camus. Faute d'un relogement d'urgence, l'option d'ouvrir l'école a été le dernier recours, en toute irrégularité.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/saint-nazaire-44600/plusieurs-familles-sans-logement-dorment-dans-une-ecole-occupee-sans-autorisation-a-saint-nazaire-depuis-vendredi-soir-9d63f030-ee0c->

STRASBOURG

Le camp Krimmeri démantelé, la mairie et les associations dénoncent des conditions "indignes et inhumaines"

Le campement de Krimmeri, à Strasbourg, où vivaient des dizaines de personnes dont 18 enfants a été démantelé à la surprise générale, ce jeudi 8 janvier 2026 après midi par la police. La décision du tribunal administratif datait du mois de décembre, mais *"en raison de l'engagement majeur des effectifs de police pendant le marché de Noël et pendant les jours qui ont précédé le 31 décembre"*, ce démantèlement n'a eu lieu que le 8 janvier, indique la préfecture dans un communiqué. 70 personnes *"se sont présentées pour faire évaluer leur situation ou récupérer des affaires"*, toujours selon les services de l'Etat, au cours de l'après-midi.

Mais la mairie et les associations dénoncent une évacuation *"chaotique"*, des tentes démontées par la police, sans que la ville puisse mettre un gymnase à disposition au préalable comme cela se fait d'habitude, et alors que de nombreuses personnes étaient absentes, notamment des enfants qui étaient à l'école, ou des adultes au travail ou en train de faire des démarches.

Le secrétaire général du Secours populaire dans le Bas-Rhin, a vécu la scène de près car les locaux de l'association à la Meinau se trouve juste à côté du campement. **Il raconte une situation inédite selon lui :** *"D'habitude, un gymnase est réquisitionné auprès de la ville, pour pouvoir abriter et orienter les personnes. Là, ce n'avait pas du tout été prévu. Ce que l'on a compris en discutant avec les personnes et les services de la préfecture, c'est qu'il leur a juste été demandé de partir, en leur proposant soit de rejoindre le centre d'aide au retour de Bouxwiller, soit de prendre leurs affaires et de partir, malgré la neige, les températures négatives."* Il dénonce une *"déshumanisation"* des personnes qui vivent dans ces camps : *"On vient, on leur démonte leurs tentes, on leur dit allez voir plus loin, et on s'en va. Il y avait des enfants en bas-âge ce matin !"*

L'adjointe aux solidarités de la maire de Strasbourg, se dit quant à elle *"sidérée"*. Elle décrit des tentes *"saccagées"*, un campement non pas évacué mais *"détruit et des personnes encore plus démunies"* qu'avant. *"Cette improvisation est indigne, inefficace, inhumaine et me révolte"*, écrit-elle. Tous deux racontent par ailleurs que l'évacuation n'a servi à rien, puisque des personnes sont revenues dans l'après-midi et ont tenté *"tant bien que mal"* de remonter les tentes. Il y a donc encore des gens qui dorment au camp ce jeudi soir. La ville héberge toujours par ailleurs 80 personnes au gymnase, *"au moins jusqu'à lundi"*.

La préfecture indique quant à elle qu' *"à l'issue de l'évacuation, 21 personnes ont été orientées vers des dispositifs d'hébergement d'urgence, soit 4 familles et une personne isolée, au vu de leur vulnérabilité particulière et de leur situation administrative. 10 personnes ont été orientées vers le centre de préparation et d'aide au retour, dont une famille de 6 personnes qui a refusé la proposition d'hébergement formulée."* *"Ces mises à l'abri s'ajoutent aux 80 déjà effectuées depuis décembre (35 adultes et 45 mineurs)"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/strasbourg-le-camp-krimmeri-demantele-la-mairie-et-les-associations-denoncent-des-conditions-indignes-et-inhumaines-1379750>

VERSAILLES

L'entreprise de collecte de déchets Sépur devant la justice

Les anciens travailleurs sans-papiers employés par Sépur et leurs soutiens étaient venus en nombre, lundi 19 janvier 2026, devant le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines). L'entreprise de ramassage de déchets Sépur et son président devaient comparaître pour complicité d'emploi de travailleurs sans-papiers en région parisienne. Dans la même affaire, deux agences d'intérim et leurs dirigeants doivent être jugés pour emploi d'étrangers en situation irrégulière. Et deux chefs d'équipe de Sépur comparaissent, eux, pour extorsion par violence, menace ou contrainte, des faits passibles de sept ans de prison et de 100 000 euros d'amende.

Mais le procès n'a pas eu lieu. Il a été renvoyé, à la demande de la défense qui a estimé avoir tardivement reçu le dossier pénal. Une nouvelle audience a donc été programmée le 11 mai prochain 2026.

Lundi, la CGT avait appelé à un rassemblement de soutien aux anciens travailleurs sans-papiers concernés devant le tribunal. *"On est là pour revendiquer tout ce qu'ils nous doivent comme droits en tant que victimes de surexploitation"*, a déclaré avant l'audience un ancien gréviste régularisé en 2021. Cette année-là, 59 sans-papiers avaient entamé une grève pour dénoncer leurs conditions de travail. Ils protestaient notamment contre le non-paiement d'heures travaillées, l'absence de matériel de travail fourni par Sépur ainsi que l'absence de suivi médical et de formation.

À l'époque, plusieurs grévistes avaient expliqué avoir été embauché au sein même d'un dépôt Sépur mais au nom d'une agence d'intérim à qui ils n'avaient jamais eu affaire. Tous assuraient que les chefs d'équipe qui leur avaient fait signer leurs contrats étaient au courant de leur situation administrative.

"Dès le premier jour, ils ont su que ce n'étaient pas mes papiers", assurait ainsi un Mauritanien employé au dépôt de Villejust (Essonne), qui travaillait sous alias. *"Le chef m'a dit qu'il pouvait me faire travailler mais que c'était payant. Je devais lui donner 10 % de mon salaire à la fin de chaque mois pour qu'il me donne du travail."* Avec huit autres salariés victimes de ce type de racket par des chefs d'équipe, il a porté plainte au commissariat de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Aujourd'hui régularisé - comme l'ensemble des grévistes de 2021 – il a été convoqué en tant que victime devant le tribunal de Versailles.

À la suite de la grève de 2021, l'inspection du travail a contrôlé plusieurs dépôts d'Ile-de-France et ouvert une enquête pour travail dissimulé. *"Le rôle essentiel joué par la société Sepur dans le processus de recrutement des salariés en fournissant aide et assistance aux entreprises de travail temporaire en toute connaissance de cause permet de caractériser sa complicité dans la commission de l'infraction d'emploi d'étrangers sans titre"*, note l'inspection du travail en synthèse du procès-verbal de ses contrôles. En 2022, Sépur porte plainte à son tour, affirmant être victime d'usages de fausses identités (l'utilisation par les travailleurs d'alias). L'enquête dans ce volet du dossier est en cours.

Dans un communiqué publié lundi, l'entreprise de ramassage des déchets rejette les accusations qui la visent et affirme être victime d'un *"système mafieux de trafic de papiers d'identité"*. *"Sépur n'a jamais engagé de personnes sans-papiers et n'aurait aucun intérêt financier, ni social, ni moral à le faire"*, déclare l'entreprise dans son communiqué.

Mais pour la CGT, l'entreprise a été au courant de ces pratiques. *"J'ai commencé à travailler sur des dossiers Sépur en 2019 et sur la douzaine de dossiers que j'ai eu à traiter, et quel que soit le dépôt de Sépur, j'ai fait la même constatation : un nombre considérable de travailleurs intérimaires, autour de 40 % des effectifs, et des feuilles de*

paie qui ne correspondent absolument pas aux heures effectuées", a déclaré le défenseur syndical pour la CGT 93. Selon lui, le recours important aux intérimaires permettrait à Ségur de faire baisser ses prix pour remporter des marchés publics. "Cela se fait entièrement sur le dos des salariés", souligne-t-il.

La secrétaire générale de la CGT, a dénoncé une *"impunité organisée"* concernant l'entreprise et a appelé les collectivités locales à réexaminer les contrats signés avec Ségur, ainsi qu'à modifier *"leur cahier des charges et leurs procédures d'appel d'offre"*.

MANCHE

Première interception en mer d'un "small boat" par les autorités françaises

Les autorités françaises ont intercepté en mer pour la première fois un *"bateau-taxi"* sur le canal de l'Aa à Gravelines, sur la côte de la Manche, le samedi 17 janvier 2026. La photo de l'interception, obtenue par le média, montre plusieurs hommes, probablement des passeurs, assis dans un canot pneumatique qui est remorqué à quai. À côté, se trouve le bateau de police qui a procédé à l'opération. La police soupçonnait que la petite embarcation, qui descendait le canal vers son embouchure sur la mer, servirait pour récupérer des migrants sur son passage. Les autorités sont alors intervenues pour arrêter les hommes à bord, semble-t-il avant que des passagers ne montent dans le canot. Une *"enquête judiciaire est en cours"* a indiqué la préfecture maritime française, qui a refusé de commenter l'interception.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique adoptée par la France suite au pacte franco-britannique de juillet 2025, qui vise à empêcher les petits bateaux de transporter des migrants clandestinement vers les côtes britanniques. Entré en vigueur le 5 août 2025, ce pacte *"un pour un"* prévoit le renvoi en France d'un migrant arrivant au Royaume-Uni par *"small boat"*, en échange de quoi Londres s'engage à accepter un migrant se trouvant en France et exprimant sa volonté de demander l'asile.

Avec l'adoption de ce pacte et sous la pression du gouvernement britannique qui réclame une intensification des interventions, la France a opéré un changement de tactique depuis novembre 2025. Si auparavant, la police française se limitait à empêcher les petits bateaux d'être mis à l'eau sur les plages car intervenir en mer était jugé trop dangereux, désormais elle peut intercepter ces *"small boats"* directement dans les eaux.

Dans un document confidentiel daté du 25 novembre 2025, le journal Le Monde révélait que la police française pourrait bientôt avoir l'autorisation de mener des opérations d'interception de canots d'exilés dans la Manche afin d'empêcher les départs vers le Royaume-Uni. Ces manœuvres devaient concerner uniquement les *"taxi-boats, en amont des phases d'embarquement de migrants"*. Aucune date de début des opérations n'avait alors été indiquée.

Depuis plusieurs années, le phénomène des *"small boats"* s'est généralisé. Cette technique consiste à mettre un canot gonflable à l'eau avant que les migrants n'embarquent, *"puis de longer la côte afin de récupérer en différents lieux d'autres passagers à proximité du rivage"*. Selon des documents officiels français, cette méthode s'est avérée extrêmement efficace, avec un taux de réussite de 81 % en 2025. Désormais, les risques encourus par les migrants sont plus importants car l'embarquement se fait directement dans l'eau, d'une

manière chaotique. Il n'est pas rare que les canots chavirent à cause de la météo ou de la panique et que des migrants, tombés à l'eau, se noient.

Selon les termes de l'accord franco-britannique, les forces de l'ordre françaises interviendront uniquement avant que les migrants ne montent à bord, et non pas lorsque les embarcations seront remplies. Notamment en raison d'inquiétudes concernant les risques pour la vie humaine ou liées à la responsabilité pénale des agents en cas de décès de migrants lors d'une opération. C'est cette procédure qui semble avoir été suivie lors de l'interception de samedi.

Le sujet interpelle et les critiques sont fréquentes depuis de nombreux mois. En effet, le droit maritime interdit à la police française d'intervenir en mer - sauf pour mener des opérations de secours -, car cette pratique peut être dangereuse.

En décembre 2023, le procureur de la République de Saint-Omer avait également émis des réserves au sujet de ces interceptions maritimes. *"Le préfet a donné des consignes extrêmement claires aux forces de l'ordre sur le fait de ne jamais mettre en péril la vie des migrants". "Répondre [aux traversées illégales] par des tactiques qui pourraient tuer [les migrants] n'est pas un contrôle des frontières, c'est une violation des obligations fondamentales découlant du droit humain à la vie"*, s'indignait le directeur du programme juridique de l'ONG Amnesty International au Royaume-Uni, dans un communiqué du 19 novembre 2025.

Avant même la mise en application de cette nouvelle tactique, les pratiques policières sur le littoral français étaient déjà régulièrement dénoncées par les associations. *"On voit désormais les forces de l'ordre qui jettent des gaz lacrymogènes dans les canots ou des lanceurs de balles de défense (LBD)"*, une arme réputée potentiellement létale, dénonçait également fin 2024 l'association Utopia56.

De son côté, la Prémar se défend en accusant les trafiquants d'êtres humains et les rendant responsables de la situation, en contraignant l'État à changer ses méthodes et à *"s'adapter en permanence"* pour répondre aux *"risques pris délibérément par les passeurs"*.

44 migrants tentant de traverser la Manche secourus dans le détroit du Pas-de-Calais ; 203 migrants ont atteint l'Angleterre.

Plusieurs navires ont secouru des migrants dans le détroit du Pas-de-Calais mercredi 14 janvier 2026. Une première embarcation, partie dans la nuit de Malo-les-Bains pour l'Angleterre, s'est retrouvée en difficulté. Neuf migrants ont été pris en charge et ramenés sur terre, les autres occupants ont poursuivi la traversée. Une autre embarcation a été aperçue au petit matin près de l'entrée du port de Dunkerque, 15 migrants ont été secourus et débarqués. En début d'après-midi, 20 autres migrants ont sollicité une assistance et ont été débarqués au port de Calais. Au total, les secours sont intervenus pour cinq embarcations, indique la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord. 44 personnes ont été secourues et ramenées à terre.

Mercredi, 171 candidats à l'exil à bord de trois embarcations différentes sont parvenus à rejoindre le Royaume-Uni. Il s'agit des premières arrivées en Angleterre de 2026. Le 5 janvier 2026, 32 migrants ont rejoint les côtes anglaises.

Selon les militants associatifs, 2 000 migrants (environ 1 200 à Calais et 800 à Grande-Synthe) survivent actuellement sur tout le littoral nord.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/44-migrants-tentant-de-traverser-la-manche-secourus-dans-le-detroit-du-pas-de-calais-5525975>

"Le fournisseur le plus important" de "small boats" condamné à 11 ans de prison en Belgique

Un ressortissant turc de 45 ans a été condamné mercredi par un tribunal belge à 11 ans de prison pour avoir fourni des "small boats" à des réseaux de passeurs faisant traverser la Manche à des migrants entre 2019 et 2024. L'homme serait impliqué dans des *"milliers de traversées"* et *"de nombreux événements mortels dans la Manche"*. Il est considéré comme *"le fournisseur le plus important"* des réseaux de passeurs organisant les traversées de la Manche en "small boat" entre 2019 et 2024. À ce titre, il était un des hommes les plus recherchés de l'Agence nationale britannique de la criminalité (NCA).

Un ressortissant turc de 45 ans, a été condamné mercredi 7 janvier 2026 par un tribunal de Bruges, en Belgique, à 11 ans de prison et à une amende de 400 000 euros, après une opération conjointe entre la NCA et les autorités belges. L'homme avait été arrêté à l'aéroport Schiphol d'Amsterdam en novembre 2024, avant d'être extradé vers la Belgique.

Ce Turc aurait fourni du matériel utilisé dans environ la moitié de tous les passages dans la Manche en 2023, *"faisant de lui une figure clé de la hiérarchie européenne de la contrebande"*.

Son arrestation fait suite à une enquête sur un Kurde ayant dirigé un réseau de contrebande *"à l'échelle européenne considéré comme étant à l'origine"* de la traversée de la Manche de 10 000 migrants sur des petits bateaux vers le Royaume-Uni. Il avait été arrêté en 2022 par la NCA près de Londres. L'année suivante, il a été condamné en Belgique en première instance à 11 ans de prison, puis à 13 ans en appel. D'autres membres de son réseau ont également été condamnés par la suite en France et au Royaume-Uni. Lors de cette enquête, *"l'analyse des téléphones et des appareils saisis a révélé que son principal fournisseur de bateaux et de moteurs était"* le turc.

L'investigation a permis de retracer le parcours des bateaux et des moteurs utilisés pour traverser la Manche. Les "small boats" étaient déplacés de la Turquie vers la Bulgarie, puis à travers l'Europe vers l'Allemagne, où ils étaient stockés avant d'être mis à l'eau dans la Manche. *"Il a fait semblant de diriger une société d'approvisionnement maritime légitime, mais en réalité, il savait exactement comment l'équipement qu'il fournirait serait utilisé"*, affirme le directeur général des opérations de la NCA. Impliqué dans des *"milliers de traversées"* selon l'agence, il facturait en moyenne 4 500 euros pour les bateaux et les moteurs. Les enquêteurs estiment qu'il a engrangé des *"millions"* d'euros dans cette activité mafieuse pendant cinq ans.

Ce ressortissant turc est *"probablement impliqué dans de nombreux de nombreux événements mortels dans la Manche"*, signale l'agence. *"Il savait à quel point [les bateaux] étaient inadaptés pour de longues traversées maritimes"*. Les enquêteurs pensent qu'un de ses "small boats" fourni est celui qui a fait naufrage le 24 novembre 2021 dans la Manche. Ce jour-là, 27 personnes sont mortes et quatre ont disparu après que leur canot se soit dégonflé et ait coulé quelques heures après le départ d'une plage française. Il s'agit, à ce jour, du pire naufrage survenu dans cette zone maritime.

Le ministre britannique de la Sécurité des frontières et de l'Asile, s'est félicité de l'arrestation de ce *"roi de la contrebande"*. *"Nous réprimons les criminels qui échangent des vies humaines contre de l'argent. (...) Grâce à notre nouvelle loi sur les frontières, les forces de l'ordre ont maintenant renforcé le pouvoir d'intercepter, de détenir et d'arrêter les passeurs, plus rapidement – et de rétablir l'ordre et le contrôle de nos frontières"*

Mercredi 7 janvier 2026, un Afghan de 18 ans a été inculpé au titre de cette

nouvelle législation. Il est accusé de mise en danger de la vie d'autrui en pilotant un "small boat" lors d'une traversée de la Manche le 5 janvier 2026. C'est la première personne à être inculpée pour cette infraction. Le jeune Afghan était aidé d'un interprète lors de cette brève comparution. Il a été maintenu en détention jusqu'à la prochaine audience prévue le 9 février. Il encourt une peine pouvant aller jusqu'à six ans d'emprisonnement. La procureure a déclaré qu'"il y avait 46 autres personnes" à bord et qu'"en pilotant le bateau, il les a mises en danger". L'homme a plaidé non coupable, affirmant qu'il avait été "forcé" à conduire ce petit bateau, lors d'une audience devant le tribunal.

Cette nouvelle législation, promulguée en décembre, est entrée en vigueur lundi 5 janvier. Elle vise à s'attaquer aux passeurs qui entassent les exilés dans des embarcations précaires, non adaptées à la traversée de la Manche.

MEDITERRANEE

L'Ocean Viking

46 personnes secourues

Suite à une alerte d'Alarm Phone, l'OceanViking a porté secours, vendredi 16 janvier 2026, à 46 personnes, dont des femmes et des bébés, à bord d'un canot pneumatique surchargé dans la zone SAR libyenne. La majorité des personnes secourues sont originaires du Soudan et fuient le conflit qui ravage le pays depuis 2023. Affaiblies par l'inhalation de vapeurs de carburant, elles sont désormais en sécurité à bord de notre navire. La majorité des personnes secourues viennent du Soudan, un pays déchiré par la guerre.

<https://sosmediterranee.fr/sauvetages/recap-46-personnes-secourues-dont-trois-femmes-et-trois-enfants/>

ATLANTIQUE

ROUTE DES CANARIES

Au moins 200 migrants disparus depuis un mois dans l'Atlantique

Entre 200 et 300 migrants, selon les sources, ont disparu depuis un peu plus d'un mois dans l'Atlantique alors que leur pirogue surchargée, partie de Gambie, tentait de rejoindre l'archipel espagnol des Canaries. Les exilés sont originaires du Sénégal, de Gambie, du Mali et de Guinée. Depuis plus d'un mois, de nombreuses familles sont sans nouvelles de leurs proches partis vers l'archipel espagnol des Canaries.

La pirogue a quitté le 5 décembre 2025 la localité gambienne de Djinack (nord) avec quelque "300 personnes à bord dont des Sénégalais, des Gambiens, des Maliens et des Guinéens", a affirmé vendredi 9 janvier 2026 un porte-parole de l'association Boza Fii, basée au Sénégal, et engagée dans l'aide aux personnes migrantes et aux familles de disparus de la migration. "Nous avons eu l'information sur le départ de la pirogue le 27 décembre et avons lancé les recherches" en informant des acteurs qui secourent en mer les personnes migrantes en détresse. L'embarcation transporte "plus de 200 personnes" qui tentaient de rejoindre l'Espagne, a indiqué un habitant du village de pêcheurs de Fass-Boye, dans l'ouest du Sénégal. Nombre de passagers de la pirogue, dont "une femme trentenaire,

mère de six enfants", sont originaires selon lui de villages voisins de Fass-Boye.

L'absence de nouvelles des passagers de la pirogue a été signalée par des familles comptant des proches à bord, a précisé un membre d'un Comité gouvernemental sénégalais de lutte contre la migration irrégulière. De nombreux migrants ouest-africains se trouvaient dans l'embarcation, a-t-il ajouté, citant ces familles.

De nouveaux itinéraires, plus dangereux

Les drames recensés sur la route des Canaries au départ des pays d'Afrique de l'Ouest continuent d'être très fréquents. Pour échapper au renforcement des contrôles policiers et au durcissement des politiques migratoires en Mauritanie, au Sénégal et au Maroc, autrefois épices des embarcations de migrants originaires d'Afrique de l'Ouest, de nouvelles routes migratoires à destination des Canaries émergent ces derniers mois.

Désormais, la Gambie est de plus en plus empruntée par les migrants souhaitant rejoindre l'archipel des Canaries, mais aussi la Guinée et la Guinée-Bissau. Du fait de leur éloignement des Canaries, ces itinéraires sont plus souvent meurtriers puisqu'en allongeant la traversée, ils augmentent également les risques de naufrage et de dérive des embarcations.

En 2025, plus de 17 500 exilés sont arrivés aux Canaries par la route Atlantique contre environ 47 000 personnes durant l'année 2024. Soit une chute de 62% due aux partenariats entre l'UE et plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest afin d'endiguer les flux migratoires et l'intensification de la répression - par des interpellations et expulsions - contre les migrants dans ces pays. Cette baisse s'est traduite par ricochet sur le nombre de décès et disparitions recensés sur la route de l'Atlantique. Selon l'ONG Caminando Fronteras, 1906 exilés sont morts ou ont disparus durant l'année 2025, contre 9 757 pour 2024. Ceci a favorisé l'émergence d'une autre route migratoire vers l'Espagne, via les Baléares qui connaît une recrudescence des arrivées depuis janvier 2025. Cet itinéraire au départ de l'Algérie est désormais devenu *"la principale route de transit vers l'Espagne"*.

En 2025, plus 7 200 migrants ont rejoint Les Baléares, contre 5 900 en 2024. Soit une augmentation de 27%, d'après les autorités espagnoles.

Cette route algérienne *"est principalement empruntée par des ressortissants algériens, bien que des migrants syriens et palestiniens soient également fréquemment présents en plus petit nombre. En 2025, des migrants somaliens ont rejoint les ressortissants des pays d'Afrique de l'Ouest qui avaient commencé à emprunter cette route plusieurs années auparavant"*, précise Caminando Fronteras.

Avec l'augmentation des arrivées de migrants, c'est aussi une hausse des décès qui est enregistrée. Alors que 517 personnes ont perdu la vie lors de cette traversée en 2024, le chiffre grimpe à 1 037 décès pour 2025.

UNION EUROPÉENNE

**AU DERNIER TRIMESTRE 2025, L'UE A DELIVRE 115 440
OBLIGATIONS DE QUITTER LE TERRITOIRE EUROPEEN**

Au total dans l'Union européenne, 115 440 obligations de quitter le territoire

ont été délivrées à des personnes en situation irrégulière, selon le dernier rapport du service de la Commission européenne chargé des statistiques (Eurostat). Un chiffre en légère hausse de 2,7 % par rapport à la même période de 2024.

La France est l'État de l'Union européenne (UE) qui délivre le plus d'Obligations de quitter le territoire (OQTF) : 33 760 ont été notifiées au dernier trimestre 2025, devant l'Allemagne avec 12 500 obligation de quitter le territoire et la Grèce avec 10 100. *"À eux trois, ces pays représentent près de la moitié (49 %) de l'ensemble des personnes ayant reçu des obligations de quitter le territoire [européen] au troisième trimestre"*

Parmi les 115 440 personnes ayant reçu une obligation de quitter l'UE au dernier trimestre 2025, 34 000 étrangers sont rentrés dans leur pays (en hausse de 14 % par rapport à la même période de l'année précédente), dont 13 510 de manière forcée (le reste l'ont fait via le *"retour volontaire"*). Au sein de l'UE, 60% des retours se font de manière *"volontaires"*, et 40% de manière forcée.

L'Allemagne est le pays dont le taux d'exécution est le plus élevé : au dernier trimestre 2025, 7 190 personnes en situation irrégulière sont rentrées dans leur pays depuis l'Allemagne. Ils étaient 3 760 depuis la France et 3 000 depuis Chypre.

Mais ces chiffres englobent les expulsions et les *"retours volontaires"*. Si on prend uniquement en compte les éloignements forcés, l'Allemagne reste en tête avec 3 710 expulsions, devant la France avec 1 435, et l'Italie avec 1 100 renvois.

L'Italie est le pays qui affiche le plus haut taux de retours forcés avec 100% d'expulsions - et aucun *"retour volontaire"*. Le Danemark arrive en deuxième position avec un taux de 91%. La France compte 38% de retours forcés et 61% de *"retours volontaires"*.

L'autre enseignement du dernier rapport d'Eurostat porte sur les nationalités ayant reçu le plus d'obligations de quitter le territoire d'un État membre de l'UE. Largement en tête, on retrouve les Algériens avec 12 325 ordres de quitter un pays européen au dernier trimestre 2025 (10% de l'ensemble des ordres d'expulsions dans l'UE). Viennent ensuite les Marocains avec 6 670 obligations de quitter le territoire et les Turcs avec 6 350.

Or, seuls 350 Algériens ont été renvoyés de force à cette période sur l'ensemble du territoire de l'UE. Rien d'étonnant, Alger ne délivre que très rarement des laissez-passer consulaires, sésames indispensables pour procéder à l'éloignement des ressortissants sans-papiers - et sans passeports. L'Algérie a longtemps été accusée par la France - qui accueille la plus importante communauté algérienne à l'étranger, y compris en situation irrégulière - de refuser ou de ralentir la délivrance des laissez-passer consulaires nécessaires aux expulsions. Peu d'Algériens choisissent par ailleurs un *"retour volontaire"* car la loi algérienne punit les ressortissants qui ont fui le pays.

Les choses seraient-elles en passe de changer ? Le 11 janvier 2026, le président algérien a annoncé la promulgation d'un décret visant à régulariser les migrants en *"situation irrégulière"* et *"précaires"* à l'étranger *"n'ayant commis aucune infraction majeure dans les pays hôtes"*

Les chiffres d'Eurostat confirment une tendance déjà observée dans les centres de rétention administratives (CRA) français : les Algériens sous OQTF représentent le plus gros contingent de personnes dans les CRA en vue de leur expulsion. En 2024, l'association La Cimade rappelait que l'écrasante majorité des retenus étaient maghrébins : un peu plus de 5 000 Algériens, 1 900 Tunisiens et 1 700 Marocains étaient passés par des CRA cette année-là. Des chiffres loin devant les autres nationalités : 700 Roumains, 450 Albanais, 350

Guinéens, 300 Afghans ou encore 300 Ivoiriens.

CAMPAGNES MEDIATIQUES ET POLITIQUES ATTAQUANT CEUX QUI ŒUVRENT POUR LA DEFENSE DES DROITS DES PERSONNES ETRANGERES.

Communiqué de 32 associations partageant l'inquiétude envers la multiplication des campagnes médiatiques et politiques menées par l'extrême droite qui visent à attaquer le travail mené par les juristes qui œuvrent pour la défense des droits des personnes étrangères.

Il existe une conception politique qui perçoit la loi comme un obstacle, les avocats et les associations de défense des droits comme une nuisance, et le pouvoir judiciaire comme un ennemi à abattre dès qu'une décision prise au nom de la loi déplaît au pouvoir en place.

Ces attaques visent désormais tous ceux qui, à divers titres, protègent les droits des personnes, mais avec une intensité particulière lorsque ces droits concernent des étrangers. Cette attaque contre le pouvoir judiciaire est liée à la question de l'immigration, véritable instrument de propagande constante. Ainsi, une campagne médiatique est lancée contre les associations d'avocats spécialisés en immigration et en droit d'asile et leurs membres chargés de l'accueil, s'en prenant aux magistrats coupables d'invalidier des mesures gouvernementales jugées contraires aux lois nationales et européennes. Cette campagne n'aborde jamais le fond du problème ni la loi contestée, mais se contente d'opposer les pouvoirs constitutionnels de l'État, exigeant la primauté du pouvoir gouvernemental. Ces attaques visent donc non seulement les personnes désignées, mais aussi le cœur même des institutions et la séparation des pouvoirs inscrite dans la Constitution de la République.

Les objectifs sont multiples mais convergents : les associations de défense des droits sont perçues comme des ennemis, la question migratoire est instrumentalisée comme une menace pour la sécurité nationale, et le pouvoir judiciaire est désigné comme l'ennemi ultime car il interfère dans les décisions politiques.

Nous sommes alarmés par ces campagnes médiatiques et politiques car elles proposent un modèle de société et un système juridique qui, avant tout, violent la Constitution, tout en instaurant un ordre social hiérarchisé où les plus défavorisés sont opposés aux autres.

Face à ce scénario, qui s'intensifie et devient de plus en plus violent, nous estimons qu'il est de notre devoir de rappeler que dans tout État de droit, comme l'Italie, les associations qui interviennent auprès des tribunaux ou du public avec tous les praticiens du droit sont des instruments de justice, quel que soit leur parti. La question migratoire est une réalité sociale qui, comme toute autre, doit être gérée dans le respect des valeurs constitutionnelles et internationales. Le pouvoir judiciaire n'est ni un allié ni un ennemi, mais une institution soumise uniquement à la loi, conformément à la Constitution, et indépendante de tout autre pouvoir. Il ne sert donc que la justice, et certainement pas le pouvoir ou la majorité politique du moment, comme garant des droits de tous.

<https://anafe.org/communiquede32associationsensoutienalasgi-la-justice-nest-pas-un-systeme-cest-un-droit-pour-tout%e2%b8%b1te%e2%b8%b1s/>

Les passages irréguliers aux frontières de l'UE en baisse de 26% en 2025

Quelque 178 000 personnes ont tenté de franchir illégalement les frontières de l' Union Européenne (UE) en 2025. Elles étaient 240 000 en 2024. Il s'agit d'une baisse importante.

Comment expliquer ce phénomène ? *« Cela démontre que la coopération entre États membres, la coopération entre Frontex et les pays de l'UE, ainsi qu'avec des pays hors UE, comme ceux des Balkans occidentaux, est véritablement efficace, explique le porte-parole de Frontex. Nous constatons que la lutte contre les réseaux de passeurs, contre les criminels qui embarquent des personnes sur des bateaux de fortune et mettent leur vie en danger, porte ses fruits. Si nous et nos partenaires hors de l'UE unissons nos efforts pour démanteler ces réseaux, nous obtenons de réels résultats. »*

Pour le commissaire aux Affaires intérieures et à la migration, c'est la preuve que les contrôles sont plus efficaces. Et selon ses mots, *« cela signifie que moins de personnes sont victimes de trafic, moins sont victimes d'abus et moins de vies sont mises en danger ».*

Frontex et l'exécutif européen se félicitent de cette baisse des entrées illégales. Mais du côté des associations d'aide aux migrants, le fait que l'Union européenne soustraie le contrôle des migrants aggrave encore les risques.

« Si l'on observe les conditions des migrants qui sont retenus dans ces pays, au nom de cette collaboration, elles sont dramatiques, constate la directrice de plaidoyer d'EuroMed-Droits. Des milliers de personnes qui sont enfermées dans des prisons libyennes, des traitements inhumains et dégradants, des violations systématiques des (droits des) migrants, notamment leur refoulement de la Tunisie vers la Libye ou encore l'Algérie. Derrière ces chiffres se cache un renforcement de la politique d'externalisation qui, de facto, ne fait qu'augmenter les violations des droits des migrants et réfugiés. »

Dans le détail, les voies maritimes dans la Manche entre la France et le Royaume-Uni et celle en Méditerranée restent les plus importantes. La route ouest-africaine et celle dans Les Balkans occidentaux sont moins empruntées. Mais il faut garder en tête que les passeurs s'adaptent et changent d'itinéraires quand ils le peuvent.

Ces chiffres vont dans le sens de la politique migratoire engagée par l'Union européenne, à savoir fermer davantage les frontières et accélérer les expulsions. Voilà comment on peut résumer cette politique, poussée par la droite et l'extrême droite.

Ces chiffres sont donc une bonne nouvelle pour l'exécutif européen. Le rapport de Frontex est considéré comme un indicateur clé pour mesurer l'impact de sa politique migratoire. Les conséquences pour les migrants passent après. Sans compter les nouvelles mesures qui doivent entrer en vigueur en juin : c'est le fameux Pacte européen sur la migration et l'asile qui prévoit notamment l'ouverture de centres en dehors des frontières de l'UE.

Moins d'entrées illégales l'an dernier mais toujours des victimes. Pour rappel, les migrants risquent leurs vies pour atteindre l'Europe. L'an dernier, au moins 1 878 personnes sont mortes en Méditerranée, un bilan là encore en baisse, mais toujours aussi dramatique.

Les ONG rappellent que les raisons de ces départs n'ont pas changé : la majorité des migrants fuient les guerres, les conflits et les régimes autoritaires.
<https://www.rfi.fr/europe/20260115-immigration-passages-irr%C3%A9guliers-fronti%C3%A8res-ue-baisse-de-26-en-2025-selon-frontex>

ALLEMAGNE

Poursuite les expulsions de Syriens

Pour la deuxième fois depuis la fin de la guerre civile en Syrie, les autorités allemandes ont expulsé un ressortissant syrien condamné par la justice. L'homme âgé de 32 ans a eu plusieurs démêlés avec la justice et avait été condamné en 2020 pour trafic et drogue et coups et blessure. Un porte-parole du ministère allemand de l'Intérieur a récemment confirmé son expulsion. L'homme a été conduit directement de sa prison à l'aéroport et a été renvoyé en Syrie début janvier sur un "vol régulier". Il aurait, théoriquement pu retrouver la liberté en avril prochain.

Le gouvernement allemand s'est engagé à expulser davantage de migrants syriens et afghans ayant été condamnés par la justice.

En décembre 2025, a eu lieu une première expulsion d'un Syrien reconnu coupable de vol aggravé, d'agression et d'extorsion, qui vivait dans la ville de Gelsenkirchen, dans l'ouest de l'Allemagne.

La ministre régionale de l'Intérieur de Saxe-Anhalt, a remercié le gouvernement de *"veiller à ce que les moyens opérationnels soient en place pour pouvoir expulser les criminels syriens condamnés vers leur pays d'origine"*. Le ministre fédéral de l'Intérieur, a déclaré que son gouvernement est déterminé à *"expulser tous les criminels, même ceux originaires de Syrie et d'Afghanistan. Quiconque commet des crimes en Allemagne ne devrait pas être autorisé à rester ici. Il est dans l'intérêt de la société allemande que les criminels soient expulsés."*

Début janvier 2026, le parti bavarois CSU a réclamé une politique migratoire encore plus stricte pour 2026. Il estime qu'au-delà des personnes condamnées, la majorité des réfugiés et demandeurs d'asile syriens en Allemagne devraient être encouragés à rentrer chez eux le plus rapidement possible. La majorité des Syriens ayant obtenu un statut de protection en Allemagne n'auraient désormais plus de raison valable de continuer à bénéficier de cette protection, puisque la guerre civile est terminée.

Au parlement, le groupe CSU à l'origine de la proposition appelle à la mise en place de procédures d'expulsion *"aussi rapidement que possible"* pour *"ceux qui ne retournent pas volontairement dans leur pays"*.

Les conservateurs de la CSU veulent limiter encore davantage l'immigration

La guerre civile en Syrie étant terminée depuis plus d'un an, *"la plupart des Syriens qui ont obtenu un droit de séjour temporaire en Allemagne en raison de la guerre n'ont plus de motif de protection"*, indique un projet de résolution en matière de migration de la CSU, qui appelle à une *"offensive majeure en matière d'expulsion"*. Les conservateurs bavarois soulignent en outre que l'Allemagne s'implique de plus en plus dans la reconstruction progressive de la Syrie et que les ressortissants syriens *"sont nécessaires dans leur patrie"*. Pour ceux qui ne partent pas volontairement, le rapatriement doit être *"lancé le plus rapidement possible"*, exige la CSU, ajoutant que cela nécessiterait *"des vols"*

réguliers vers la Syrie" en 2026. Le parti va jusqu'à suggérer la création d'un terminal spécialement conçu pour les expulsions dans l'aéroport de Munich, le deuxième plus grand aéroport du pays.

Selon les derniers chiffres de l'Office fédéral des statistiques, 713 000 demandeurs d'asile syriens étaient enregistrés en Allemagne à la fin de l'année 2024. Les chiffres pour 2025 n'ont pas encore été publiés.

Le parti demande des mesures plus sévères pour imposer le retour des Syriens et Afghans condamnées par la justice. *"Les criminels doivent être dans un premier temps systématiquement expulsés"*, indique le projet de résolution. Et lorsqu'une personne réfugiée passe des vacances dans son pays d'origine, elle devrait *"automatiquement perdre son statut de protection à l'avenir; car ses actions réfutent son propre besoin de protection"*. Bien que ce principe soit déjà appliqué aux demandeurs d'asile en Allemagne, il existe des exceptions, comme par exemple lorsqu'une personne doit assister aux funérailles d'un parent dans son pays d'origine. Suite à une décision prise sous le gouvernement précédent, les Syriens sont autorisés à retourner dans leur pays pour une courte visite et constater par eux-mêmes si un retour volontaire en Syrie est envisageable. Depuis, le gouvernement dirigé par Friedrich Merz a cherché à revenir sur cette réglementation.

Le projet de résolution demande également au gouvernement d'adopter une position plus ferme à l'égard des Ukrainiens, qui constituent actuellement le groupe de réfugiés le plus important en Allemagne. *"Nous insisterons pour que les hommes ukrainiens aptes au service militaire contribuent à la défense de leur pays"*, dit le document de la CSU. Cette proposition va à l'encontre de la pratique allemande qui consiste à accepter les objecteurs de conscience ukrainiens au même titre que les femmes et les enfants. *"Nous exigeons que tous les demandeurs d'asile, quel que soit leur pays d'origine, contribuent à couvrir les frais de leur séjour en Allemagne"*, précise la CSU. Cette exigence s'adresse également aux Ukrainiens, qui peuvent effectuer des allers-retours entre l'Ukraine et l'Allemagne. En outre, les Ukrainiens arrivés après avril 2025 sont désormais soumis à la loi sur les prestations aux demandeurs d'asile, qui leur accorde une allocation mensuelle moins élevée et leur impose des conditions plus strictes pour bénéficier des prestations sociales s'il est prouvé qu'ils possèdent des biens dans leur pays d'origine.

Le document de la CSU fait aussi référence à diverses initiatives gouvernementales visant à attirer des travailleurs qualifiés en Allemagne. Le parti estime qu'il est nécessaire d'encadrer davantage l'immigration de main-d'œuvre. Selon le projet de résolution, le gouvernement fédéral est appelé à renforcer les conditions d'accès aux prestations sociales afin d'empêcher les abus. Selon un député CSU *"la migration de main-d'œuvre vers l'Allemagne ne doit pas être une migration de la pauvreté"*. Il va jusqu'à évoquer une prétendue escalade de la fraude aux prestations sociales en Allemagne, en affirmant qu'il existe des structures subversives facilitant *"les flux migratoires vers l'Allemagne contrôlés par la mafia"* ainsi que *"la fraude aux prestations sociales liée aux gangs"*.

Ces appels de la CSU ont suscité de vives critiques, même de la part de ses alliés chrétiens-démocrates. Un député européen (MEP) de la CDU, partage les ambitions d'une politique migratoire plus restrictive. Il a toutefois affirmé que le parti bavarois chercherait à imiter le parti d'extrême droite AfD à l'approche d'une série d'élections régionales, qui ne concernent pourtant pas la Bavière. *"Je ne comprends pas pourquoi, deux mois avant des élections régionales extrêmement importantes, le thème numéro un de l'AfD [l'immigration] est à nouveau exagérée, alors que des questions telles que le logement abordable, la croissance économique, les réformes sociales fiables et l'avenir de l'Europe*

attendent toujours des réponses".

De plus, la mise en œuvre du programme de la CSU semble présenter des lacunes, selon un expert en droits des migrants : si, en 2026, le gouvernement parvenait à organiser un vol d'expulsion complet par jour, moins de 13 000 personnes seraient expulsées en un an. À ce rythme, il faudrait un demi-siècle pour expulser tout le monde. Il rappelle par ailleurs que toute personne qui se voit retirer son statut de protection a le droit de former un recours, ce qui implique des procédures d'appel lesquelles, à l'heure actuelle, prennent 15 mois devant les tribunaux allemands. Si toutes ou même la plupart des personnes susceptibles de se voir retirer leur statut faisaient appel, les tribunaux seraient paralysés, ajoute-t-il.

L'Allemagne recherche désespérément des enseignants

Les écoles et universités allemandes, en manque de personnel, tentent de miser sur les compétences des migrants ayant été enseignant dans leur pays d'origine.

Originaire du Chili, une chilienne peut se prévaloir de huit années d'études et deux années d'expérience dans l'enseignement à Viña del Mar, près de Valparaíso. A 33 ans, elle se prépare désormais à intégrer le système scolaire allemand. Depuis août, elle étudie l'allemand, la didactique et la pédagogie dans le cadre du programme *Lehrkräfte PLUS* (Enseignants PLUS), spécialement conçu pour les enseignants étrangers. *"Quand je suis arrivée en Allemagne, j'ai eu l'impression de devoir repartir de zéro, ce qui est évidemment très frustrant"*, explique-t-elle. *"Vous avez fait des études, vous avez travaillé comme enseignante, vous voulez vous lancer immédiatement et vous recherchez désespérément un programme qui vous permettra de vous familiariser avec le système éducatif allemand. Lehrkräfte PLUS était exactement ce dont j'avais besoin."*

24 participants originaires de Chili, Bosnie, du Kirghizistan et d'Ukraine bénéficient d'une formation accélérée sur douze mois à l'Université de Cologne, pour pouvoir enseigner dans les écoles allemandes. Le programme *Lehrkräfte PLUS* est proposé par les autorités dans quatre autres universités de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la région la plus peuplée du pays. L'initiative vise à répondre à la pénurie d'enseignants qui touche de plus en plus l'Allemagne.

En effet, il manque des dizaines de milliers d'enseignants dans tout le pays, et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Dans le même temps, les personnes immigrées présentant des années d'expérience professionnelle dans l'enseignement sont souvent contraintes de se contenter d'emplois temporaires. *"Cela n'a pas beaucoup de sens : l'Allemagne a un besoin urgent d'enseignants, mais les obstacles bureaucratiques auxquels nous sommes confrontés sont énormes. Le pays devrait mettre en place un système permettant d'accélérer l'intégration"*, résume la chilienne.

Deux femmes ont contribué au lancement du programme de formation à Cologne en 2018. *"Au début, nous avions beaucoup d'enseignants très qualifiés venus de Turquie et de Syrie, mais aujourd'hui, la plupart d'entre eux viennent d'Ukraine. Nous recevons également des candidatures du Brésil et même de Tanzanie. Compte tenu de la pénurie d'enseignants, l'Allemagne ne peut se permettre de négliger un tel potentiel. Ce sont des enseignants dans l'âme, ils se consacrent corps et âme à leur travail."*

Une étude de l'université de Potsdam a récemment évalué le programme *Lehrkräfte PLUS*. Ses conclusions : les enseignants se sentent plus confiants, parlent mieux l'allemand et sont motivés à l'idée de travailler en Allemagne à long terme. Et surtout, la

grande majorité d'entre eux recommanderaient cette qualification à d'autres migrants. Il est très rare qu'une personne abandonne la formation en cours de route, alors qu'une cinquantaine de candidatures s'accumulent déjà sur son bureau pour la prochaine rentrée en août.

Pourtant, malgré son succès, le financement du programme n'est assuré que jusqu'à fin 2027. Par ailleurs, un projet pionnier lancé à l'échelle nationale appelé "*Refugee Teachers Program*" lancé par l'université de Potsdam en 2016 n'a pas été renouvelé. *"Nous avons reçu beaucoup de commentaires positifs selon lesquels Lehrkräfte PLUS agit comme un tremplin. En même temps, c'est un défi pour les participants. Une telle formation à temps plein sur un an peut être très éprouvante pour les participants. La maîtrise de la langue est un facteur important pour s'établir à l'école. En outre, l'ouverture d'esprit et la persévérance sont également cruciales"*.

Une Ukrainienne de 47 ans a participé au programme il y a deux ans, effectuant en parallèle un stage dans une école professionnelle à Bonn, près de Cologne, dans laquelle elle a ensuite été directement embauchée. Elle a enseigné l'anglais à Odessa, sur les bords de la mer Noire, pendant plus de 20 ans. Désormais, elle enseigne cette langue en Allemagne. Elle apprend également l'allemand à des jeunes originaires de Guinée, de Syrie et de Turquie. *"Quand je suis arrivée ici en 2022, je savais que je voulais absolument continuer à travailler comme enseignante. J'ai d'abord suivi de nombreux cours d'allemand, puis je suis tombée par hasard sur Lehrkräfte PLUS. Le meilleur atout de la formation, ce sont les cours d'allemand et le stage, où l'on est jeté dans le grand bain même si votre niveau d'allemand n'est pas encore parfait."* Selon elle, l'intégration dans le système éducatif allemand passe par une compréhension proactive des écoles et des élèves. Elle repose sur des mentors et des collègues qui acceptent et soutiennent les enseignants venus de l'étranger. *"Tous les enseignants étrangers devraient savoir que cette formation existe. Et il faudrait qu'il y ait plus de lieux qui la proposent. À l'époque, il y avait même un participant de Brême qui faisait la navette. Certains restaient à l'hôtel pendant la semaine."* Elle appelle ainsi les responsables politiques allemands à *"reconnaître plus facilement les diplômés étrangers. Je ne suis pas une débutante, je suis une enseignante expérimentée"*, dit-elle.

<https://www.dw.com/en/germany-trains-immigrant-teachers-to-fill-gaps-in-schools/a-75243649>

AUTRICHE

Les enfants étrangers ne maîtrisant pas la langue devront prendre des cours d'été

Mercredi 21 janvier 2026, le parlement autrichien a validé l'instauration de deux semaines de cours d'allemand obligatoires pendant les vacances d'été pour les enfants d'origine étrangère dont le niveau d'allemand est insuffisant afin de favoriser leur intégration. Le syndicat des enseignants autrichiens a critiqué la mesure, estimant que les ressources nécessaires pour les nouvelles classes seraient mieux utilisées pour renforcer les classes spéciales. L'Autriche avait déjà introduit en 2018 des classes spéciales pour les enfants non germanophones, où ils sont séparés de leurs camarades plusieurs heures par jour, toujours dans l'optique de favoriser leur intégration, un des projets phare de la coalition des conservateurs (ÖVP) et de l'extrême droite (FPÖ) à l'époque mais dénoncé par les Verts comme des "classes ghetto".

La nouvelle législation adoptée mercredi, et introduite par la coalition composée du parti conservateur ÖVP, du parti social-démocrate SPÖ et des libéraux de Neos, prévoit le retour des enfants qui fréquentent ces classes spéciales et des cours de

soutien - soit quelque 49 000 enfants âgés jusqu'à 15 ans, selon les chiffres de 2025 - sur les bancs de l'école au cours des deux dernières semaines des neuf semaines de vacances d'été. *"L'allemand est la clé de la réussite scolaire et d'une vie réussie"*, a déclaré le ministre de l'Éducation devant le Parlement avant le vote.

Ce pays de près de 9,2 millions d'habitants attire depuis longtemps des immigrés, ainsi que des demandeurs d'asile fuyant des pays en guerre. Mais il mène une **politique de plus en plus anti-migrants**. Au printemps 2025, le gouvernement avait adopté un *"cadre juridique instaurant un moratoire temporaire sur le regroupement familial des réfugiés statutaires"* pour une période de six mois. Entré en vigueur en juillet 2025, il a été renouvelé en décembre pour six mois supplémentaires.

Le Parlement autrichien a affirmé que cette prolongation se justifiait par le fait *"que le système éducatif autrichien et d'autres services"*, comme les centres d'hébergement *"[étaient] surchargés"*. Le regroupement familial mettrait ainsi *"en péril l'ordre public et la sécurité intérieure"*, avait-il ajouté.

Si le parti d'extrême droite FPÖ a échoué à former une coalition, il reste de très loin le premier parti du pays dans les sondages, après avoir signé une victoire aux législatives fin septembre 2025. Le chancelier conservateur, au pouvoir depuis début mars 2025, est donc sous pression pour maintenir une ligne dure.

Le regroupement familial est une politique encadrée et garantie par le droit européen sur l'asile et l'immigration. Et cette suspension ne peut devenir définitive sans une validation de l'Union européenne. Le chancelier autrichien avait donc adressé une lettre à la Commission européenne sur le sujet début mars, en invoquant la *"clause d'urgence"* de l'UE, selon laquelle le droit national peut exceptionnellement primer sur le droit européen en cas de menace pour l'ordre public et la sécurité intérieure.

BELGIQUE

La Belgique veut encourager le retour des Syriens dans leur pays en augmentant l'aide à la réintégration

À l'instar d'autres pays européens, la Belgique veut accélérer le retour des réfugiés syriens dans leur pays. La ministre belge de l'Asile et de la Migration, a annoncé jeudi 22 janvier 2026 que le pays allait augmenter l'aide à la réintégration des Syriens acceptant de retourner chez eux. Ce financement, en partie financé par l'Union européenne (UE), correspond à une aide au logement, à la formation, aux soins médicaux et au démarrage d'une activité économique. *"Nous voulons encourager les demandeurs d'asile qui peuvent rentrer chez eux à reconstruire leur vie dans leur pays d'origine le plus rapidement possible"*.

Plus les Syriens demandent rapidement à bénéficier de ce soutien, plus le montant sera élevé. S'ils sont engagés dans une procédure d'asile et choisissent le *"retour volontaire"*, ils pourront compter sur une aide à la réintégration de 5 000 euros. Les personnes qui restent plus longtemps dans la procédure verront cette aide diminuer. Et ceux en situation irrégulière en Belgique qui souhaitent rentrer peuvent obtenir 3 000 euros.

"C'est dans leur intérêt, mais cela représente également une économie importante pour notre pays par rapport à l'accueil de ces demandeurs d'asile dans un centre d'accueil", a expliqué la ministre de l'Asile et de la Migration. *"Cette aide est unique et est, dans la mesure du possible, assortie d'une interdiction d'entrée sur le territoire, afin*

d'éviter les 'portes tournantes' qui permettraient à certaines personnes d'abuser du système".

Depuis plusieurs années, le Belgique peine à prendre en charge l'ensemble des exilés arrivant sur son sol. Faute de places suffisantes dans le réseau d'hébergement, nombreux sont les demandeurs d'asile à être contraints de dormir dans les rues belges. Depuis août 2023, les hommes seuls qui déposent un dossier d'asile en Belgique ne peuvent plus bénéficier d'une place dans le système d'accueil. La ministre de l'Asile et de la Migration de l'époque, Nicole de Moor, avait justifié cette mesure par la saturation du réseau, et donné ainsi la priorité aux familles.

En août 2025, le gouvernement est allé encore plus loin en excluant une autre partie des demandeurs d'asile des centres d'hébergement. Dorénavant, les personnes ayant reçu une réponse positive à une demande de protection antérieure dans un autre pays de l'UE n'ont plus droit à l'enregistrement et à l'hébergement à leur arrivée en Belgique, dans les centres Fedasil ou Croix-Rouge qui accueillent souvent ces primo-arrivants. Concrètement, elles sont considérées comme irrégulières sur le territoire, et donc potentiellement ciblées par des obligations de quitter le territoire. Fin 2025, 3 200 réfugiés statutaires ayant obtenu la protection dans un autre pays de l'UE étaient pris en charge dans le réseau de Fedasil, sur un total d'environ 35 000 places, selon les données de l'agence.

En Syrie, la situation a rapidement évolué avec la mise en place d'un gouvernement de transition et la levée des sanctions internationales. Dès lors, les États européens ont cherché par tous les moyens à inciter les Syriens à rentrer chez eux. En juillet 2024, l'Autriche espérait "*montrer la voie en Europe*" en expulsant un criminel syrien vers son pays d'origine. Une première dans l'UE. Quelques mois plus tôt, Vienne avait entamé des procédures pour révoquer le statut de quelque 2 900 réfugiés et stoppé les regroupements familiaux. Le gouvernement autrichien a même offert la somme de 1000 mille euros aux Syriens acceptant de repartir dans leur pays

En un an, le nombre de Syriens demandant l'asile dans l'UE a considérablement baissé : en octobre 2024, plus de 16 000 nouveaux demandeurs ; en septembre 2025, ils n'étaient plus que 3 500. Toutefois, à la fin du mois de septembre 2025, près de 110 000 dossiers de demandeurs d'asile syriens étaient encore en attente d'une décision dans l'ensemble de l'Union européenne et ses partenaires.

DANEMARK

Le Danemark dissuade les étrangers de venir et crée un "environnement négatif pour les réfugiés" déjà présents

En 2025, seules 839 personnes ont bénéficié de permis de séjour au titre de l'asile, a annoncé samedi 10 janvier 2026, le ministère de l'Immigration. En 2024, 860 personnes avaient obtenu des permis de séjour de ce type, sur 2 333 demandes. Ces chiffres illustrent la volonté des autorités danoises de réduire le nombre d'étrangers dans le pays à son minimum. Il a une nouvelle fois souligné son objectif de "*limiter l'afflux de réfugiés*". "*C'est absolument crucial que le moins d'étrangers possible viennent au Danemark et obtiennent l'asile*".

Depuis son arrivée au pouvoir en 2019, la Première ministre socio-démocrate a drastiquement modifié la ligne politique de son parti concernant l'immigration pour la rapprocher de celle de la droite et de l'extrême droite. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a fait adopter de nombreuses lois, aujourd'hui prises en exemple par d'autres gouvernements européens. Externalisation de l'asile, accès réduit aux minimas sociaux,

asile temporaire, saisie de biens personnels... La liste des mesures visant à durcir l'installation des étrangers dans le pays est longue.

Parmi les mesures danoises phares : un droit d'asile accordé de façon temporaire, pour un ou deux ans renouvelables. Copenhague se réserve ainsi la possibilité de renvoyer dans son pays une personne ayant obtenu une protection internationale si le gouvernement estime que la situation dans le pays s'est améliorée. Les services de l'immigration danois estiment ainsi depuis 2019 que la situation sécuritaire en Syrie, notamment dans la région de Damas, permet aux réfugiés syriens de rentrer chez eux. C'est le premier État de l'Union européenne (UE) à avoir estimé que la Syrie était un "*pays sûr*". Et leur jugement a été renouvelé depuis la chute de Bachar Al-Assad en décembre 2024.

De même, en février 2022, la commission danoise pour l'asile a décidé que les ressortissants afghans déboutés du droit d'asile pourraient être renvoyés dans leur pays. La mesure instaurant un droit d'asile temporaire peut sembler dure mais, dans les faits, elle est peu appliquée, selon la directrice du Danish refugee council. "*La grande majorité des personnes réfugiés voient leur permis de séjour renouvelé*". Mais cette mesure a un impact psychologique réel sur les personnes étrangères. "*Cela crée beaucoup d'incertitude et d'anxiété parmi les réfugiés, car ils ne peuvent pas être certains du renouvellement de leur permis*", déplore-t-elle.

Pour les réfugiés dont le permis de séjour n'est pas renouvelé, l'expulsion n'est pas systématique car le Danemark ne peut expulser que des ressortissants de pays avec qui il a des relations diplomatiques. Ce n'est pas le cas avec la Syrie par exemple. Dans l'attente de leur éloignement forcé, les personnes sont placées dans des centres de retour. Une spécificité danoise largement critiquée par les organisations de défense des droits humains car les personnes ne pouvant pas être expulsées s'y retrouvent détenues indéfiniment et que les conditions de vie y sont très difficiles. Les centres sont placés sur des sites reculés, ne permettant pas aux personnes qui y vivent d'avoir des contacts ou activités en ville. Les personnes ne reçoivent également qu'une petite somme d'argent de poche et n'ont rien pour préparer leurs repas si elles le souhaitent.

"Il est très clair que les conditions [de vie] sont censées être aussi dures que possible, aussi intolérables que possible, c'est le mot que [les responsables] utilisent, pour essayer de pousser les gens à partir. Mais sans franchir la ligne qui consisterait à violer leurs droits". En outre, dans ces centres, les réfugiés et demandeurs d'asile déboutés sont enfermés avec des personnes étrangères condamnées pour des crimes commis dans le pays. "*L'atmosphère est donc très tendue dans ces centres et la plupart des gens ont vraiment peur de se déplacer à cause des criminels endurcis qui sont hébergés avec les demandeurs d'asile déboutés 'normaux'*", souligne la responsable du DRC. Autant de choses qui rendent la situation dans ces centres explosive. Mais, selon le DRC, aucune évolution n'est à prévoir car le gouvernement danois y voit une manière efficace de "*motiver les gens à quitter le pays de leur propre chef*".

Une autre des grandes mesures défendues par Copenhague est l'externalisation de la demande d'asile. En 2021, les députés danois ont adopté une loi permettant au pays de sous-traiter à un autre pays l'examen des demandes d'asile d'étrangers arrivés au Danemark. Copenhague avait pu adopter cette loi sans être sanctionné par Bruxelles grâce aux dérogations aux traités européens négocié dans les années 1990. Après son rejet du traité de Maastricht en 1992, le Danemark avait obtenu une série de dérogations au sein de l'UE, notamment en matière de politique de sécurité et de défense commune.

Copenhague a préféré chercher une solution commune avec l'Union européenne pour organiser conjointement ce transfert. "*C'est aussi ce qui rend le modèle*

danois difficile à dupliquer, car il repose sur la stratégie du chacun pour soi, qui consiste à dissuader les demandeurs d'asile de venir; en affichant des conditions toujours moins bonnes que ses voisins", expliquait en 2023 un professeur spécialiste du droit de l'immigration à l'université de Copenhague.

À son initiative, les ministres de l'Intérieur des 27 pays membres de l'UE ont donné, le 8 décembre 2025, leur feu vert à trois textes proposés par la Commission européenne afin d'encadrer plus strictement les arrivées et les renvois d'exilés. Parmi eux, figure un texte permettant l'ouverture de centres de retour – appelés "hubs de retour" – dans des pays hors des frontières de l'UE où seraient envoyés les migrants déboutés de l'asile.

D'autres mesures, plus symboliques, ont été prises ces dernières années au Danemark pour freiner l'immigration. Notamment la « loi sur les bijoux » qui consiste à saisir les biens personnels des demandeurs d'asile pour payer les frais de leur hébergement au Danemark. C'est une loi *"très symbolique, sans réelle signification"*. Mais, cette mesure associée aux autres, contribue à créer *"un environnement très négatif pour les réfugiés au Danemark, tant en termes de possibilités réelles d'intégration que de sentiment parmi beaucoup de réfugiés, y compris ceux qui sont peut-être ici depuis 20 ans"*. Des étrangers qui parfois *"se sentent moins bien accueillis aujourd'hui qu'à leur arrivée."*

ESPAGNE

L'Espagne s'oppose aux centres de retour pour migrants hors des frontières de l'Union européenne

Le ministre espagnol de l'Intérieur, affirme que la création de centres de retour hors des frontières de l'UE pour les demandeurs d'asile déboutés n'est pas une *"solution miracle"*, a indiqué mardi 20 janvier 2026 l'agence de presse Reuters. Selon lui, ces structures - comme celles construites en Albanie par l'Italie – posent d'importants problèmes juridiques et risquent de mettre à mal les relations avec les pays tiers.

Le 8 décembre 2025, les ministres de l'Intérieur des États membres de l'Union européenne ont adopté des textes pour encadrer les arrivées et les renvois de migrants, ouvrant notamment la voie aux *"hubs de retour"* - des centres dans des pays hors des frontières de l'UE où seront envoyés les migrants dont la demande d'asile a été rejetée. Parmi les États membres, les seuls sceptiques sont la France et l'Espagne. Paris s'interroge sur la légalité et l'efficacité de certaines de ces mesures, et Madrid n'est pas convaincue par les *"hubs de retour"*, déjà expérimentés par plusieurs pays mais sans réel succès, comme l'accord entre l'Italie et l'Albanie.

Cette position est toutefois de plus en plus *"difficile à tenir"*, tant la pression exercée par certains pays pour les adopter est forte, avait déclaré en décembre le ministre espagnol de l'Intérieur.

Selon l'accord Rome-Tirana (fin 2023), jusqu'à 36 000 migrants, interceptés dans les eaux italiennes, pouvaient être envoyés chaque année dans ce pays des Balkans. Le but de l'Italie était d'externaliser une partie du processus d'asile pour soulager son pays de l'afflux migratoire. Mais le plan a échoué en raison de blocages de la justice italienne ou d'arrêts de la Cour de justice européenne. Des obstacles juridiques ont mis en lumière la contradiction entre cette politique migratoire et le respect des droits fondamentaux. Face à ces échecs successifs, en mars 2025, le Conseil des ministres italien a adopté un décret-loi permettant de recycler ces structures en... centres de rapatriement pour migrants en situation irrégulière – des centres de rétention (CPR), en somme. Mais cette transformation pourrait, elle aussi, rencontrer des obstacles juridiques.

Et pourtant, la première ministre italienne estime que son projet fonctionnera. *"Lorsque le Pacte européen sur la migration et l'asile entrera en vigueur [en juin 2026], les centres fonctionneront certainement comme ils auraient dû fonctionner au début. Donc, effectivement, on aura perdu deux ans. Mais chacun assumera ses propres responsabilités".*

Le ministre espagnol estime que la stratégie espagnole consistant à signer des accords avec les pays de transit avant l'arrivée des migrants en Europe s'avère plus efficace que les *"hubs de retour"*. Ces dernières années, l'Espagne a signé de nombreux accords avec la Mauritanie, le Sénégal et le Maroc, les trois principaux pays de départ de pirogues vers les Canaries. Résultat : en 2025, les arrivées ont chuté de 62 %. *"Je crois que nos chiffres et notre politique migratoire dans son ensemble renforcent sans aucun doute considérablement le rôle de l'Espagne dans la définition de la politique migratoire au sein de l'Union européenne"*, a déclaré le ministre.

Mais les défenseurs des droits dénoncent ces accords avec les pays de départ, qui entraînent selon eux des abus. En août, Human Rights Watch a accusé la Mauritanie d'avoir commis de *"graves violations des droits humains"* à l'encontre de migrants et de demandeurs d'asile entre 2020 et début 2025.

Début janvier, c'est le Premier ministre espagnol qui a présenté son pays comme un exemple pour l'Europe en matière migratoire. Alors que d'autres pays européens ont fermé leurs frontières aux nouveaux arrivants sous la pression des partis de droite, le gouvernement espagnol a toujours défendu l'ouverture de son pays aux immigrés. *"Nous sommes un pays qui défend fermement un modèle migratoire légal, sûr, ordonné, mais aussi ouvert et humain face à ceux qui prônent la fermeture de nos frontières et refusent aux migrants le minimum de dignité qu'ils méritent"*, a déclaré le premier ministre espagnol lors d'une cérémonie de vœux devant les ambassadeurs espagnols le 8 janvier 2026. *"Notre modèle fonctionne. Il n'y a pas ce que l'on nomme un effet d'appel"*, a-t-il ajouté, écartant les critiques qui soutiennent que la position pro-immigration de l'Espagne alimente l'immigration illégale vers le pays. *"L'Espagne continuera de défendre un modèle migratoire qui fonctionne, un modèle qui fonctionne pour l'Espagne et qui pourrait aussi contribuer à réveiller une Europe vieillissante"*, a poursuivi le dirigeant socialiste, assurant que l'immigration représentait *"80 % de la croissance"* économique de l'Espagne au cours des six dernières années et 10 % des recettes de la sécurité sociale du pays.

L'Espagne, quatrième économie de l'Union européenne, a fait mieux que ses pairs depuis 2021, portée par le tourisme, la faiblesse des coûts de l'énergie, la consommation intérieure et l'investissement étranger. Le gouvernement prévoit que la croissance s'établira à 2,9 % pour 2025, soit plus du double de la moyenne attendue dans la zone euro. Le gouverneur de la Banque de France, a estimé le 14 janvier que la croissance économique rapide de l'Espagne, par rapport à la France, s'expliquait notamment par le *"rôle assez important"* de *"l'immigration"*.

Pour lutter contre la baisse des naissances, l'Espagne a fait le pari d'une immigration légale et choisie. Deux millions d'étrangers pour la plupart originaires d'Amérique latine se sont installés en Espagne au cours des sept dernières années. C'est le cas dans la région de Zamora, en Castille-et-León, dans le nord de l'Espagne, où, depuis 2022, une entreprise céréalière fait venir des conducteurs de camions du Pérou ou de Colombie. Ces embauches ont permis de remettre à flot le céréalier et, au passage, de redonner vie au village de Bóveda de Toro.

<https://www.infomigrants.net/fr/post/69338/lespagne-mise-sur-limmigration-legale-pour-revitaliser-ses-campagnes-et-contrer-la-baisse-des-naissances>

Canaries

Deux hommes décédés et 98 migrants secourus dans un canot

Deux hommes sont décédés à bord d'un canot pneumatique qui dérivait depuis une semaine dans l'Atlantique, au large de Dakhla (Sahara). L'embarcation, qui transportait 106 autres personnes désireuses de rejoindre les îles Canaries, a été secourue mercredi 14 janvier 2026, ont indiqué les services d'urgence du port d'Arguineguín (Grande Canarie). Le bateau avait été localisé par un cargo, dans l'après-midi du mercredi, à environ 275 km au sud-est d'El Hierro. L'équipage avait alors alerté les autorités espagnoles, puis distribué de l'eau ainsi que des médicaments, avec l'aide du cargo Eurostar, en attendant l'arrivée du bateau de sauvetage des autorités.

Le canot transportait 74 hommes mais également 20 femmes ainsi que quatre mineurs. Les passagers se sont retrouvés confrontés à de très mauvaises conditions maritimes, avec des vagues de deux à trois mètres ainsi que des vents pouvant atteindre les 65 km/h. Ces avaries ont provoqué la dérive du bateau, cela durant une semaine.

Après 18 heures de navigation, les survivants ainsi que les corps des deux hommes décédés - dont l'un est mort pendant le sauvetage - ont été rapatriés au port d'Arguineguín. Une personne a également été évacuée vers un hôpital pour y suivre des soins. La nationalité des passagers reste pour l'heure inconnue tout comme le lieu de départ de l'embarcation.

GRECE

24 travailleurs humanitaires acquittés d'accusations de trafic de migrants

Jeudi 15 janvier dans la soirée, le président de la cour criminelle de Mytilène, chef-lieu de l'île de Lesbos, a annoncé la relaxe de l'ensemble des 24 travailleurs humanitaires poursuivis en Grèce pour trafic de migrants. Le jugement intervient presque un mois après le début de leur procès et marque la fin de l'aventure judiciaire de ces militants inculpés en 2018 à Lesbos, porte d'entrée à l'époque en Europe des dizaines de milliers de personnes fuyant surtout la guerre en Syrie. Ils étaient accusés des crimes de "*constitution d'une organisation criminelle*", et de "*facilitation illégale de l'entrée de ressortissants étrangers de pays tiers en Grèce*". Ils encouraient jusqu'à 20 ans de prison.

Les missions de ces humanitaires, membres de l'ONG de recherche et de sauvetage Emergency response center international (Erci) consistaient en des patrouilles le long des côtes grecques entre 2016 et 2018, jumelles à la main, à la recherche de bateaux en détresse, mais aussi en des interventions au large lorsque la situation le nécessitait. Et, la majeure partie du temps, en des gestes simples et "*des sourires*" adressés aux migrants fraîchement débarqués, expliquaient les militants.

Parmi les accusés, figurait une célèbre réfugiée syrienne qui vit à Berlin et s'est fait connaître en 2015 pour ses exploits en mer Égée, lorsqu'elle a, avec sa nageuse olympique de sœur Yusra, aidé à amener le bateau de migrants sur lequel elle se trouvait jusqu'à Lesbos, en nageant à côté, et sauvant ainsi les passagers. Celle dont le parcours a inspiré le film "*Les Nageuses*" était revenue en 2016 sur l'île, cette fois-ci non plus en tant que migrante, mais comme sauveteuse bénévole au sein d'Erci.

L'autre figure de proue des accusés est un ressortissant allemand qui a commencé à faire du bénévolat pour Erci en 2017. Tous deux ont été arrêtés en 2018 et ont

passé plus de 100 jours en détention provisoire avant d'être libérés dans l'attente de leur procès. Pour président de la cour criminelle, l'objectif de ces travailleurs humanitaires n'était pas *"de perpétrer des actions criminelles mais de venir à l'aide humanitaire"*. Quelques heures auparavant, le procureur avait également proposé leur acquittement soulignant qu'*"aucun fondement autonome établissant la responsabilité pénale des prévenus n'a été démontré"*.

À la sortie du palais de justice tard jeudi soir 15 janvier 2026, les accusés avec leurs avocats se sont embrassés avant de se diriger vers la plage proche pour célébrer. *"Sauver des vies humaines n'est pas un crime", "Nous n'avons rien fait d'illégal car si aider les gens est un crime, alors nous sommes tous des criminels"*, a ajouté la nageuse.

Ce procès, largement médiatisé, était scruté par les défenseurs des droits. Il est devenu au fil des années le symbole de la criminalisation de l'aide aux migrants en Grèce. *"Cette affaire illustre de façon frappante une tendance inquiétante en Europe : la criminalisation de la solidarité envers les personnes en déplacement"*, avait estimé, la veille de l'ouverture du procès, Human Rights Watch (HRW). *"Le parquet les harcèle depuis sept ans pour avoir sauvé des vies en mer, tandis que le Parlement européen a qualifié cette affaire de 'plus grand cas de criminalisation de la solidarité en Europe'"*, avait rappelé l'ONG.

Jeudi soir, HRW a salué ce verdict, mais n'a pas manqué de dénoncer une nouvelle fois ce procès : *"Ces acquittements étaient une victoire pour les accusés, mais ils sont aussi amers"* vu *"le calvaire judiciaire de sept ans sur la base d'accusations infondées pour avoir sauvé des vies"*, a déclaré une chercheuse senior au sein de l'ONG. Cet acquittement est *"certes important, mais probablement insuffisant. Le ministère public a choisi de poursuivre les accusations criminelles après qu'un autre tribunal a rejeté les fausses accusations de délit dans la même affaire"*, a également rappelé HRW.

Il s'agit du second procès de ces sauveteurs bénévoles en Grèce. En 2024, ils avaient été relaxés dans une autre procédure de délits relatifs à leur action humanitaire, notamment d'*"espionnage"*. L'avocat a qualifié d'*"inacceptable"* pour le système judiciaire pénal grec que *"des affaires aussi retentissantes ne se concluent pas plus tôt"*. Selon lui, l'objectif de l'accusation des bénévoles *"était de criminaliser l'aide humanitaire et d'éliminer les organisations humanitaires. Avant cette affaire, des milliers de bénévoles se trouvaient à Lesbos alors que depuis cette affaire, ils ne sont plus que quelques dizaines"*.

IRLANDE

Les réfugiés statutaires devront attendre 3 ans pour demander le regroupement familial

Les réfugiés devront patienter pendant trois ans avant de faire venir leur conjoint et leurs enfants. Si le texte est adopté sans modification par le parlement, ce délai de trois ans entrera en vigueur avec le reste de la loi à la mi-2026. *"Cette proposition est cruelle"*, a déclaré le porte-parole du Parti travailliste pour la justice, ajoutant que cette mesure allait *"directement à l'encontre de tout ce que nous devrions défendre en tant que pays"*. Cette réforme controversée a été portée par le ministre de la Justice, des Affaires intérieures et des Migrations, et s'inscrit dans le projet de loi sur la protection internationale 2025. La principale justification pour cette nouvelle législation : réduire la croissance *"extrêmement forte"* de la population irlandaise, qui met « sous pression » les capacités d'hébergement et les services publics. *"Notre population a augmenté l'année dernière de*

1,6 %, ce qui est sept fois la moyenne dans l'Union européenne", a-t-il déclaré le 24 novembre 2025.

Selon la presse irlandaise, ces réformes en matière d'immigration pourraient également obliger les demandeurs d'asile à payer jusqu'à 1 000 euros par mois pour vivre dans des tentes.

Pour faire venir leurs proches, les réfugiés statutaires devront aussi prouver qu'ils touchent un revenu suffisamment élevé, qu'ils disposent d'un logement pour subvenir à leurs besoins et qu'ils ne perçoivent pas de prestations sociales ou de dettes envers l'État.

L'Irlande a longtemps été un pays d'émigration, mais voit désormais sa population augmenter. En avril 2025, elle comptait 5,46 millions d'habitants, avec une immigration nette de 59 700 personnes. Le ministère irlandais de la Justice justifie aussi cette décision par un nombre record de demandes d'asile — plus de 18 000 en 2025 — et une pénurie aiguë de logements financés par l'État.

Depuis 2022, le nombre de personnes qui demandent une protection en Irlande n'a cessé d'augmenter : cette année-là, on comptait 11 598 dossiers déposés, ce qui constituait déjà un record. En 2023, Dublin a enregistré 13 264 demandes, et 18 651 en 2024. En 2024, d'après les chiffres des autorités, plus de 3 000 migrants dormaient dans la rue. Dix fois plus que l'année d'avant. Le passage par la rue est devenu une étape incontournable pour ces exilés en attente d'une protection

Les autres mesures présentées par le gouvernement dans le projet de loi vise toutes à introduire des réformes en matière d'immigration dans le cadre du Pacte asile et migration qui entre en vigueur en juin 2026. Voici les principales mesures :

- Les bénéficiaires d'une protection internationale devront avoir vécu en Irlande pendant cinq ans avant de pouvoir prétendre à la nationalité irlandaise, au lieu de trois ans actuellement.
- Un critère d'éligibilité pour demander la citoyenneté est rajouté : les personnes ne doivent pas percevoir depuis longtemps certaines aides sociales et ne doivent pas *"avoir de dette envers l'État pendant une période définie précédant leur demande"*.

"Mon intention ici n'est pas d'exclure toute personne ayant déjà reçu une aide sociale de l'État, mais je pense qu'il est raisonnable d'attendre d'une personne qui souhaite obtenir la citoyenneté qu'elle ait contribué au pays", avait estimé le ministre.

- Les demandeurs d'asile qui ont un emploi devront aussi désormais contribuer financièrement à leur logement fourni par l'État. Cette contribution variera de 10 % à 40 % de leur revenu hebdomadaire, ce qui correspond à une somme allant de 15 € à 238 € à verser à l'État par semaine.
- Le gouvernement aura le pouvoir de révoquer le statut de réfugié d'une personne si celle-ci est jugée *"dangereuse pour la sécurité de l'État"*, ou condamnée pour un crime grave.
- Les autorités envisagent également de limiter le nombre de visas étudiants.

L'hostilité envers les migrants se fait de plus en plus visible dans le pays : des centres d'accueil pour demandeurs d'asile ont été pris pour cible ces derniers mois. Le 31 octobre 2025, en début de soirée des *"objets pyrotechniques ont été lancés"* sur un centre de Drogheda, une ville au nord de Dublin. Plusieurs dizaines de personnes ont aussi été arrêtées en octobre lors de plusieurs manifestations, certaines violentes, devant un hôtel accueillant des migrants dans le sud-ouest de Dublin.

MALTE

Malte renvoie 48 migrants vers leur pays d'origine, quelques jours seulement après avoir été secourus en mer

Dans la nuit du 28 au 29 décembre 2025, 44 migrants ont été renvoyés dans leur pays d'origine par les autorités maltaises. Ces personnes sont originaires du Bangladesh et ont atterri à Dacca. Quelques jours plus tôt, quatre autres exilés, dont deux sont Égyptiens, avaient déjà été expulsés du sol maltais. Ils font partie d'un groupe de 61 migrants secourus le 12 décembre 2025 en mer Méditerranée par les forces maltaises.

Il aura donc fallu seulement 17 jours pour rapatrier ces personnes vers leur pays d'origine. Jamais une telle opération n'aura été aussi rapide. Ce type d'expulsions prend généralement des semaines, voire des mois, le temps nécessaire pour vérifier l'identité des personnes et obtenir un laissez-passer des États d'origine.

La rapidité de ces renvois a été rendu possible *"grâce à une coordination étroite entre la police de Malte et plusieurs entités et directions au sein du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Emploi, ainsi que le Ministère des Affaires étrangères et du Tourisme"*, indique le ministère de l'Intérieur.

"La réalisation de cette opération en seulement 17 jours envoie un message fort aux trafiquants", a déclaré le ministre de l'Intérieur. *"Malte continue de mettre en œuvre une politique migratoire équitable garantissant à ceux qui méritent une protection de recevoir toute l'assistance nécessaire, tandis que ceux qui abusent du système et n'ont donc pas le droit de rester à Malte sont renvoyés dans leur pays de la manière la plus efficace"*.

Mais ces expulsions posent question : ces migrants avaient-ils demandé l'asile à Malte ? Ont-ils eu un accès à un soutien juridique ? Ont-ils été informés de leurs droits ? Sur ce point, les autorités maltaises n'ont pas donné de détails, comme sur le sort des 13 autres migrants secourus dans le même canot le 12 décembre.

La première secrétaire à l'ambassade du Bangladesh à Athènes - qui gère ce dossier maltais - affirme que *"l'ensemble des ressortissants bangladais concernés souhaitaient rentrer dans leur pays d'origine. Aucun d'entre eux n'a exprimé le désir de rester à Malte"*. Au total en 2025, 81% des migrants arrivés de manière irrégulière à Malte ont été renvoyés dans leur pays d'origine, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Cette petite île méditerranéenne n'accueille que très peu d'exilés. Les arrivées au cours des cinq dernières années ont diminué de 93%, *"en raison de la politique ferme et équitable mise en œuvre par le gouvernement maltais, où la dissuasion et la prévention sont des piliers centraux de ce travail"*, précisent les autorités. Seulement 185 migrants sont arrivés à Malte en 2025, selon les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Ils étaient 238 sur l'ensemble de l'année 2024. Depuis des années, Malte reste fermée aux débarquements des migrants secourus en mer Méditerranée. Jamais ou presque, elle n'a autorisé les ONG à entrer dans ses ports. Jamais ou presque non plus, elle n'est venue prêter main forte aux embarcations en détresse dans ses eaux territoriales. Le sauvetage du 12 décembre était donc une exception.

Les ONG dénoncent régulièrement le comportement du gouvernement maltais, accusé de laisser les canots de migrants à l'abandon en Méditerranée sans leur porter secours. Souvent, La Valette délègue aux garde-côtes libyens le soin de secourir les embarcations en détresse. Ce fut le cas en mai 2023, quand un bateau de 500 migrants en

train de couler dans les eaux maltaises appela à l'aide. Contacté par la plateforme d'aide aux migrants Alarm phone, le centre de coordination des opérations maritimes maltais, le RCC Malte, avait annoncé qu'il allait agir. Mais aucune opération n'a jamais été lancée. En réalité, Malte a contacté Tripoli et leur a demandé de venir récupérer les exilés en mer. Les 500 migrants ont été renvoyés en Libye et emprisonnés à Benghazi.

PORTUGAL

Une trentaine de membres de la mouvance néo-nazi interpellés pour des crimes haineux contre des immigrés

Une opération d'ampleur, mobilisant 300 agents de police sur l'ensemble du territoire portugais, a permis l'arrestation de 37 personnes soupçonnées d'appartenir à *"une organisation criminelle responsable de la pratique des crimes de discrimination et d'incitation à la haine et à la violence, de menace aggravée et de coercition, d'infractions à l'intégrité physique qualifiée"*, indique la police judiciaire. Les suspects, âgés de 30 à 54 ans, *"présentent de lourds antécédents criminels et des liens avec des groupes internationaux promouvant la haine"*, elle affirme que 15 personnes avaient été mises en examen.

Les personnes arrêtées, qui seront présentées mercredi 21 janvier 2026 à un juge, ont *"adopté et diffusé l'idéologie nazie"* et agit *"sur des motifs racistes et xénophobes, dans le but d'intimider et de persécuter des minorités ethniques, en particulier des immigrés"*, ajoute la police. Selon les autorités, les suspects ont fondé une *"organisation criminelle hiérarchisée"*, dans le but de promouvoir la haine et la violence raciale. Lors de cette opération, 65 perquisitions ont été réalisées durant lesquelles les policiers ont saisi du matériel de propagande lié à l'extrême droite, ainsi que diverses armes.

D'après les médias locaux, ce groupuscule est lié à un néo-nazi déjà connu au Portugal pour des actes de violence raciste. Actuellement incarcéré, il aurait continué de donner des consignes à l'extérieur. L'enquête se concentre sur la diffusion de messages et d'autres contenus xénophobes et racistes sur les réseaux sociaux - qui se retrouvent dans des actions de rue violentes avec des slogans d'incitation à la haine contre les communautés immigrées. Les victimes étaient majoritairement des immigrés issus de pays musulmans d'Asie du Sud, a détaillé la presse locale. Le néo-nazi est à la tête du Grupo 1143, un mouvement politique islamophobe qui assume être prêt à se transformer en *"une organisation paramilitaire"* pour défendre les Portugais *"en cas de guerre civile"*, écrivait en 2024 le journal Libération. Très présents sur les réseaux sociaux et sur la messagerie Telegram, ses membres se filment taguant des slogans islamophobes sur les murs ou intimidant des personnes d'origine étrangères. Ils sont aussi à l'origine *"de création et de diffusion de fausses informations, propagande islamophobe, incitation à l'action de rue"*, indiquait encore Libération. Des membres du Grupo 1143 sont soupçonnés d'avoir agressé et volé un étranger d'origine indienne dans une station-service du pays, en octobre 2025. La victime, qui s'était arrêtée pour boire un café, a été encerclée par une dizaine d'hommes – qui voyageaient en groupe pour célébrer l'anniversaire de ce mouvement néo-nazi – qui l'on insulté et roué de coups. La personne, blessée, avait passé la nuit à l'hôpital.

Ces dernières années, la population étrangère a fortement augmenté au Portugal, avec notamment l'arrivée de nombreux travailleurs venus d'Inde, du Pakistan et du Bangladesh. Fin 2024, le nombre d'étrangers établis dans le pays ibérique dépassait 1,5 million d'immigrés, soit environ 15% de la population totale.

Dans le même temps, l'extrême droite portugaise a connu une forte progression

électorale. Dimanche 18 janvier 2026, elle a encore atteint un nouveau palier : le candidat populiste André Ventura, du parti Chega ("Assez" en français), s'est qualifié, pour la première fois, au second tour de l'élection présidentielle avec 23,5 % des voix, derrière le socialiste Antonio José Seguro qui a recueilli 31 % des suffrages.

Même sans arriver en tête du premier tour le 8 février prochain, le patron de Chega obtient *"une grande victoire, car il dépasse les partis de la droite traditionnelle et confirme son statut de chef de l'opposition"*, atteint lors des législatives de mai dernier, en obtenant 22,8% des voix et davantage de députés que le Parti socialiste, souligne une professeure de sciences politiques à l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques de l'Université de Lisbonne (ISCSP).

Le Portugal va verser 8,4 millions d'euros à l'UE pour ne pas accueillir de migrants venant d'autres États membres

Le Portugal devait accueillir 420 demandeurs d'asile se trouvant dans d'autres États membres de l'Union européenne mais Lisbonne a préféré payer les 8,4 millions d'euros prévus par le Pacte asile et migration en cas de refus. C'est ce que prévoit le Pacte européen sur l'asile et la migration : les États membres de l'Union européenne (UE) doivent se répartir un certain nombre de migrants se trouvant dans les pays de première arrivée. Si un État refuse, il doit s'acquitter d'une *"contribution calculée à partir d'une clé de répartition fondée à moitié sur le PIB et à moitié sur la taille de la population"*. Autre option : en cas de refus de relocalisation, les pays peuvent participer à des mesures de solidarité (déploiement de personnel, aide logistique et financière à d'autres pays...).

En décembre dernier, le Portugal a décidé de refuser d'accueillir les 420 demandeurs d'asile qui lui revenaient et a dû payer 8,4 millions d'euros en compensation.

Le montant est inscrit au Journal officiel de l'UE. La décision a été annoncée par le ministre de la Présidence lors d'une conférence de presse. Il l'avait justifiée en affirmant que le Portugal ne disposait pas des capacités d'accueil nécessaires pour les exilés. *"Nous n'étions pas les seuls, de nombreux pays ont également opté pour la méthode de compensation financière"*. Il a également fait valoir à Bruxelles que le pays *"subit également des pressions migratoires"* et que la Commission européenne n'a pas tenu compte de *"la réalité récente des migrations et de l'asile au Portugal"*.

En vertu du Pacte asile et migration, les États membres de l'UE doivent, en 2026, se répartir environ 30 000 migrants arrivés dans quatre pays de première arrivée (Italie, Espagne, Grèce et Chypre). Le Portugal devait accueillir 2% de ces personnes, soit 420 migrants.

Le nouveau Pacte asile et migration doit entrer en vigueur d'ici la mi-juin 2026. Celui-ci vise à répartir plus équitablement la prise en charge des demandeurs d'asile sur le sol européen afin d'éviter que les pays en première ligne, considérés par Bruxelles comme étant sous *"pression migratoire"*, ne supportent plus à eux seuls la gestion des demandes. Le Pacte a fixé un seuil minimal de 30 000 relocalisations chaque année. Mathématiquement, cela revient à un peu plus de 1 000 migrants par pays. *"D'un point de vue logistique, c'est assez facile de prendre 1 000 personnes à un autre pays : tu envoies des bus, des avions"*, soutenait un diplomate européen fin septembre 2025. Mais *"c'est politiquement que c'est très compliqué"*.

Six pays pourront être exemptés de leur devoir de solidarité ou demander une baisse de leur contribution *"en raison des pressions cumulées des cinq dernières années"*.

Ces six pays dits "*à situation migratoire significative*" sont la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Croatie, l'Autriche et la Pologne.

SUEDE

Les demandes d'asile en Suède ont baissé de 30% sur un an

Le nombre de demandeurs d'asile enregistrés était de 6 735 en 2025, contre 9 645 en 2024. L'immigration liée à l'asile reste à son niveau le plus bas depuis 40 ans. "*Le rythme a été très soutenu*", a déclaré vendredi 9 janvier 2026 le ministre suédois des Migrations. "*En 2025, le nombre de demandeurs d'asile en Suède a continué de baisser. C'est une baisse importante (...) de 30% en seulement un an*".

A moins d'un an des élections législatives dans le pays, il a énuméré, lors d'une conférence de presse, les réformes entreprises depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur soutenu par le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD), toutes destinées à restreindre l'immigration : durcissement des conditions d'obtention de la citoyenneté et du regroupement familial et surtout forte augmentation de l'aide financière au retour des migrants dans leur pays d'origine,

Depuis le 1er janvier 2026, en effet, l'aide financière au retour peut atteindre 30 000 euros - contre 2 300 euros auparavant. À Stockholm, le social-démocrate adjoint au maire dénonce : "*On va perdre une main-d'œuvre qualifiée dont nous avons besoin. Nous avons un gouvernement incroyablement peu sérieux. Et surtout un gouvernement mal informé. Ils sont aveuglés par leur idéologie*".

Pour le ministre, c'est au contraire, une victoire. Un peu plus de 8 000 personnes ont quitté la Suède pour rejoindre leur pays d'origine en 2025. "*Si je fais le bilan du mandat jusqu'à présent [entre 2022 et 2025], on constate que le nombre [de demandes d'asile] a diminué de près de 60% et que, dans le même temps, les retours ont augmenté de 60%*". Le pays a accordé 79 684 permis de séjour au total en 2025, dont 6% pour des motifs liés à l'asile (4 700), selon des chiffres de l'Office national des migrations. C'est moins qu'en 2024, où un total de 82 857 permis avaient été octroyés, dont 6 250 permis de séjour pour l'asile.

Plusieurs chantiers de réformes sont en cours pour l'année 2026, et le gouvernement entend avancer rapidement avant la tenue des élections législatives le 13 septembre 2026. Il examine actuellement la possibilité de révoquer la citoyenneté suédoise des citoyens binationaux sous certaines conditions (condamnés pour crime, appartenance à un gang...). En avril 2025, les autorités avaient aussi fait part de leur volonté d'introduire dans la législation un critère de « conduite honnête » aux migrants sous peine de voir révoquer ou refuser leur titre de séjour.

En janvier 2025, était annoncé que, pour devenir suédois, un étranger devrait avoir vécu huit ans en Suède - contre cinq ans auparavant -, passé un test de connaissances de la société et des valeurs suédoises, et réussi un examen de langue.

Une autre proposition avait suscité un tollé dans le pays en mai 2024 : la coalition au pouvoir avait proposé une loi visant à obliger les travailleurs du secteur public à dénoncer aux autorités les personnes sans-papiers avec lesquelles ils sont en contact. La mesure, jugée raciste et discriminatoire, s'était cependant heurtée à une très forte opposition au sein des services publics, qui avait appelé à la "*désobéissance civile*".

Après l'Allemagne, la Suède a été le deuxième pays au sein de l'Union européenne à avoir accueilli le plus grand nombre de Syriens fuyant la guerre civile en

2015 et 2016. Sur les 163 000 demandeurs d'asile en 2015, plus de 50 000 venaient de Syrie, selon les chiffres de l'autorité suédoise de statistiques.

EUROPE

BALKANS

L'hiver impitoyable sur la route migratoire des Balkans

Trois Soudanais qui traversaient la Bosnie-Herzégovine ont dû être amputés des jambes et de leurs doigts. Sans chaussures et sans vêtements adaptés au froid hivernal, les trois hommes souffraient de gelures sévères. Les trois Soudanais ont été retrouvés mi-décembre près de Bihac, dans le nord-ouest de la Bosnie, proche de la frontière avec la Croatie. Ils passent actuellement leur convalescence dans une maison de retraite pour personnes âgées et handicapées à Sarajevo, après avoir été opérés en urgence à une centaine de kilomètres plus au nord, dans la ville de Tuzla.

"Les trois hommes ont subi une amputation des deux jambes sous le niveau du genou en raison de graves gelures. De plus, deux d'entre eux ont également subi l'amputation de plusieurs doigts et d'une partie de leurs mains", a expliqué le 8 janvier 2026 le fondateur de l'association locale Djeluj.ba, qui vient en aide aux migrants et aux réfugiés et participe à la recherche de personnes disparues. "Pendant leur séjour à Tuzla et maintenant à Sarajevo, je me suis personnellement assuré qu'ils recevaient suffisamment de nourriture, de vêtements, de vitamines et d'autres produits de première nécessité pour faciliter leur vie quotidienne".

Selon leurs propres témoignages, les trois Soudanais ont entrepris un long et pénible voyage, passant la plus grande partie de leur temps en Libye, où ils ont décrit des conditions *"extrêmement difficiles et inhumaines"*. De là, ils ont traversé la Turquie, la Grèce, la Macédoine du Nord et le Monténégro avant d'arriver en Bosnie-Herzégovine. *"Leur objectif était d'atteindre l'Allemagne. Deux d'entre eux ont des enfants. La guerre et la pauvreté les ont contraints à quitter le Soudan, il veulent assurer un avenir meilleur et plus sûr à leurs familles"*. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui est responsable de la prise en charge des trois hommes, finance les frais de santé à Sarajevo. Par ailleurs, ils sont soutenus par l'ONG SOS BalkanRoute, qui met notamment à leur disposition des fauteuils roulants.

Les trois Soudanais auraient été retrouvés sans chaussures ni vêtements chauds. Des habitants de la région les ont aperçus et ont contacté la police, selon un responsable politique local, au Balkan Investigative Reporting Network (BIRN) dans un article publié le 18 décembre par le site d'information Balkan Insight.

D'après les médias locaux, la police bosniaque a ouvert une enquête. Les trois hommes ont officiellement exprimé leur intention de demander l'asile en Bosnie. Mais le fondateur de l'association locale Djeluj.ba reste sceptique. *"Fort de mes neuf années d'expérience auprès des réfugiés, je dois dire en toute honnêteté que leur avenir en Bosnie-Herzégovine n'est pas prometteur. Le système ne fonctionne pas correctement"*, observe-t-il, en soulignant que ce pays des Balkans ne dispose d'aucune approche structurée à long terme pour le rétablissement et la rééducation, mais aussi l'intégration des trois migrants. Il estime que le gouvernement bosniaque ne fait pas assez pour aider ces trois hommes. *"Comme beaucoup d'autres réfugiés, ces hommes sont largement livrés à la merci des institutions et de l'Organisation internationale pour les migrations. Dans ce cas précis, la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État n'a rien fait. Tout ce qui a été fait et continue d'être fait*

pour eux vient de citoyens ordinaires, de personnes bienveillantes et d'organisations non gouvernementales."

Des questions subsistent quant à la raison pour laquelle les migrants ont été envoyés à l'hôpital de Tuzla, plutôt qu'à Sarajevo. Il rappelle qu'il ne s'agit pas de cas isolés. Quelques jours après la découverte du groupe de Soudanais, SOS BalkanRoute a aidé un autre Soudanais dans la même région. Lui aussi souffrait de graves gelures. *"Cela montre une tendance claire et un échec humanitaire continu, et non une tragédie ponctuelle"*. Selon lui, *"les grandes organisations internationales, ainsi que les autorités bosniaques, ne veulent pas que ces histoires soient discutées publiquement."* *"Pourquoi ces hommes ont-ils été transférés à Tuzla au lieu d'être soignés à Sarajevo, qui dispose d'hôpitaux plus grands et mieux équipés ? Qui a pris cette décision et qui en était responsable ? Ces questions restent sans réponse"*, note le jeune militant.

La Bosnie-Herzégovine, pour l'heure candidate à l'adhésion à l'Union européenne (UE), constitue un important pays de transit sur la route migratoire des Balkans, empruntée par les personnes qui tentent de rejoindre un pays de l'UE.

ROYAUME-UNI

Un site militaire accueille 27 demandeurs d'asile

"Ce n'est qu'un début" a déclaré la ministre britannique de l'Intérieur jeudi 22 janvier 2026, alors que 27 premiers demandeurs d'asile (tous des hommes) étaient envoyés dans le site militaire de Crowborough, dans le sud du Royaume-Uni, pour y être hébergés le temps de l'examen de leur dossier. Ces demandeurs d'asile sont les premiers à être accueillis dans ce type d'hébergements depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste à l'été 2024. Les autorités britanniques souhaitent généraliser l'hébergement des demandeurs d'asile dans ce type d'hébergements. Selon un communiqué du gouvernement, jusqu'à 500 personnes devraient être hébergées au cours des prochains mois sur le site de Crowborough. *"Il s'agit de l'un des deux camps militaires identifiés par les ministres pour accueillir 900 personnes, l'autre se trouvant à Inverness"*.

L'hébergement des demandeurs d'asile sur des sites militaires est censé pallier l'utilisation d'hôtels. Environ 32 000 demandeurs d'asile (soit 30 % des demandeurs d'asile présents au Royaume-Uni) sont aujourd'hui hébergés dans quelque 200 hôtels. Mais le nombre a déjà été bien plus important : quelque 400 hôtels hébergeaient plus de 55 000 demandeurs d'asile précédemment. Le gouvernement britannique *"s'est retrouvé confronté à un fort besoin d'hébergement d'urgence à partir de 2020"*, indiquait une chercheuse spécialiste des migrations à l'université de Sheffield, en septembre dernier. Cette année-là, le phénomène des traversées de la Manche en "small boats" qui a débuté en 2018, est en pleine progression et les chiffres des arrivées irrégulières au Royaume-Uni grimpent rapidement. *"À la fin du premier trimestre 2020, seuls 5 % des demandeurs d'asile étaient hébergés dans des logements d'urgence, mais au 31 mars 2025, près d'un tiers d'entre eux séjournaient dans ce type d'établissements, principalement des hôtels"*, indiquait un rapport consacré au sujet (publié en août 2025).

L'hébergement en hôtels des demandeurs d'asile est revenu sur le devant de la scène politique durant l'été 2025, lors d'importantes manifestations à la suite de l'agression d'une jeune fille par un demandeur d'asile hébergé dans un hôtel, à Epping près de Londres. Pour tenter de calmer les manifestants, le gouvernement a promis de mettre un terme à l'hébergement en hôtel des demandeurs d'asile qui a fortement progressé dans le pays

depuis 2020. L'hébergement sur des sites militaires est présenté depuis le début par le gouvernement comme la meilleure solution pour vider les hôtels des demandeurs d'asile d'ici 2029.

"L'immigration clandestine exerce une pression considérable sur les communautés. C'est pourquoi nous supprimons les incitations qui attirent les migrants clandestins en Grande-Bretagne, en fermant les hôtels pour demandeurs d'asile qui nuisent aux communautés. Crowborough n'est qu'un début. Je vais fermer tous les hôtels pour demandeurs d'asile les uns après les autres jusqu'à ce qu'ils soient tous fermés et rendus aux communautés locales », a ainsi déclaré jeudi 22 janvier 2026 la ministre.

Mais ce changement de stratégie pour héberger les demandeurs d'asile ne convainc pas une grande part de la population britannique, tant parmi les défenseurs des droits des migrants que chez les Britanniques qui s'opposent à leur accueil près de leur lieu de vie. *"C'est une nouvelle catastrophe annoncée. Grâce à notre travail à Wethersfield et Napier, nous savons à quel point ces camps sont néfastes pour la santé mentale des personnes. La nature physique de ces sites isole les personnes et les traumatise à nouveau"*, a dénoncé l'organisation d'aide aux migrants Care4Calais, faisant référence aux deux sites militaires utilisés comme centre d'hébergement sous les précédents gouvernements. Les deux sites avaient fait l'objet de nombreuses critiques de la part d'ONG. Dans un rapport publié en mai 2025 sur le site de Wetherfield, médecins sans frontières et Doctor of the world avaient appelé à sa fermeture.

Au niveau local, l'annonce passe mal également. Une pétition a été lancée contre l'hébergement de demandeurs d'asile dans le site militaire de Crowborough et un groupe d'habitants a *"intenté une action en justice contre le gouvernement"* à ce sujet. Des centaines de personnes ont manifesté chaque week-end, ces dernières semaines, contre le projet d'héberger des demandeurs d'asile à proximité de la ville. Parmi les arguments des opposants à l'accueil des exilés à Crowborough : la présence des exilés risquerait de nuire à la sécurité des habitants des environs. Pour répondre à ces préoccupations, le ministère de l'Intérieur a déclaré que des *"mesures de sécurité et de protection du public rigoureuses"* étaient en place à Crowborough, ainsi qu'un service de sécurité spécialisé sur place et un système de vidéosurveillance fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. *"Tous les demandeurs d'asile auront fait l'objet d'une vérification dans les bases de données policières, criminelles et d'immigration avant leur arrivée"*, a ajouté le ministère.

Des milliers d'opérations de police contre le travail dissimulé

Selon le ministère britannique de l'Intérieur, les descentes de police et les arrestations dans les entreprises pour lutter contre le travail dissimulé ont atteint leur *"niveau le plus élevé de l'histoire"*. Ce tour vise à démanteler l'*"économie souterraine"*, affirment les autorités, qui voient dans le travail illégal un facteur clé de l'immigration clandestine au Royaume-Uni.

Selon les chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur, les équipes chargées de l'application des lois sur l'immigration ont mené plus de 17 400 descentes dans des entreprises entre juillet 2024 et fin décembre 2025, soit une augmentation de 77 % par rapport aux 18 mois précédents. Ces opérations ont conduit à plus de 12 300 arrestations, un chiffre en hausse de 83 %.

Ces opérations ont visé des établissements où les salaires sont souvent versés en espèces et non déclarés au gouvernement. Elles ont notamment été menées dans des bars à ongles, des stations de lavage automobile, des salons de coiffure, des restaurants qui

proposent des plats à emporter, des chantiers de construction et des entrepôts. Le plus grand nombre d'interpellations a eu lieu à Londres, avec plus de 2 100 personnes arrêtées en 2025, soit une augmentation de 47 % par rapport à l'année précédente. L'année dernière, un financement supplémentaire de 5 millions de livres sterling (environ 5,7 millions d'euros) a été alloué à la mise en œuvre des lois sur l'immigration.

Des défenseurs des droits de l'homme critiquent le gouvernement pour présenter ces opérations de police comme une réussite. Pour la Plateforme pour la coopération internationale sur les migrants sans papiers (PICUM), il s'agit d'une *"attaque honteuse contre les travailleurs dont l'activité soutient et enrichit des secteurs entiers de l'économie britannique, alors que ces travailleurs courent un risque important d'exploitation. Ces descentes ne résolvent rien ; au contraire, elles donnent plus de pouvoir aux entreprises qui tirent profit de l'exploitation et sèment la peur et le racisme dans nos communautés."* *"Le Royaume-Uni, tout comme l'Union européenne (UE), devraient investir dans des permis de travail décents qui permettent aux gens de vivre et de travailler en toute sécurité, mais aussi dans des mesures de protection qui permettent aux travailleurs de signaler les abus et d'accéder à la justice sans risquer la détention ou l'expulsion. Il faut des politiques qui renforcent les économies et rendent les sociétés plus justes. Les travailleurs, quels que soient leurs papiers, devraient être protégés et pouvoir s'émanciper; et non être attaqués à des fins politiques"*.

La ministre britannique de l'Intérieur défend toutefois ces arrestations et coups de filet. Pour elle, *"il n'y a pas de place pour le travail illégal dans nos communautés"*. Elle explique que *"c'est pourquoi nous avons intensifié les mesures de contrôle à des niveaux jamais vus dans l'histoire britannique, afin que les migrants illégaux travaillant dans l'économie souterraine n'aient nulle part où se cacher. Je ne reculerai devant rien pour rétablir l'ordre et le contrôle à nos frontières."*

Le gouvernement britannique s'est également tourné vers TikTok pour publier des vidéos de ces opérations de police. On y voit des arrestations de personnes suspectées de travailler sans autorisation et menottées, puis embarquées sur ce qui serait un vol d'expulsion. Le compte "securebordersuk" a publié pour l'heure cinq vidéos de 20 à 30 secondes chacune. Le compte a été créé le 13 janvier 2026 et compte actuellement près de 10 000 abonnés.

L'un des utilisateurs a commenté : *"Notre gouvernement a créé ce compte répugnant, juste après qu'une femme ait été mortellement blessée par balle aux Etats-Unis par l'ICE! Le seul contrôle qui doit être rétabli est celui du peuple sur ce gouvernement déconnecté et avide de pouvoir !"* Un autre utilisateur nommé écrit : *"Ce n'est pas le bon moment pour publier ça. Surtout avec tout ce qui se passe dans le monde en ce moment. Nous ne sommes pas en Amérique, et nous ne voulons pas de cela."* D'autres utilisateurs qualifient les descentes de police de *"nécessaires"*. La vidéo la plus regardée, visionnée plus de 100 000 fois, a recueilli plus de 500 commentaires.

Selon le gouvernement, ce compte TikTok permettrait de toucher un public plus large, de lutter contre les fausses informations en ligne et d'atteindre directement les migrants qui envisagent de se rendre au Royaume-Uni.

Ces opérations se sont déroulées dans un contexte d'arrivées record de migrants aux Royaume-Uni. Les défenseurs d'une politique de fermeté estiment que l'économie souterraine employant des migrants sans papiers constituerait un *"facteur d'attraction"* qui encouragerait la dangereuse traversée de la Manche.

Le gouvernement britannique a mis en œuvre des réformes radicales visant à

restreindre l'emploi des migrants en situation irrégulière. Au-delà des descentes de police, les autorités multiplient ainsi les contrôles dans les entreprises du secteur de la construction, des services comme la livraison, ou encore les salons de beauté. Les employeurs qui ne se soumettent pas à ces contrôles s'exposent à des amendes pouvant atteindre 60 000 livres sterling (environ 69 000 euros) par travailleur, à la fermeture de leur entreprise et à des peines pouvant aller jusqu'à 5 ans d'emprisonnement.

En novembre 2025, le gouvernement a présenté ses plans de refonte du système d'immigration dans un document d'une trentaine de pages pour *"rétablir l'ordre et le contrôle"*. Ces plans décrivent un système de protection plus limité et temporaire tout en respectant les obligations internationales. Les réfugiés bénéficieraient d'un permis de séjour de 30 mois au lieu de cinq ans, renouvelable uniquement si la protection est toujours nécessaire. La résidence ne serait plus automatique : un réfugié devrait passer jusqu'à 20 ans au Royaume-Uni avant de pouvoir prétendre à un statut de séjour illimité.

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a critiqué ce modèle de *"protection de base"* temporaire, avertissant que l'octroi d'un permis de séjour de seulement 30 mois créerait une incertitude prolongée, entraverait l'intégration et imposerait une charge financière et administrative inutile aux autorités. Le HCR a rappelé que la notion de réfugié diffère de celle de migrant et appelle le Royaume-Uni à accorder aux réfugiés un statut stable, leur permettant de reconstruire leur vie et de retrouver leur famille. *"Les réfugiés ne sont pas des migrants. Ce sont des personnes qui fuient les conflits, l'instabilité et les violations des droits humains, des circonstances que personne ne choisirait volontairement"*, note le HCR.

Le gouvernement renonce à une carte d'identité obligatoire pour travailler

En septembre 2025, le Premier ministre avait affirmé qu'une carte d'identité numérique obligatoire pour les ressortissants britanniques comme pour les résidents étrangers rendrait *"le travail illégal plus difficile"* dans le pays. *"Nous devons savoir qui se trouve dans notre pays"*, avait-il déclaré. Cette proposition constituait une petite révolution dans un pays historiquement réticent aux contrôles d'identité et où il n'existe pas de carte d'identité nationale. Le projet avait suscité une vive inquiétude et alimenté un flot de désinformation provenant notamment de l'extrême droite.

Mercredi 14 janvier 2026, l'exécutif est donc revenu sur cette initiative. La ministre des Finances a assuré qu'il serait toujours obligatoire de disposer d'un document d'identité numérique pour travailler au Royaume-Uni, tout en reconnaissant l'abandon de l'idée d'un document unique. *"La question est maintenant de savoir s'il doit s'agir d'un seul document d'identité, d'une carte d'identité numérique, ou s'il peut s'agir d'un visa électronique ou d'un passeport électronique"*, a-t-elle expliqué, soulignant la souplesse du gouvernement quant à la forme que prendra cette obligation.

Cette décision a immédiatement suscité des réactions politiques. *"Bon débarras"*, a lancé la cheffe de l'opposition conservatrice, qualifiant la mesure abandonnée de *"très mauvaise politique"*. Le dirigeant du parti anti-immigration Reform UK, a de son côté salué *"une victoire pour la liberté individuelle contre un gouvernement autoritaire et effroyable"*.

Selon le quotidien The Times, il s'agit du treizième revirement du gouvernement travailliste depuis son arrivée au pouvoir en juillet 2024. L'exécutif a déjà dû renoncer à plusieurs réformes ces derniers mois, notamment à son projet de réduction des prestations d'invalidité et de maladie, abandonné début juillet 2025 après une fronde

au sein de sa majorité.

La question de la création d'une carte d'identité fait débat depuis des années au Royaume-Uni. Une tentative similaire avait déjà été menée au début des années 2000 sous le gouvernement travailliste de Tony Blair. La loi, votée en 2006, avait finalement été abrogée en 2011 par le gouvernement conservateur qui lui a succédé.

Record d'arrestations pour travail illégal

Bar à ongles, sociétés de lavage de voiture, restaurants, barbiers... Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste en juillet 2024, les autorités britanniques ont mené plus de 17 400 raids dans des entreprises du pays employant des personnes sans-papiers. Un chiffre jamais atteint au Royaume-Uni.

Le 1er mai 2025, trois travailleurs vietnamiens en situation irrégulière ont été interpellés dans un bar à ongles de Belfast, en Irlande du nord. Le 28 juin, quatre personnes, originaires de Roumanie, d'Éthiopie et de Jordanie, ont été arrêtées à Bangor, au Pays de Galles, pour travail illégal dans une société de lavage de voiture. Le 25 octobre, ce sont trois travailleurs chinois sans-papiers qui ont été appréhendés dans un restaurant asiatique de Londres.

Les arrestations se sont multipliées ces dix-huit derniers mois au Royaume-Uni. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste en juillet 2024, plus de 17 400 raids ont été menés et 12 300 arrestations ont été effectuées, a indiqué le gouvernement britannique lundi 12 janvier 2026. Les entreprises visées sont principalement des bars à ongles, des sociétés de lavage de voiture, des barbiers, des entreprises du secteur de la construction et de la restauration, ou encore des services de livraison.

Ainsi, les descentes de police enregistrent une hausse de 77 % sur 18 mois ; et les arrestations, une augmentation de 83 %. Londres, les West Midlands et le Sud-Ouest ont vu le plus grand nombre d'arrestations. Plus de 2 100 interpellations ont eu lieu à Londres durant cette période, soit une hausse de 47 %. *"Les arrestations pour travail illégal et les raids ont atteint le plus haut niveau de l'histoire du Royaume-Uni"*, s'est félicité le gouvernement. Sur le total des 12 300 arrestations, 1 726 personnes ont été expulsées vers leur pays d'origine. *"Il n'y a pas de place pour le travail illégal dans notre société. (...) Je ne reculerai devant rien pour rétablir l'ordre et le contrôle de nos frontières"*, a insisté la ministre de l'Intérieur.

Cette hausse des arrestations s'inscrit dans le cadre de l'application de la nouvelle loi sur l'immigration, qui a augmenté de 5 millions d'euros le financement pour arrêter, détenir et éloigner les personnes travaillant illégalement au Royaume-Uni. Des contrôles plus stricts du droit au travail ont également été introduits, de sorte que les travailleurs occasionnels, temporaires ou sous-traités sont obligés de prouver leur statut administratif. *"La répression du travail illégal s'appuie sur les efforts de ce gouvernement pour rétablir l'ordre dans le système d'immigration et mettre fin à l'appât du travail illégal que les gangs utilisent pour vendre des places sur de petits bateaux"*

Avec sa nouvelle loi, le gouvernement veut ainsi rendre *"moins attrayant"* le Royaume-Uni pour les migrants. Beaucoup d'entre eux, qui attendent dans le nord de la France en espérant traverser la Manche, pensent en effet qu'il est plus facile de travailler au Royaume-Uni sans-papiers.

Or travailler en situation irrégulière n'est pas sans risque au Royaume-Uni, car

c'est passible de prison, mais aussi car les personnes sans papiers sur le territoire britannique sont des proies faciles pour des patrons peu scrupuleux qui sous-paient leurs salariés, ne respectent pas les conditions de sécurité au travail ou vont jusqu'à confisquer les passeports de leurs employés.

Les stations de lavage de voiture à la main "Car Wash", que l'on retrouve en bordure des routes ou dans les parkings des supermarchés britanniques, sont fréquemment pointées du doigt par les ONG anglaises. Des salariés étrangers, souvent sans papiers, y travaillent jusqu'à 12 heures par jour pour un salaire quotidien de 40 pounds (44 euros), révélait en 2018 un rapport conjoint de l'université de Nottingham et du bureau du commissaire indépendant à la lutte contre l'esclavage.

AFRIQUE

ALGERIE

L'Algérie a expulsé plus de 34 000 migrants vers le Niger en 2025, un record

En 2025, l'Algérie a expulsé 34 236 migrants vers le Niger, selon l'ONG Alarme Phone Sahara (APS), qui porte secours aux personnes abandonnées dans le désert ; 31 404 en 2024. Un chiffre qui dépassait déjà toutes les données recensées les années précédentes dans la région, y compris en 2023 quand 26 031 personnes avaient été refoulées. D'après l'ONG, "il est certain que le nombre réel dépasse même largement les chiffres documentés [en 2025], *étant donné que dans plusieurs cas, les structures locales n'ont pas été en mesure de recenser le nombre de personnes embarquées dans ces convois*".

Face à ces arrivées massives le Niger avait annoncé en mai vouloir appuyer l'Organisation internationale de la migration (OIM) pour accélérer le rapatriement d'environ 4 000 migrants dans leur pays d'origine. Les autorités nigériennes disaient vouloir ainsi éviter un "désastre humanitaire".

Mais ces "retours volontaires" prennent du temps. De manière générale, l'OIM est tributaire des processus imposés par les États d'origine pour délivrer les laissez-passer. Chaque nouvelle exigence de ces derniers - entretiens en vidéoconférence avec le migrant, formulaires rébarbatifs, etc. - entraîne un peu plus de retard pour les migrants originaires de ces pays, bloquant ainsi tout le processus et provoquant l'embolie du système d'accueil onusien sur le territoire nigérien. Cette surpopulation de migrants - notamment à Assamaka et Agadez – concentre toutes les frustrations.

En avril, la junte nigérienne a estimé que les arrivées massives de migrants non-nigériens risquent de "*perturber l'équilibre sécuritaire*" du Niger déjà confronté aux attaques jihadistes sur plusieurs pans.

Depuis 2014, des migrants irréguliers nigériens mais aussi d'autres pays africains, dont des femmes et des mineurs, sont fréquemment refoulés d'Algérie, point de transit vers l'Europe. Mais ces dernières années, les expulsions ont donc pris une autre ampleur. "*La collaboration entre les pays du Maghreb dans la lutte contre les personnes en mobilité, encouragée par les États membres de l'UE, et les expulsions en chaîne depuis la Tunisie et l'Algérie sont l'une des raisons pour lesquelles, en 2024 et 2025, encore plus de personnes ont été embarquées dans les convois d'expulsion que déjà les années précédentes*", explique Alarme Phone Sahara.

Les migrants nigériens arrivent par convois dits "officiels", à bord de véhicules et pris en charge par les autorités locales. Mais les autres migrants africains, majoritaires, sont débarqués au "point zéro", zone désertique délimitant la frontière entre les deux pays. Dans des conditions climatiques extrêmes, ils doivent parcourir à pied 15 km, sans eau ni nourriture, pour atteindre Assamaka au Niger, où se trouve le centre de transit de l'Organisation internationale des migrations (OIM), le bras de l'ONU qui assiste les "retours volontaires" des migrants vers leur pays d'origine.

"Les forces de sécurité algériennes n'épargnent personne. Régulièrement, de nombreuses femmes et enfants, souvent même des bébés, se trouvent parmi les personnes expulsées", et "de nombreuses personnes arrivent avec des blessures et des traumatismes infligés par les forces de sécurité".

Alarme Phone Sahara a documenté, en 2025, sept cas de décès dans la région "provoqués par les conditions des expulsions". Mais combien meurent sans laisser de traces ? Chaque année, de nombreux exilés disparaissent dans le Sahara. Ils peuvent se perdre, mourir de déshydratation, ou être victimes de ruses mafieux.

Retour des sans-papiers en Algérie : l'appel du président n'entraînera sans doute pas de "retour massif" des jeunes

Dimanche 11 janvier, lors d'un Conseil des ministres auquel il assistait, le président algérien a annoncé la promulgation d'un décret visant à régulariser les migrants en "situation irrégulière" et "précaires" à l'étranger "n'ayant commis aucune infraction majeure dans les pays hôtes". Ces migrants irréguliers "pourront rentrer sans crainte à Alger".

Sans crainte ? Car depuis 2009, la loi algérienne prévoit des sanctions contre les Algériens qui ont fui le pays. *"S'ils rentrent, ils ne risquent rien"*, promet le gouvernement algérien *"à condition qu'ils s'engagent à ne pas récidiver"*, précise le document officiel. *"Ces jeunes se trouvent aujourd'hui loin de leur patrie, de leurs proches et de leurs amis, souffrent de pauvreté extrême et de misère, et sont réduits à exécuter des tâches humiliantes, tandis que certains sont instrumentalisés contre leur pays"*, peut-on lire dans le communiqué. Seuls les auteurs *"de crimes de sang, de trafic de drogue et d'armes, ainsi que toute personne ayant collaboré avec des services de sécurité étrangers dans le but de porter atteinte à sa patrie"* sont exclus de cette amnistie.

Pour la chercheuse spécialiste de l'Algérie à l'université Bordeaux-Montaigne, ce "geste de conciliation" à l'égard de ces jeunes Algériens constitue *"une initiative symboliquement forte"*. *"Cependant, le crédit à accorder à ces déclarations reste mesuré. Les modalités précises du décret annoncé, son champ d'application et son articulation avec la législation existante ne sont pas encore clairement établis."*

Pourquoi cette main tendue de la présidence intervient-elle maintenant ? Pour la spécialiste, *"il s'agit d'un message politique destiné à réaffirmer l'autorité de l'État et son souci de reprendre la main sur la question migratoire"*. L'annonce présidentielle peut aussi être interprétée *"comme une tentative de préserver la cohésion et l'intégrité du pays, en renouant le lien avec une jeunesse perçue comme en rupture."*

Selon Jeune Afrique, les procédures de régularisation se feront dans les consulats d'Algérie, et les personnes concernées se verront remettre de nouveaux passeports algériens. Cette décision pourrait concerner des dizaines de milliers de jeunes, des "harragas", littéralement *"brûleurs de frontières"*, qui ont fui leur pays via des réseaux

de passeurs pour venir en Europe. Ces dernières années, les embarcations de fortune parties d'Algérie se sont remplies de jeunes voire même de familles entières. La route de la Méditerranée Algérie-Baléares est ainsi devenue en 2025 *"la principale route de transit vers l'Espagne"*, selon Caminando Fronteras. Selon Frontex, l'immigration irrégulière depuis l'Afrique du Nord à destination de l'Europe - et de l'Espagne - a même augmenté de 14 % en 2025 par rapport à l'année précédente. La majorité des départs (19 400) se font depuis l'Algérie.

Cette migration s'accroît mais elle n'est pas nouvelle. En octobre 2021, le vice-président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) évoquait déjà des phénomènes de *"harga [ou harraga] familiale inédite"*, qui trouvait racine dans la morosité économique plombant le pays depuis 2014 et la chute du cours du pétrole. *"Ces jeunes ont quitté l'Algérie au péril de leur vie dans l'espoir d'améliorer leurs conditions d'existence"*, explique un chercheuse. *"Leur projet migratoire repose avant tout sur la recherche d'un avenir économique et social plus stable"*.

Alors les jeunes Algériens seront-ils sensibles à cette main tendue par leur président ? Rien n'est moins sûr, avance-t-elle. *"Si le président affirme que la situation économique s'améliore en Algérie et que le pays est engagé dans une dynamique de développement, ces discours restent, pour beaucoup, insuffisants en l'absence de mesures concrètes."* Il est donc *"peu probable"* que les déclarations du président algérien *"entraînent un retour massif"*. "Sans garanties tangibles, tant sur le plan juridique que sur le plan social et économique, cette jeunesse demeurera prudente et hésitante face à l'idée d'un retour durable en Algérie."

Mais au-delà des frontières algériennes, les annonces du président pourraient-elle être perçues comme un geste d'apaisement par Paris, à l'heure où le dialogue entre les deux pays est tendu sur la question migratoire ? Sans doute, affirme la chercheuse, qui estime que ces *"déclarations peuvent s'inscrire dans une réouverture du dialogue diplomatique"* difficile depuis plusieurs années entre Paris et Alger. La France accueille la plus importante communauté algérienne à l'étranger, *"y compris une part non négligeable de personnes en situation irrégulière"*. Les tensions *"se cristallisent notamment autour des personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), dans un contexte où Alger a longtemps été accusée par Paris de refuser ou de ralentir la délivrance des laissez-passer consulaires nécessaires aux expulsions"*, rappelle la chercheuse. *"Cette situation a contribué à politiser la question migratoire et à en faire un levier diplomatique entre les deux États."*

Depuis des années, Paris reproche en effet à Alger de ne plus délivrer ces laissez-passer consulaires, sésames indispensables pour procéder à l'éloignement des ressortissants sans-papiers - et sans passeports.

Les Algériens sous OQTF représentent le plus gros contingent de personnes dans les centres de rétention administrative en France, en vue de leur expulsion. En 2024, l'association La Cimade rappelait que l'écrasante majorité des retenus étaient maghrébins : un peu plus de 5 000 Algériens, 1 900 Tunisiens et 1 700 Marocains étaient passés par des CRA cette année-là. Des chiffres loin devant les autres nationalités : 700 Roumains, 450 Albanais, 350 Guinéens, 300 Afghans ou encore 300 Ivoiriens.

L'Algérie a intercepté 24 071 migrants sur son sol en 2025

Les forces algériennes ont interpellé 24 071 migrants en situation irrégulière dans le pays au cours de l'année 2025, indique le ministère de la Défense, lundi 5 janvier

2026. Lorsque les exilés sont interpellés Algérie, ils sont généralement expulsés près de la frontière nigérienne et abandonnés dans le désert. *"Dès qu'il y a des rafles dans le pays visant les Noirs, les gens sont envoyés dans les zones désertiques"*, assure le coordinateur d'Alarme Phone Sahara (APS) au Niger, une association qui vient en aide aux migrants dans le désert. L'Algérie a "recours à une politique d'arrestations arbitraires et d'expulsions collectives sur la base d'un profilage ethnique et racial", selon Amnesty International. L'ONG doute du chiffre avancé par Alger, et pense qu'il est sous-estimé. *"Cela ne reflète pas la réalité de la situation. Rien qu'entre janvier et mai 2025, environ 22 000 personnes ont été expulsées d'Algérie vers le Niger"*.

Du côté d'Alarme Phone Sahara aussi, on s'interroge. La plateforme est actuellement en train de travailler sur son rapport annuel des expulsions et *"il semblerait que le nombre total en 2025 dépasse celui de l'année précédente"*. En 2024, au moins 31 404 personnes avaient été envoyées vers la frontière nigérienne depuis l'Algérie. En 2023, l'association avait comptabilisé 26 031 refoulés. *"On observe depuis 2023 une augmentation des expulsions en chaîne, au cours desquelles des personnes sont expulsées [depuis la] Tunisie, souvent après des 'pushbacks' en mer, vers la frontière algérienne, puis par les forces de sécurité algériennes vers la frontière nigérienne"*, expliquait l'organisation.

Depuis des années, les ONG dénoncent ces expulsions, qui sont contraires au droit international. Lorsqu'ils sont arrêtés, les migrants sont conduits jusqu'au Point zéro, au-delà de Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie et livrés à eux-mêmes en plein désert. Sans eau ni nourriture, ils doivent parcourir à pied pendant des heures le chemin vers Assamaka, au Niger, où se trouve le centre de transit de l'Organisation internationale des migrations (OIM), le bras de l'ONU qui assiste les *"retours volontaires"* des migrants vers leur pays d'origine.

Depuis 2017, de nombreux témoignages d'exilés ont été expulsés d'Algérie après avoir été arrêtés dans leur quotidien ou bien à la suite d'une tentative de traversée de la Méditerranée avortée. *"Au bout de cinq ou six heures [...], on nous a déposés dans le désert, il n'y avait rien autour. La police algérienne nous a crié : 'Voilà Assamaka !' en pointant le doigt vers l'horizon. 'L'OIM, c'est tout droit'. On s'est mis en marche, je ne sais plus pour combien de temps. Tout ce dont je me souviens, c'est que j'étais épuisé, complètement à bout de forces. J'ai quand même réussi à faire la dizaine de kilomètres qui nous séparaient d'Assamaka"*, a raconté un sénégalais de 25 ans, fin 2024

Combien meurent sans laisser de traces ? *"Nous ne pouvons pas savoir, malheureusement. Nous n'avons pas le matériel ou les véhicules adéquat pour aller les chercher dans le désert"*. Chaque année, de nombreux exilés disparaissent dans le Sahara. Ils peuvent se perdre, mourir de déshydratation, ou être victimes de groupes mafieux.

En juillet 2024, l'ONU avait estimé que la traversée du Sahara était plus mortelle que la route de la méditerranée. *"Ou bien les passeurs se débarrassent des migrants, ou bien, ils tombent des camions pendant le trajet – et ils ne les attendent pas"*, *"Parfois aussi quand ils sont malades, les passeurs les abandonnent dans le désert. Tous ceux qui ont traversé le Sahara connaissent quelqu'un qui est mort là-bas."*

KENYA

Appel à davantage de solidarité et à la recherche de solutions pour les réfugiés

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a salué la générosité dont fait preuve le pays depuis des décennies en accueillant des réfugiés, ainsi que les

politiques visionnaires qui permettent à ces derniers de travailler et d'accéder aux soins de santé, à l'éducation et aux services financiers. *« Malgré l'insuffisance des ressources, le Kenya continue de faire preuve d'une solidarité remarquable envers les personnes dans le besoin grâce à des politiques judicieuses qui favorisent l'autonomie et la croissance économique », a-t-il souligné. « Plutôt que de confiner les réfugiés dans une dépendance à l'aide humanitaire, nous devons de toute urgence donner la priorité à des solutions qui leur permettent de vivre dans la dignité et de contribuer au développement des sociétés qui les accueillent. »* Les réfugiés peuvent obtenir des papiers d'identité légaux, des permis de travail, accéder à des services bancaires et de paiement mobile, à l'éducation publique et à une couverture médicale universelle.

Le Kenya accueille actuellement plus de 800 000 réfugiés et demandeurs d'asile. À Nairobi, le Haut-Commissaire a salué le rôle historique du Kenya dans l'accueil des réfugiés et a remercié le président pour l'engagement du gouvernement en faveur de politiques progressistes à l'égard des réfugiés.

<https://www.unhcr.org/fr-fr/actualites/communiqués-de-presse/au-kenya-barham-salih-appelle-davantage-de-solidarite-et-la>

LIBYE

Une mère et sa fille de 7 ans jetées trois fois en prison en Libye

Une mère et sa fille ont quitté le Cameroun en 2022. Marie a fui un mari violent - et qui la violait fréquemment. Elle s'enfuit au Nigeria, avant de passer au Niger, de traverser le désert, et d'atteindre l'Algérie. Avec sa fille, alors âgée de quatre ans, elle arrive en Libye, dans l'espoir de traverser la mer Méditerranée et d'aller en Europe.

"Mon premier passage en prison remonte au début de l'année 2024, après une tentative de traversée de la mer Méditerranée.

J'étais avec ma fille, et une amie à moi - qui avait payé pour nous trois la traversée. Le passeur venait de nous 'lancer' en mer [terme utilisé par les migrants quand ils montent dans un canot pour traverser la Méditerranée], depuis Zaouïa [[à l'ouest de Tripoli]. Mais on a été interceptées au bout de quelques heures par des Libyens. Ils nous ont ramenés à terre. Quand ils nous ont arrêtés, ils nous ont dit qu'ils allaient nous rapatrier dans notre pays. Mais c'était faux, ils nous ont enfermés.

Depuis 2017, les autorités libyennes sont chargées par l'Union européenne d'intercepter les canots de migrants en partance illégalement pour l'Europe, notamment pour les côtes italiennes de Lampedusa, à 300 km de la Libye. Les interceptions ont été, à de nombreuses reprises, émaillées de violences. Les Libyens sont régulièrement accusés de faire usage d'armes à feu lors de ces opérations. Une fois à terre, les migrants sont généralement envoyés dans des centres de détention.

Ils m'ont emmenée dans la prison de Zaouïa. J'y suis restée trois mois avec ma fille. J'ai été battue, j'ai été frappée. Je n'avais pas d'argent pour payer les 5 000 dinars [environ 670 euros] de rançon que les Libyens me réclamaient pour notre libération. C'est pour ça que je suis restée longtemps.

Au bout de trois mois, Marie a réussi à s'enfuir avec sa fille et des dizaines d'autres migrants qui se révoltent et "cassent les portes" de la prison, explique-t-elle.

Une fois sortie, j'ai tenté de retraverser la Méditerranée. Cette fois-ci, les Libyens ne nous ont pas arrêtés, mais le canot était mal fixé, tout était bancal. Quand le passeur a lancé le bateau, certains ont tout de suite voulu rebrousser chemin, revenir vers

la plage. Mais d'autres ont voulu continuer malgré tout. Alors on a continué. Personne n'avait de gilet de sauvetage. Au bout d'une heure, il y eu beaucoup d'eau, on a bien vu que le bateau s'enfonçait. Les vagues sont entrées, tout le monde est tombé à l'eau. Je suis tombée avec ma fille. Il y a avait beaucoup de vagues, si vous saviez, elles étaient fortes et énormes... J'ai été sauvée parce qu'un passager m'a lancé une chambre à air pour que je m'y accroche avec ma fille. C'était en septembre 2025, je crois... On était une quarantaine de personnes, la moitié des gens sont morts noyés ce jour-là. Mon amie a disparu aussi. L'eau l'a prise. Ma fille et moi, on a réussi à rejoindre la plage grâce à ceux qui savaient nager.

Plus tard, la mère et la fille sont à nouveau arrêtées. Des policiers surgissent dans un appartement pendant qu'elle faisait le ménage. *"Des Libyens sont venus et ont cassé les portes, ils ont pris beaucoup de Noirs, ce jour-là".* Direction la prison d'Abou Salim, à Tripoli, pour cinq mois.

C'est la deuxième fois que j'allais en prison. Je ne faisais que prier pour m'en sortir. Je n'avais rien, pas d'argent pour payer la rançon qu'on me demandait. J'ai réussi à sortir parce qu'une femme arabe qui vivait pas loin cherchait une domestique. Elle a demandé à des gardiens de la prison si une Noire pouvait travailler pour elle. Comme je ne posais pas de problèmes, les gardiens m'ont libérée, je suis partie avec ma fille chez cette dame. J'ai travaillé pour elle, mais elle ne m'a jamais payé, non. Elle me disait qu'elle avait payé ma rançon et qu'elle se remboursait. Au bout de quelques semaines, elle m'a prise en pitié, je crois. Elle m'a autorisée à partir.

La majorité des migrants jetés arbitrairement en prison sont victimes d'extorsions. Les geôliers les torturent, les filment et envoient les vidéos à leurs familles pour demander des rançons. Mais de nombreux migrants meurent en détention, faute de famille et d'argent.

Marie ira une troisième fois en prison, toujours à Abou Salim, en février 2025. A nouveau, elle est raflée par les forces de l'ordre libyennes dans un immeuble pendant un ménage. Elle y restera trois mois avant de s'enfuir à nouveau. *"Il y a eu des bombardements, des tirs, un jour. Je ne sais pas ce qu'il se passait. Des Libyens se tiraient dessus. Les portes de la prison ont été ouvertes, on s'est enfui avec ma fille".* Les combats opposaient des milices fidèles au gouvernement d'union national (soutenu par l'ONU), l'Appareil de soutien à la stabilité (SSA) qui tient le quartier d'Abou Salim, ou encore la force Radaa.

La vie en prison est horrible. J'ai encore des cicatrices sur mon visage tellement ils me frappaient. Je ne sais même pas comment vous expliquer... Un jour, ils ont voulu me violer. Ma fille a hurlé, elle a pleuré, elle s'est jetée sur moi pour les empêcher de me faire ça. Elle a crié : 'Laissez ma maman, laissez-la !' Alors ils m'ont laissée, mais ils ont violé les autres femmes à côté de moi. Pour ma fille, la prison a été horrible. Il y avait d'autres enfants. Mais ils ne jouaient pas, ils n'avaient rien pour jouer de toute façon. Son quotidien, c'était dormir et pleurer. Elle s'accrochait à moi en pleurant. Les enfants en prison ne peuvent rien faire. Quand on vous arrête, on vous prend tout, on ne vous laisse rien. Un jour, elle n'a plus réussi à marcher. Je crois que mon enfant était devenue très faible. On ne nous nourrissait pas, pas assez. Certains jours, on n'avait rien à manger. On a vu des gens de l'OIM [Organisation internationale des migrations] à Abou Salim mais on ne pouvait pas leur parler.

On nous tapait tous les jours. Les femmes n'ont jamais été épargnées. Ils tapaient souvent ceux qui ne les comprenaient pas. Comme moi. Je ne parlais pas l'arabe, alors ça les énervait. Et quand je ne les comprenais pas, c'était la bastonnade."

Les autorités retrouvent plus de 200 migrants enfermés dans une "prison secrète" dans des conditions "inhumaines"

Les forces de sécurité libyennes ont découvert plus de 200 migrants enfermés dans un centre de détention illégal à Kufra, au sud-est de la Libye. Ces exilés étaient retenus dans une "*prison secrète*" de près de trois mètres de profondeur, gérée par un trafiquant d'êtres humains libyen, l'homme soupçonné n'a pour l'heure pas été arrêté. D'après les autorités de l'est libyen, cette opération de police a permis de mettre fin à "*l'un des crimes contre l'humanité les plus graves jamais mis au jour dans la région*".

Les migrants, principalement originaires de Somalie et d'Érythrée, étaient enfermés dans des conditions "*inhumaines*". Certaines personnes étaient détenues depuis deux ans dans des cellules surpeuplées. Parmi eux, des femmes et des enfants, dont un nourrisson d'un mois. Les migrants étaient torturés et les vidéos étaient envoyées à leurs familles qui devaient payer une rançon pour leur libération. Les exilés avaient un accès limité à la nourriture, à l'eau et aux soins médicaux, a précisé l'Institut national des droits de l'Homme en Libye (Nihrl). Une dizaine de détenus ont été transférés à l'hôpital dans un état critique. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des dizaines de personnes en file indienne, amaigries et très affaiblies. Certaines ne parviennent pas à marcher toute seule et sont aidées par d'autres migrants pour sortir du lieu de détention.

Les autorités n'ont en revanche donné aucune information sur la prise en charge de ces migrants. Dans ce genre d'affaires, les exilés sont généralement transférés dans des prisons gérées par le Département de lutte contre l'immigration illégale (DCIM). Dans ces centres de détention, les Subsahariens sont aussi victimes de violences et doivent - souvent - payer une rançon de centaines d'euros pour leur libération.

Ce genre de prisons secrètes sont nombreuses en Libye. Les milices ont trouvé dans la question migratoire une manière de s'enrichir. Les groupes armés n'hésitent pas à kidnapper des exilés en pleine rue, dans leur appartement ou sur leur lieu de travail pour les retenir captifs. En échange, les trafiquants filment les sévices infligés et envoient les images aux familles pour leur extorquer de l'argent.

Fin août 2024, un millier de personnes avaient été libérées d'un hangar faisant office de prison secrète dans la région d'Ash Shwayrif, au sud de Tripoli. Ces migrants retenus ont été soumis à toutes sortes de torture "*dans le but de contraindre leurs familles à payer des sommes d'argent en échange de leur libération*", signalait le communiqué du bureau du Procureur général. Les trafiquants "*ont participé à des activités criminelles organisées en commettant des meurtres, des privations de liberté, et des viols*".

"*Les migrants et les demandeurs d'asile, y compris les enfants, continuent d'être victimes de graves violations des droits de l'Homme en Libye [...] La découverte alarmante et tragique de charniers à la suite de raids sur des sites de trafic d'êtres humains met en lumière le grave danger auquel sont confrontés les migrants en Libye*", avait alors déploré la sous-secrétaire générale de l'ONU pour les Affaires politiques.

Près d'un million de migrants, entre insécurité et espoirs d'Europe, selon l'OIM

Dans son rapport sur l'année 2025, l'Organisation internationale des migrations (OIM) dresse un état des lieux sur la situation des migrants en Libye. L'OIM lève le voile sur les réalités contrastées de ces populations prises en étau entre instabilité politique, réseaux de trafic et espoirs de passage vers l'Europe.

La Libye compte 930 000 migrants sur son territoire. Ce chiffre englobe les

migrants en situation régulière, dont certains ont trouvé du travail, souvent précaire, ainsi que les migrants en situation irrégulière, pour qui la Libye est une voie de passage vers l'Europe.

Les migrants se concentrent en général dans les grandes agglomérations du pays. 14% sont à Tripoli, la capitale. 11% à Benghazi, deuxième ville du pays, et 10% à Misrata, la capitale économique. Ils sont issus de 44 nationalités, africaines en majorité. En pourcentage, ils sont d'abord Soudanais puis Égyptiens, ensuite Nigériens et Tchadiens. Ces quatre nationalités rassemblées représentent selon le rapport de l'OIM 84% de l'ensemble des migrants en Libye. Le nombre de ressortissants soudanais a continué d'augmenter en raison de la guerre qui déchire ce pays. Ils formaient en 2025, 36% de l'ensemble des migrants en Libye, précise l'OIM.

La majorité de ces migrants ont fui leur pays à cause des conflits armés, mais aussi et surtout pour des raisons économiques, indique le rapport. L'OIM déclare par ailleurs que la Libye a intercepté plus de 27 000 migrants en mer Méditerranée en 2025. 16 000 ont accepté le retour volontaire dans leur pays d'origine.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260117-libye-pr%C3%A8s-d-un-million-de-migrants-entre-ins%C3%A9curit%C3%A9-et-espoirs-d-europe-selon-l-oim>

21 corps de migrants découverts dans une fosse commune

L'Agence de sécurité intérieure (ASI) d'Ajdabiya, dans le nord-est de la Libye, a fait état mercredi 14 janvier 2026 dans la soirée de la *"découverte d'une fosse commune contenant les corps de 21 personnes de diverses nationalités africaines"*. Selon ce média, loyal à l'homme fort de l'est libyen Khalifa Haftar, *"une enquête a permis d'identifier un suspect de ces homicides, un ressortissant libyen aux antécédents judiciaires, arrêté lors d'un raid mené dans une ferme"* ayant servi de *"lieu de détention pour migrants clandestins"*.

Des photos et une vidéo - qui n'ont pu être authentifiées - ont fait le tour des réseaux sociaux et des médias locaux, montrant des corps entassés et plus d'une dizaine de sacs mortuaires alignés sur le sol. Dans cette *"ferme"*, des migrants *"dans un état critique"* - certains présentaient des blessures par balle - ont été secourus et hospitalisés après avoir signalé l'emplacement du charnier aux autorités, d'après les médias dont aussi la chaîne indépendante Al Wasat.

Des équipes médico-légales ont été déployées sur place pour exhumer les corps, identifier les victimes, et recueillir des preuves des sévices subis. Selon les autorités de l'est libyen, ils ont été transférés à l'hôpital, et le criminel, et qui a des antécédents criminels, a été arrêté. Selon le rapport de police, les victimes ont été *« exécutées de sang-froid »* par le trafiquant, qui les hébergeaient dans le cadre de ses activités liées à la traite des êtres humains.

Ce n'est pas la première fois que des fosses communes sont découvertes en Libye : en mars 2024 (au moins 65 corps), en février 2025 (une centaine de corps), en juin 2025 (plus de 80 corps)

En Libye, les exilés sont des proies faciles. Interpellés dans les rues par les autorités ou enlevés par des milices, ils sont envoyés dans des prisons officielles ou non et y subissent toutes sortes de tortures. Lors des sévices, les bourreaux appellent les familles des exilés afin qu'ils payent pour leur libération.

Ces exactions sont commises par des trafiquants, des bandes criminelles ou

encore des groupes armés. Cette activité criminelle génère beaucoup d'argent et certains de ces trafiquants sont devenus millionnaires.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260116-libye-une-fosse-commune-d%C3%A9couverte-avec-21-migrants-subsahariens-abattus>

MAURITANIE

Les "ressortissants africains sont les bienvenus" en Mauritanie

Le Premier ministre mauritanien, a affirmé jeudi 8 janvier 2026 que *"tous les ressortissants du continent africain et de la sous-région"* étaient *"les bienvenus en Mauritanie"*. Le chef de gouvernement s'exprimait lors d'une visite officielle au Sénégal.

La Mauritanie est vivement critiquée par les associations des droits de l'Homme pour son traitement des migrants. Mais le premier ministre se défend de toute maltraitance. La *"gestion de la migration et de l'entrée à nos frontières"* est menée de manière *"normale et classique"*, a-t-il dit depuis Dakar.

En 2024, selon les données de l'Organisation internationale des migrations (OIM), il y avait environ 200 000 migrants en Mauritanie.

Pressée par l'Union européenne – avec qui elle a signé un accord migratoire en 2024- la Mauritanie a décidé de durcir sa politique migratoire. Début 2025, une vaste campagne d'arrestations et de refoulements de migrants en situation irrégulière avait été lancée dans le pays. Un *"climat de peur"* s'était installé. *"Les gens se cachent"*, avait déclaré le président de l'association Ensemble pour un avenir meilleur. Les migrants arrêtés étaient généralement renvoyés aux frontières avec le Mali ou avec le Sénégal - vers la ville frontalière de Rosso notamment.

"C'est tous les jours qu'il y a des refoulements", "La police arrête même des gens dans leurs maisons, des hommes lorsqu'ils vont au travail... Les refoulements ne touchent plus seulement les migrants [en route vers l'Europe] mais tout le monde".

Nouakchott, avait évoqué des actes visant à lutter contre les réseaux de trafic de migrants. En quatre mois, de janvier à avril 2025, le pays a affirmé démantelé 88 réseaux de passeurs et intercepté plus de 30 000 migrants.

Selon le ministre mauritanien des Affaires étrangères, en mars 2025, *"il n'y a pas, à proprement parler, de mesures particulières enclenchées"*. *"Notre politique vis-à-vis de la migration irrégulière est restée la même : appliquer la règle de droit et être très ferme, par rapport aux réseaux de migrants irréguliers en particulier"*.

Mais l'ONG Human Rights Watch a accusé les autorités mauritaniennes d'avoir commis de *"graves violations des droits humains"*. En septembre 2025, le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme des migrants avait exhorté les autorités mauritaniennes à *"mieux aligner les pratiques dans le pays sur les normes internationales en matière de droits humains"* concernant les migrants.

Du fait du climat délétère, 2 000 guinéens ont demandé un « retour volontaire » en 2025 pour être ramenés dans leur pays. Le double par rapport à toute l'année 2024. *"Les conditions sécuritaires deviennent trop difficiles. Les contrôles ne s'arrêtent jamais"*.

La ministre des Affaires étrangères a déclaré *"regretter les conditions d'arrestations et d'expulsions des Sénégalais depuis la Mauritanie" [...]* *"Bien sûr, chaque pays a ses lois mais on doit respecter"* les droits des personnes et *"ne pas maltraiter comme on l'a vu récemment"*.

En ce début d'année 2026, le ton est redevenu plus cordial avec le Sénégal, les 2 ministres ont répondu côte à côte aux questions des journalistes à Dakar. Il faut *"salué"* les efforts menés ces derniers mois par Nouakchott à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie qui ont permis la *"régularisation de 28 000 Sénégalais"*. *"On est passé de 2 000 et quelques à 28 000 Sénégalais régularisés en Mauritanie"* depuis l'entrée en vigueur d'un accord du 1er juillet 2025. *"La vraie question, aujourd'hui", "c'est le nombre d'Africains expulsés d'Europe et le nombre de visas refusés chaque année. Même aller et revenir est devenu presque impossible, y compris pour les élites"*, a-t-il conclu avec fermeté.

La Mauritanie et le Sénégal ont conclu le 2 juin dernier 2 accords portant sur l'immigration : l'un sur la lutte contre l'immigration clandestine, l'autre sur les conditions de séjour. Dans ce texte, Nouakchott et Dakar s'étaient notamment engagés *"à lever tout obstacle à la libre circulation des ressortissants"* de chacun des deux pays. *"Pour tout séjour au-delà de trois mois, les Sénégalais comme les Mauritaniens ont désormais l'obligation de demander une carte de séjour. Mais cette carte pourra être accordée même en l'absence de contrat de travail ou de justificatif de revenu pour une durée d'un an. Ensuite, seulement, il faudra justifier de revenus pour la renouveler"*.

MAROC

Association Marocaine des Droits Humains

Depuis le début de l'année 2026, l'Association Marocaine des Droits Humains (section de Rabat) note que le siège du HCR connaît désormais des rassemblements de protestation quasi quotidiens, que ce soit de la part de réfugiés soudanais, yéménites ou d'autres nationalités, réclamant l'accélération des procédures de réinstallation, l'amélioration des conditions d'accueil et le traitement des dossiers en suspens, sans qu'aucune réponse concrète ou solution durable ne soit enregistrée.

Les manifestants dénoncent la détérioration de leurs conditions de vie, de la santé et sociales, la faiblesse de l'aide financière et le manque d'accès à celle-ci, et les retards dans les procédures administratives liées à leurs dossiers. Le contexte de détérioration sociale a même entraîné une tentative de suicide d'un demandeur d'asile de nationalité yéménite devant la porte du HCR le 6 janvier 2026, reflétant un état de désespoir profond et de pression psychologique intense. Cette situation inquiétante illustre le degré extrême de détresse et de fragilité mentale auquel sont réduits de nombreux demandeurs d'asile, abandonnés dans un vide administratif, sans réponses à leurs questions ni assistance psychologique.

https://migreurop.org/article3530.html?lang_article=fr

SENEGAL

Une pirogue avec 300 migrants disparue en mer depuis un mois.

Une pirogue avec une soixantaine de migrants a été secourue samedi 10 janvier 2026.

La pirogue a été aperçue pour la dernière fois au lendemain de son départ de Gambie, le 6 décembre 2025, le long des côtes de Joal au niveau du littoral du Sénégal. Sur une vidéo filmée par un pêcheur ce jour-là, l'embarcation surchargée poursuit difficilement sa route sous une mer agitée. À son bord, de jeunes migrants sénégalais, gambiens, maliens et guinéens. Le coordonnateur du Forum social sénégalais et de la Plateforme Migration, liberté de circulation et droit d'asile à Dakar, appelle les autorités à lancer des recherches approfondies des disparus. *« La durée du voyage le plus souvent, c'est maximum une semaine, dix jours. On se pose des questions, parce qu'on considère qu'aujourd'hui, il y a*

suffisamment de moyens, de radars, d'avions et de bateaux qui sont mis en branle pour pouvoir empêcher, ou en tout cas retrouver des pirogues en perdition ».

Les marines sénégalaises, mauritaniennes et marocaines ont été alertés fin décembre du départ de cette pirogue surchargée de la petite île de Djinack. Mais pour le moment rien, aucune embarcation, ni aucun corps n'a été retrouvé sur cette route atlantique vers l'Espagne.

Au fil des contrôles devenus plus sévères au niveau de Dakar, les départs se sont déplacés plus au Sud vers la Gambie et les îles du Saloum. Du coup, le temps de traversée s'allonge et le risque de pirogue en détresse augmente. Le président de l'association sénégalaise Boza Fii engagé pour le droit des migrants, déplore l'absence de moyens de sauvetage. *« Malheureusement dans l'Atlantique, il n'y a aucun bateau humanitaire. Ce qui est sûr, c'est que c'est la répression qui rend les choses beaucoup plus dangereuses. Les dispositifs de surveillance ne sont pas là pour sauver les gens. C'est juste pour laisser les gens mourir en mer ».*

Ces drames de la migration se succèdent en tout cas sans relâche. Au Sénégal, une pirogue avec 59 migrants en détresse a ainsi été interceptée samedi 10 janvier 2026 au large de Thiaroye, en banlieue dakaroise. Elle a été ramenée à terre samedi matin par la gendarmerie, après que des personnes ayant aperçu l'embarcation depuis la plage ont donné l'alerte. Une ressortissante ghanéenne a été retrouvée morte sur le bateau, sans plus d'explications pour le moment. Cette pirogue était elle aussi partie des côtes gambiennes il y a une semaine.

En 2025, plus de 1 900 personnes sont mortes durant la traversée entre les côtes ouest-africaines et l'Espagne, selon l'ONG Caminando Fronteras.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260112-s%C3%A9n%C3%A9gal-une-pirogue-avec-300-migrants-disparue-en-mer-depuis-un-mois>

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260113-s%C3%A9n%C3%A9gal-soixante-migrants-secourus-%C3%A0-bords-d-une-pirogue-pr%C3%A8s-de-dakar>

SOMALIE

Donald Trump réitère ses propos racistes contre les Somaliens et la députée Ilhan Omar

Mercredi 21 janvier 2026, au Forum économique mondial de Davos, puis la veille à la Maison-Blanche, le président américain s'est pris à la Somalie, qualifiant les immigrés somaliens de personnes « à faible QI », affirmant que « la Somalie n'est pas un pays », ou, si elle en est un, « le pire au monde », ajoutant qu'elle n'aurait « ni gouvernement, ni institutions ». Le président a aussi critiqué la représentante Ilhan Omar, démocrate du Minnesota, membre de l'extrême gauche « Squad » à la Chambre, au sujet de sa fortune nette de plusieurs millions de dollars lors d'une conférence de presse depuis la Maison Blanche mardi après-midi. « Malhonnête », « corrompue » et qui n'a « jamais travaillé », Ilhan Omar est l'objet d'une véritable vindicte du président américain. À plusieurs reprises, il l'a exhortée à « retourner en Somalie », l'a traitée « d'ordures », multipliant les insultes à son encontre et visant plus largement les Somaliens et Somali-Américains, qu'il estime devoir « retourner d'où ils viennent ».

Des attaques répétées au point qu'Ilhan Omar a récemment qualifié l'attitude du président à son égard d'« obsession inquiétante ». Âgée de 43 ans, la députée incarne, aux yeux de Donald Trump, tout ce qu'il combat politiquement : une femme, musulmane, immigrée et originaire d'Afrique. Elle a répondu à plusieurs reprises aux attaques

présidentielles, dénonçant une politique « *raciste, xénophobe et haineuse* ». Elle s'est notamment opposée aux restrictions de visas et a pris la défense de la communauté somalienne, très présente dans le Minnesota, où elle est élue, et cible d'attaques qu'elle qualifie de « *dégoûtantes, injustes et déshumanisantes* ».

Née à Mogadiscio, elle est arrivée aux Etats-Unis à l'âge de 12 ans avec sa famille, s'installant dans le Minnesota. Elle devient citoyenne américaine à l'adolescence, avant d'être élue au Congrès en 2018 – l'une des deux premières femmes musulmanes élues -, où elle défend des positions nettement progressistes.

Ce n'est pas la première fois que Donald Trump s'en prend publiquement à la Somalie. Le gouvernement américain a annoncé, le 13 janvier 2026, la suppression du statut protégeant les immigrés somaliens contre l'expulsion. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne menée par l'administration Trump à l'encontre de la communauté somalienne – la plus importante des États-Unis avec 80 000 personnes-, particulièrement visée dans l'État du Minnesota.

En décembre 2025, il avait déjà annoncé son intention de « *suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde* », affirmant ne plus vouloir accueillir, selon ses mots, « *des déchets dans notre pays* ».

Parallèlement à ce durcissement migratoire, l'administration Trump a intensifié son engagement militaire en Somalie. Depuis son retour au pouvoir, plus de 125 frappes aériennes y ont été menées, un nombre supérieur au total cumulé des bombardements effectués sous les présidences de George W. Bush, Barack Obama et Joe Biden. Ces frappes visent principalement les shebabs affiliés à al-Qaïda qui mène une insurrection contre l'État somalien depuis plus de vingt ans.

<https://www.rfi.fr/fr/tag/immigration/>

TCHAD

En visite dans les camps de réfugiés soudanais, le chef du HCR appelle à une aide urgente

"*L'aide fournie est loin d'être suffisante (...) Le monde doit prêter une bien plus grande attention*", s'est indigné le nouveau chef du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) lors d'une visite des camps de réfugiés de l'Est tchadien qui a pris fin vendredi 16 janvier 2026. Dans cette région, des personnes fuyant les violences au Darfour continuent d'affluer régulièrement.

"*De nombreuses familles n'ont pas d'abri, l'approvisionnement en eau est bien en deçà des normes d'urgence et les installations sanitaires surpeuplées présentent des risques croissants*". Le HCR estime que plus de 900 000 personnes ont traversé la frontière depuis le début de la guerre civile en avril 2023. Les autorités tchadiennes parlent d'un "*fardeau*" total de 1,3 million de réfugiés soudanais, en prenant en compte les crises antérieures. Dans les provinces orientales du Tchad, les réfugiés comptent pour près de la moitié de la population.

Il a rappelé qu'il s'agit de la plus grande crise humanitaire actuelle, et que la réponse internationale n'est pas à la hauteur des besoins des réfugiés soudanais et des populations locales tchadiennes des zones d'accueil. Comme de nombreuses agences onusiennes, le HCR a été durement touché par les coupes budgétaires américaines. Avant de passer la main, Filippo Grandi s'était inquiété d'une "*hostilité croissante*" dans le monde envers les réfugiés.

Au Soudan même, la situation humanitaire est catastrophique : le programme alimentaire mondial a prévenu jeudi que, faute de financements, ses stocks de nourriture seraient épuisés fin mars. La situation de famine a été déclarée dans plusieurs régions.

ASIE

TURQUIE - IRAN

À la frontière turque, des Iraniens en fuite témoignent de la violente répression

Vêtu d'un bonnet marron, un iranien trentenaire, vient d'arriver samedi 17 janvier 2026 en Turquie par le passage de Kapıköy, niché dans les montagnes. Le dessous de son œil balafré témoigne de la violente répression en cours en Iran. Avare de mots, la fatigue qui se lit dans ses yeux en dit aussi long sur ce qu'il a vécu. Lancées le 28 décembre, les manifestations auxquelles il a participé ont été largement réprimées dans le sang par le pouvoir et auraient fait entre 2 000 à 20 000 victimes, selon les estimations des ONG. *"Je les ai vu tirer"*, rapporte-t-il au sujet de la police iranienne, à l'heure où le blocage d'Internet dans le pays empêche toujours la circulation d'information.

En cette fin de matinée, quelques rayons de soleil apportent un peu de chaleur dans cette région coutumière des températures négatives, où depuis quelques jours des Iraniens fuyant les violences sont venus s'ajouter aux voyageurs habituels, d'après les gendarmes turcs présents sur place. Avec ses mains, il mime des menottes et le blocage complet de l'Iran. D'un grand geste, il désigne la route vers Van, ville turque à une centaine de kilomètres et prochaine étape de sa fuite.

À la frontière turco-iranienne, deux sentiments contradictoires s'entrechoquent. D'un côté, la nécessité quasi vitale d'informer sur la violente répression en cours, et de l'autre, la peur d'être arrêté au nom de cette même répression. La plupart du temps, le second prend le dessus, comme pour cet homme qui mime un pistolet sur la tempe pour expliquer son refus de parler.

D'autres iraniens, acceptent de témoigner. *"C'est comme une guerre depuis deux semaines"*, résument-ils sur la situation en Iran. La tête enroulée dans une écharpe, l'un arrive de Tabriz, ville du nord-ouest iranien, et assure que *"ça ne se calme pas, la police tire toujours"*.

Fin décembre 2025, la protestation a débuté notamment à cause de l'inflation. *"L'économie est très mauvaise, la vie est dure. C'est pour ça que les gens manifestent"*. Il part travailler pendant trois mois à Istanbul, la durée maximale autorisée sans visa, puis revient 90 jours dans son pays, et ainsi de suite. L'homme semble épuisé, de même que son compagnon de route, en blouson vert à ses côtés. *"Environ 15 000 personnes ont été tuées par la police iranienne [ces chiffres ne sont pas vérifiables en l'absence d'informations provenant d'Iran, coupé du monde]. Et même les SMS ne fonctionnent pas, il n'y a que les appels téléphoniques qui marchent"*, détaille-t-il, soucieux de préserver son anonymat par peur des arrestations promises par le pouvoir à ses opposants.

Valise en main, l'un a vu de très près l'horreur dans les rues de Rasht, une ville proche de la mer Caspienne. *"Des gens ont été tués par la police. Tout le monde avait peur et restait chez soi"*. À ses côtés, un autre, hoche la tête. Il a vu les tirs dans les rues de Téhéran : *"Depuis ma fenêtre, je n'ai vu que des jeunes de 20-25 ans dans la*

manifestation". Il explique qu'il avait des vidéos de la répression et des violences, mais il les a supprimés avant de passer la frontière, par peur que son téléphone soit fouillé et d'être arrêté.

En attendant le bus qui les mènera vers Van, tous ceux qui disposaient d'images ont fait la même chose, car la crainte est grande face à un pouvoir largement remonté contre les manifestants. *"A Téhéran, ils arrêtaient aussi ceux qui filmaient"*, souligne une jeune femme choquée par les récents événements.

Proche de passer la barrière et d'entrer en Turquie avec ses parents, une femme, la vingtaine, tient à faire passer un message. *"Je veux que les gens sachent ce qu'il se passe : ils tuent beaucoup de jeunes"*. Sa famille est venue en Turquie quelques jours afin de retrouver la connexion internet coupée dans leur pays. Beaucoup ont traversé la frontière pour cette raison, même ceux qui défendent le régime et nient les milliers de morts. *"Tout va bien en Iran, assure ainsi Reza, accompagné de sa femme. Mais j'ai besoin d'internet pour travailler. Donc je viens juste un jour à Van pour me connecter"*.

Alors que l'air se fait de plus en plus glacial, un couple s'engouffre dans une voiture en toute hâte, et le femme décrit l'Iran en un mot : *"Catastrophique"*. Elle aussi assure avoir vu la police tirer à balle réelle sur les manifestants. Comme elle, une femme venue de la ville d'Ourmia fuit le pays et souligne le climat anxiogène qui règne en Iran. *"Il y a beaucoup de police, partout. Et dans les rues, ils mitraillent"*, témoigne-t-elle, en mimant un fusil avec ses bras.

Un Turc de 21 ans, vient de poser les pieds dans son pays. Casque audio et écharpe grise autour du cou, le jeune homme fuit la situation en Iran, où il étudie la médecine. *"C'est trop dangereux. Quand ça a débuté, mes parents m'ont appelé pour me dire de ne pas sortir. A Téhéran, ils tuent des jeunes, ils les tuent tous. Je l'ai entendu par des Iraniens, car je ne peux pas avoir d'infos sans internet"*. Il va séjourner deux semaines chez ses parents à Adana, dans le sud de la Turquie, avant de revenir en Iran pour poursuivre son cursus scolaire, malgré le contexte.

Dans l'autre sens, certains filent vers leur pays en affichant une ostensible sérénité. *"L'Iran est très calme, ce sont les Américains et les Israéliens qui tuent des gens dans la rue, les Iraniens aiment leur pays"*, enchaîne pêle-mêle une femme de petite taille et très bavarde, venue en Turquie en touriste et sur le chemin du retour.

D'autres expliquent qu'ils n'ont pas d'autres choix que de retourner en Iran. *"Je n'ai pas de visa, qu'est-ce que je peux faire"*, interroge une jeune femme, valise en main. C'est également le cas d'un couple venu visiter Van quelques jours et qui doit reprendre la direction de l'Iran. Ils tentent de positiver. *"Nous avons vu sur un site qu'Internet revient peu à peu, c'est mieux qu'avant"*, veut relativiser le mari. Le couple passe sous la grande porte de la frontière, vers un pays à l'avenir plus incertain que jamais.

AMERIQUE

USA

A Minneapolis, nouvelle manifestation d'ampleur contre la police de l'immigration

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis le 23 janvier pour protester contre Donald Trump et les opérations de la police de l'immigration ICE. Depuis décembre, elle mène l'opération la plus grande de ce type, selon les autorités, provoquant des tensions

avec les habitants. Les manifestants ont lancé un appel aux commerces à fermer pour un « blackout économique » en soutien au mouvement d'opposition.

Des manifestants participent à un rassemblement pour protester contre le déploiement de milliers d'agents chargés de l'application des lois sur l'immigration, à Minneapolis, le 23 janvier 2026. Entre les immeubles du centre-ville, le cortège remplit la rue, avec des pancartes contre Donald Trump et ICE. Une femme montre le sifflet qu'elle utilise pour lancer l'alerte si elle voit des agents de ICE : *« Pourquoi sont-ils ici ? Ils sont ici car le gouvernement Trump déteste tout ce que représente le Minnesota. Ils détestent tout ce qui est bon et juste. »*

Un homme s'alarme du tournant politique actuel : *« Le pays se dirige vers l'Allemagne nazie des années 1930. Si vous n'êtes pas blanc, il faut montrer vos papiers quand vous sortez. Ils mettent des gens en cage et arrêtent des petits enfants. Ils ne font pas les choses de manière légale. »*

Des manifestants dansent en cercle. Un citoyen américain, tient un drapeau mexicain, pays où il est né, et remercie les manifestants d'être venus : *« Ils sont géniaux et nous sommes reconnaissants. »* Et il remercie spécialement la femme tuée par un agent de ICE, le 7 janvier 2026: *« Pour ce qu'elle a fait pour nous et nous n'allons pas l'abandonner. Nous allons nous battre pour elle jusqu'à ce que ça s'arrête. Nous allons rester là quand il fera froid ou quand il fera chaud, peu importe. Nous allons rester unis en tant que pays, car l'Amérique est un pays génial. »*

Un infirmier de 28 ans, s'indigne que ces agents entrent dans des hôpitaux et de leurs méthodes : *« Ils font de la discrimination au faciès. Ils font des fouilles et saisies illégales et c'est contraire à la loi. Mais ils prétendent avoir une immunité et le gouvernement les soutient. Mon hôpital nous a donnés des consignes. Nous n'avons pas le droit de nous opposer physiquement ou de barrer la route des enquêteurs de l'ICE, même s'ils enfreignent la loi. Nous pouvons leur dire que ce qu'ils font n'est pas correct, après c'est leur choix de continuer. Mais ils n'ont pas le droit d'accéder à des espaces privés réservés aux patients, comme entrer dans les chambres ou d'autres endroits plus sensibles pour obtenir des informations. Sauf qu'actuellement, ils se fichent de ce qu'ils peuvent faire ou pas, peu importe si ça enfreint la loi. »*

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20260124-%C3%A9tats-unis-%C3%A0-minneapolis-nouvelle-manifestation-d-ampleur-contre-la-police-de-l-immigration-ice>

La Maison-Blanche accusée d'avoir publié une photo de l'arrestation d'une manifestante anti-ICE retouchée par IA

La Maison-Blanche aurait-elle sciemment partagé une photographie modifiée par IA ? C'est ce qu'affirme le quotidien britannique *The Guardian*. Selon le très sérieux quotidien britannique, des larmes auraient été ajoutées sur le visage d'une femme interpellée par la police lors d'une manifestation à Saint Paul dans le Minnesota (États-Unis) jeudi 22 janvier 2026. Il s'agit d'une avocate et militante pour la justice sociale américaine âgée de 49 ans.

Jeudi 22 janvier 2026, un groupe a perturbé les offices religieux, affirmant que l'un des pasteurs était le directeur régional par intérim du bureau de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement) de Saint Paul. La mobilisation faisait suite à la mort de la femme tuée par un agent fédéral. La procureure générale des États-Unis, a annoncé les différentes arrestations. Dans la foulée, la secrétaire à la Sécurité intérieure a publié une image de l'arrestation d'une avocate. Sur cette photo, l'avocate semble calme, n'affichant

aucune expression particulière. Une demi-heure plus tard, la Maison-Blanche a également publié une photo de la militante. Mais sur celle-ci, elle apparaît en larmes. Puis, cette même image a été republiée par la porte-parole de la Maison-Blanche.

Les analyses réalisées par *The Guardian* tendent à montrer que les deux images sont en réalité les mêmes, mais que la seconde a été modifiée numériquement. En les superposant, il apparaît qu'elles sont exactement alignées et présentent les mêmes détails environnants, dont la même personne non identifiée située derrière l'agent. Interrogé au sujet de cette modification, le directeur adjoint de la communication de la Maison-Blanche, n'a pas souhaité répondre sur le fond. « ENCORE UNE FOIS, à ceux qui ressentent le besoin de défendre instinctivement les auteurs de crimes odieux dans notre pays, je vous adresse ce message : l'application de la loi se poursuivra. Les mêmes continueront. Merci de votre attention sur cette question », a-t-il fustigé.

<https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/la-maison-blanche-accusee-davoir-publie-une-photo-de-larrestation-dune-manifestante-anti-ice-retouchee-par-ia-bd5770a6-f86b-11f0-a56a-6539f5ca53c3>

Gel des visas pour les États-Unis: ce qui attend les 26 pays africains concernés

Contrairement aux visas touristiques, cette mesure concerne les visas dits « longs », qui permettent notamment le regroupement familial ou l'accès à l'emploi sur le territoire américain. Cette suspension vise à donner aux autorités le temps de revoir en profondeur l'ensemble du processus d'attribution de ces titres de séjour.

Le 7 janvier 2026, le Département d'État des États-Unis affirme que les ressortissants des pays concernés, dont la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal sont parmi les concernés, déjà installés aux États-Unis, perçoivent des aides sociales à des « *niveaux inacceptables* ». Les immigrants doivent désormais être « *financièrement autonomes* » et ne pas « *constituer une charge pour les Américains* ». L'administration a donc lancé une révision complète le texte de l'Immigration and Nationality Act, qui encadre les règles d'obtention des visas d'immigration.

L'objectif est de s'assurer que « *les immigrants issus de pays à haut risque ne bénéficient pas de l'aide sociale aux États-Unis* ». Les critères d'éligibilité à ces visas pourraient ainsi évoluer : au-delà des ressources financières, l'âge et l'état de santé des candidats pourraient désormais être considérés dans l'évaluation des dossiers.

Présentée comme provisoire, la suspension qui débute mercredi 21 janvier 2026 pourrait toutefois s'inscrire dans la durée. Le Département d'État indique en effet que le gel des demandes restera en vigueur tant que les États-Unis ne seront pas en mesure de garantir que les nouveaux migrants ne « *puisent pas dans les richesses du peuple américain* ». Il a également fait savoir qu'il « *s'efforcera de faire en sorte que la générosité du peuple américain ne soit plus exploitée* ». Donald Trump avait annoncé fin novembre 2025 son intention de durcir radicalement la politique migratoire des USA : « *Je vais suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde afin de permettre au système américain de se rétablir complètement* », avait-il écrit, indiquant qu'il pourrait annuler « *des millions* » d'admissions accordées sous la présidence de Joe Biden. Le Département d'État a déclaré le lundi 12 janvier 2026 avoir révoqué plus de 100 000 visas depuis le retour de Trump au pouvoir. En décembre 2025, le ministère de la Sécurité intérieure avait aussi révélé que l'administration a expulsé plus de 605 000 personnes, et que 2,5 millions d'autres étaient parties de leur propre chef.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260121-visas-pour-les-%C3%A9tats-unis-le-gel-commence-pour-26-pays-africains>

Une juge fédérale limite les pouvoirs de l'ICE dans le Minnesota

Les tensions sont toujours vives à Minneapolis, où quelque 3000 agents de la police fédérale de l'immigration (ICE) sont déployés depuis début décembre et traquent les personnes sans-papiers. Des opérations auxquelles s'opposent des collectifs citoyens, mais aussi les autorités locales, notamment le gouverneur du Minnesota et le maire de Minneapolis - tous deux démocrates. Le ministère de la Justice a lancé hier vendredi une enquête à leur encontre pour entrave à l'action de l'ICE. « *Une stratégie autoritaire* », a dénoncé le gouverneur. Dans le même temps, une juge fédérale a imposé des restrictions à la police de l'immigration.

Interdiction d'arrêter ou de détenir des manifestants dans leur véhicule. Interdiction d'utiliser contre eux du spray au poivre ou toute autre munition. Dans sa décision, la juge fédérale interdit ainsi à la police de l'immigration de s'en prendre à celles et ceux qui s'opposent pacifiquement à ses opérations dès lors qu'ils n'y font pas obstruction. À l'origine de cette décision, une plainte déposée par six habitants qui disaient avoir été victimes de comportements abusifs alors qu'ils protestaient contre les raids de l'ICE dans leurs quartiers.

Depuis le déclenchement de l'opération Metro Surge début décembre, des collectifs de citoyens se mobilisent pour documenter les actions des agents fédéraux, tenter de les ralentir et alerter le voisinage. Un face à face souvent tendu, et qui occasionne parfois des heurts. Encore plus depuis la mort de la femme, tuée au volant de son véhicule par un policier de l'immigration.

Le département de la Sécurité intérieure a désormais 72 heures pour se conformer à la décision de la juge Menendez. À moins que celle-ci ne soit cassée en appel. Comme cela s'est passé en novembre pour un dossier similaire dans l'Illinois.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20260118-%C3%A9tats-unis-une-juge-f%C3%A9d%C3%A9rale-limite-les-pouvoirs-de-l-ice-dans-le-minnesota>

Manifestation à Detroit contre ICE, l'Agence décriée de contrôle de l'immigration

L'ONU réclame une enquête « *rapide et indépendante* » après la mort de la femme de 37 ans qui a été abattue le 7 janvier 2026, par un agent de l'immigration à Minneapolis. La colère ne retombe pas dans le pays. Mardi 13 janvier 2026 à Detroit, alors que le président Donald Trump était de passage dans la ville, quelques centaines de manifestants sont descendus dans la rue pour réclamer le départ de l'Agence fédérale de contrôle de l'immigration (ICE) : « *Donald Trump n'est pas le bienvenu à Detroit* ». « *On veut s'opposer aux programmes réactionnaires de Trump. Et ici à Detroit, la municipalité travaille avec la police de l'immigration. Notre message c'est donc de dire NON à la terreur de Trump, partout où elle se manifeste* ». Cette terreur se manifeste jusque dans la ville de Detroit. D'après la presse locale, le nombre de personnes arrêtés dans l'État Michigan par la police de l'immigration a bondi de plus de 200% en un an. « *J'ai quatre nièces qui ont été adoptées. Elles sont originaires du Pérou et du Chili et désormais elles doivent tout le temps avoir leurs passeports sur elles pour prouver qu'elles sont bel et bien des citoyennes américaines* ».

Dans le cortège, on réclame surtout la fin de l'impunité pour l'agent responsable de la mort de la femme. « *Avant même la collecte des preuves, ils ont innocenté l'agent qui l'a assassiné et ils ont déclaré qu'aucun agent de l'Agence fédérale de contrôle*

de l'immigration (ICE) ne serait puni. En réalité le problème, c'est que tout ce qu'ils font a été rendu légal par l'establishment ».

Dimanche 12 janvier 2026, Donald Trump a justifié à sa façon, la mort de cette femme, expliquant qu'elle avait fait preuve d'un « manque de respect flagrant envers les forces de l'ordre ».

À Hollywood on a vu Mark Ruffalo à la cérémonie des Golden Globes dire tout le malaise qu'il ressentait, ou encore Matt Damon avec un badge « *Be Good* » au revers de sa veste hier, pour « *alerter sur ce qui se passe et qui inquiète des millions d'Américains* ».

L'un des animateurs de podcasts les plus populaires des Etats-Unis, est particulièrement écouté par des hommes jeunes, par un public qui se sent proche de Donald Trump. En refusant de recevoir Kamala Harris dans son podcast lors de la dernière campagne, il avait sans conteste contribué à l'élection de Trump à la Maison Blanche. Or s'il a affirmé comprendre que le président américain déroulait le plan de chasse aux immigrants pour lequel il avait été élu, il a contesté la méthode, et l'a comparée à celle de l'Allemagne nazie. « *On ne veut pas de militaires armés qui se promènent dans les rues, arrêtant des gens au hasard, dont beaucoup s'avèrent être des citoyens américains qui n'ont tout simplement pas leurs papiers sur eux. Allons-nous vraiment devenir la Gestapo ? Où sont vos papiers ? On en est vraiment arrivés là ?* » Ce n'est pas la première fois que cette politique d'immigration est une source de rejet particulière: depuis l'an dernier, plusieurs animateurs de podcasts humoristiques et de talk-shows masculins influents, qui auparavant soutenaient le président, ont retiré leur caution. Cette prise de distance de Joe Rogan, souvent décrit comme « l'électeur indécis le plus célèbre d'Amérique », n'est pas bon signe pour Donald Trump qui s'entête à défendre l'ICE dans la mort de Renée Good.

Au moins quatre personnes sont décédées alors qu'elles étaient entre les mains de l'ICE depuis le début de 2026, et au moins 30 en 2025, l'année la plus meurtrière depuis la création de cette police en 2004, selon des statistiques officielles. Hier, jeudi 15 janvier, le Mexique a demandé officiellement des explications pour le décès d'un de ses ressortissants détenu par l'ICE en Géorgie.

Dans un message sur Truth Social, Donald Trump a réagi jeudi en menaçant d'invoquer l'*Insurrection Act* si « *les politiciens corrompus du Minnesota ne respectent pas la loi et ne s'emploient pas à empêcher les agitateurs professionnels et les insurgés d'attaquer* » les agents d'ICE.

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20260114-%C3%A9tats-unis-manifestation-%C3%A0-detroit-contre-ice-l-agence-d%C3%A9cri%C3%A9e-de-contr%C3%B4le-de-l-immigration>

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20260116-etats-unis-influenceur-joe-rogan-proche-de-trump-compare-les-m%C3%A9thodes-ice-%C3%A0-gestapo-minneapolis-good>

Les États-Unis prétendent avoir révoqué 100 000 visas depuis le retour de Donald Trump au pouvoir

Les États-Unis ont révoqué plus de 100 000 visas depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, a annoncé lundi 12 janvier 2026 le département d'État. Un record en seulement un an de mandat. « La priorité absolue de l'administration Trump est de protéger les citoyens américains et de faire respecter la souveraineté américaine », a déclaré le porte-parole du département d'État. Ce nombre de visas révoqués depuis le 20 janvier 2025 est deux fois et demie supérieur à celui enregistré en 2024, lorsque Joe Biden était président. Selon le département d'État, « des milliers » de visas ont été révoqués, notamment en lien avec des agressions et des cas de conduite en

état d'ivresse.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio s'était déjà félicité d'avoir révoqué nombre de visas d'étudiants ayant mené des manifestations critiques à l'égard de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza. Pour ce faire, il avait invoqué une loi permettant de refuser ou annuler les visas de personnes jugées incompatibles avec les intérêts de la politique étrangère américaine. Certaines de ces décisions ont toutefois été contestées, avec succès, devant les tribunaux.

Le département d'État a précisé que 8 000 des visas révoqués concernaient des étudiants. Ces mesures s'inscrivent dans une campagne plus large de lutte contre l'immigration clandestine. Les États-Unis ont expulsé plus de 605 000 personnes tandis que 2,5 millions ont quitté le territoire de leur propre chef, a annoncé le mois dernier le ministère de la Sécurité intérieure.

<https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/les-etats-unis-pretendent-avoir-revoque-100-000-visas-depuis-le-retour-de-donald-trump-au-pouvoir-8d422172-efe7-11f0-ae78-1a0629cc1f87>

INTERNATIONAL

LA JOURNEE MONDIALE DE SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES DES FRONTIERES ET LES DISPARUS SUR LES ROUTES MIGRATOIRES

A l'occasion de la Commémor'Action du 6 Février, date devenue la journée mondiale de solidarité avec les victimes des frontières et les disparus sur les routes migratoires, l'Association Marocaine d'Aide aux Migrants en Situation Vulnérable organise sa sixième rencontre internationale à Oujda, à la frontière maroco-algérienne, du 5 au 7 Février 2026. Voici le texte d'appel et le programme de cette mobilisation.

*Leur vie, notre lumière. Leur destin, notre colère. Ouvrez les frontières !
Pour une révision totale de la loi 02/03, pour garantir tous les droits des migrants et des familles des disparus, des prisonniers et des détenus sur les routes migratoires !*

Le 6 Février 2014, plus de 200 personnes, parties des côtes marocaines, ont tenté d'accéder à la nage à la plage du Tarajal, dans l'enclave espagnole de Ceuta. Pour les empêcher d'arriver en « terre espagnole », la Guardia Civil a utilisé du matériel anti-émeutes et les militaires marocains présents n'ont aucun porté secours aux personnes qui se noyaient devant eux. Quinze corps ont été retrouvés côté espagnol, des dizaines d'autres ont disparu, les survivants ont été refoulés, certains ont péri côté marocain.

Douze ans sont passés pendant lesquels le nombre de morts et de disparus n'a cessé d'augmenter, dans la Méditerranée et sur la route des Canaries, aux frontières internes de l'UE, dans la Manche, aux frontières orientales, le long de la route des Balkans, et encore dans le désert du Sahara et le long de toutes les autres routes migratoires. Le régime des frontières a montré encore en 2023 son visage cynique de manière totalement décomplexée, lors du naufrage de Cutro, dans la nuit du 25 février où 94 personnes sont décédées et au moins 11 autres ont disparu à quelques mètres des côtes italiennes, sous les regards immobiles de Frontex et des autorités italiennes ; ou encore le 14 juin quand plus de 600

personnes ont disparu à jamais au large de Pylos, en Grèce ; tout comme le 23 avril 2022, quand un bateau avec 60 personnes à son bord a coulé au large des côtes libanaises.

Douze ans pendant lesquels les associations, les familles, les activistes et tous celles et ceux qui luttent pour le droit à la mobilité pour toutes et tous n'ont cessé de réclamer vérité et justice pour ces victimes, de souligner les responsabilités directes et indirectes du régime des frontières, de travailler pour prouver ces responsabilités et pour soutenir les familles et les proches dans des douloureux parcours de recherche des disparus et d'identification des victimes.

Nous réitérons ici l'appel lancé l'année dernière, avec l'espoir qu'encore plus d'organisations, d'associations, de familles, d'activistes s'associent à ce processus de Commémor'Action décentralisées réalisé chaque année le 6 février, pour que cette mobilisation transnationale prenne de plus d'ampleur, soit de plus en plus visible dans l'espace public et arrive à fédérer de plus en plus de personnes.

Nous demandons à toutes les organisations sociales et politiques, laïques et religieuses, aux groupes et collectifs des familles des victimes de la migration, aux citoyens et citoyennes de tous les pays du monde d'organiser des actions de protestation et de sensibilisation le 6 février 2026.

https://migreurop.org/article3521.html?lang_article=fr